

مكتبة الشامل



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14475 - 6 F

MARDI 13 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

Un projet d'exploitation minière
à l'emplacement du camp de concentration
de Dora suscite une vive émotion

Au moins quatorze manifestants tués Le président malgache choisit la répression

Un rêve brisé

Le rêve d'une « révolution tranquille », qui aurait permis aux Malgaches de marcher, en douceur, vers la démocratie, s'est brisé, samedi 10 août, sous les balles des soldats chargés de protéger le palais du président Didier Ratsiraka. Après plus de deux mois de manifestations pacifiques de l'opposition, la Grande Ile vient de connaître son premier bain de sang.

Face aux dizaines de milliers de femmes et d'hommes venus, les mains nues, exiger la démission du chef de l'Etat, celui-ci n'a pas hésité à faire tirer ses troupes, causant la mort d'au moins quatorze manifestants. Un bilan qui risque de s'alourdir, compte tenu de l'état très grave de nombreux blessés.

M. RATSIRAKA, arrivé au pouvoir en 1975 à la suite d'un putsch militaire, avait récemment fait savoir qu'il n'attendait pas « s'écarter du pouvoir comme un voleur ». Traitant les opposants par le mépris, il faisait mine d'espérer que les manifestants « se fatigueraient d'eux-mêmes ». Cette erreur de jugement vient de transformer, aux yeux de l'opinion malgache, le « voleur » en assassin. Tananarive ne sera pas Prague 1990 : la « révolution de velours », version malgache, est morte et enterrée avant d'avoir vu le jour.

L'entêtement du président Ratsiraka aura vraisemblablement pour conséquence de donner un nouveau souffle au Comité des forces vives, qui rassemble les mouvements de l'opposition. Celle-ci a désormais ses martyrs. Plus question, dans ces conditions, d'un quelconque dialogue avec le chef de l'Etat. Cette radicalisation de l'opposition risque de mettre en échec les partisans d'un compromis avec le pouvoir. En premier lieu, les Eglises chrétiennes, dont le rôle modérateur avait réussi, jusqu'à présent, à éviter la violence.

Le massacre de Tananarive L'accroître également l'embaras de ceux qui - à Madagascar et en France - comptaient encore sur une certaine sagesse du président Ratsiraka. Dans son allocution télévisée de dimanche soir, le chef de l'Etat a tenté de disputer sa garde présidentielle, rejetant la responsabilité de la tuerie sur les militaires et les gendarmes. La relative neutralité dont l'armée a fait preuve, depuis le début des manifestations, en juin, pourrait ne pas durer. En accusant ainsi l'armée, le président risque de se faire de nouveaux ennemis - bien plus dangereux que les cohortes de crieurs de slogans.

Quant à la prétendue « innocence » de la garde présidentielle, elle reste à prouver. Tous les témoignages semblent indiquer, au contraire, que « les hommes du président » ont tenu un grand rôle dans la répression. Cette garde, forte d'environ mille cinq cent soldats et officiers, a été formée par les Nord-Coréens, mais reste encadrée par quelques instructeurs français. Paris, très discret jusqu'à présent, ne pourra se taire indéfiniment.

Quatorze personnes ont trouvé la mort samedi 10 août à Tananarive, la capitale malgache, lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des opposants qui avaient organisé une « marche de la liberté » sur le palais présidentiel.

Le régime du président Ratsiraka, confronté depuis des semaines aux manifestations pacifiques de l'opposition, a finalement fait couler le sang.

Les violences de samedi semblent avoir conduit le pays à un point de non-retour, le chef de l'Etat refusant d'abandonner le pouvoir, et le Comité des forces vives (opposition) demandant aux Eglises de cesser leurs tentatives de médiation. La « victoire » du régime risque ainsi de se transformer en défaite.

Lire page 18
l'article de JEAN HELENE

La Chine se rallie à la non-prolifération

Le premier ministre chinois a annoncé, samedi 10 août, à son homologue japonais, M. Kaifu, l'intention de son gouvernement d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire. Le même jour, Pékin et Hanoï annonçaient la normalisation de leurs relations, gelées depuis 1978.

Lire nos informations
et l'article de FRANCIS DERON page 5

Voyage avec Colomb

13. - L'autre Christophe

Le 6 décembre 1492, Colomb aborde une île plus peuplée. Il débarque à Haïti, terre de misère et d'utopie, où le Roi du Sans-Souci s'écoule l'Amiral des océans...

Lire page 2
le troisième épisode du feuilleton d'EDWY PLENET

Après la libération de MM. Tracy et Leyraud au Liban L'optimisme prévaut sur le sort de tous les otages occidentaux

Après la libération des otages américain et français, MM. Edward Tracy et Jérôme Leyraud, dimanche 11 août, on se montrait, à Washington, plus optimiste au sujet d'un règlement global de la question des otages. A Jérusalem, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré lundi que, « à ce stade, Israël n'a engagé aucune négociation ». Mais, au même moment, le secrétaire général

des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, faisait savoir qu'il avait rencontré, dimanche soir à Genève, le responsable israélien du dossier libanais pour l'informer de la teneur du message du Jihad islamique que lui a remis l'ex-otage britannique John McCarthy. Ce mouvement réclame la libération de prisonniers libanais et palestiniens que détient l'Etat hébreu.

Un accord secret ?

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

La libération à Damas, dimanche 11 août, de l'Américain Edward Austin Tracy, quelques heures après celle à Beyrouth du Français Jérôme Leyraud, montre à l'évidence que l'affaire des otages du Liban est désormais en voie de règlement.

Un accord, négocié à Paris entre les intégristes chiites du Hezbollah et les gouvernements britannique et américain, serait même, dit-on de source intégriste

libanaise, intervenu récemment et un calendrier aurait été établi. Dans ce contexte, la libération du journaliste britannique John McCarthy, porteur d'un message à M. Perez de Cuellar, puis celle d'un Américain, M. Tracy, devraient précéder celle de cheikh Abdel Karim Obeid, détenu en Israël, à la suite de quoi seraient élargis les dix otages toujours détenus et réglé le sort des sept soldats israéliens disparus au Liban.

Ce n'est qu'après qu'Israël libérerait les quatre cents prisonniers - libération réclamée par le

Hezbollah et dont la formation intégriste a fourni une liste.

Les négociations directes pour le règlement de l'affaire auraient été engagées il y a plus de deux mois par l'intermédiaire de représentants du parti intégriste chiite irakien, Al Daawa (opposant au régime de Bagdad) qui auraient d'abord contacté le gouvernement britannique.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 3 ainsi que les articles d'HENRI BAINVOL et HENRI PIERRE page 4

Manifestations contre le TGV Méditerranée

Des opposants au tracé du futur TGV ont occupé les gares d'Arles, de Sènas et de Cavaillon, dans la nuit de samedi à dimanche.

page 10

Les « zoulous » de Noisy-le-Grand

Trois policiers ont été blessés en Seine-Saint-Denis par des jeunes armés de barres de fer et de battes de base-ball.

page 18

Pèlerinage à Czestochowa

Près d'un million de jeunes, dont vingt-cinq mille Français, sont attendus au sanctuaire marial polonais, les 14 et 15 août, à la rencontre de Jean-Paul II.

page 6

Le sommaire complet se trouve page 18

L'expulsion des indésirables de Bari

Neuf mille des douze mille Albanais débarqués dans le port italien ont déjà été ramenés dans leur pays, au prix de violences et de ruses

BARI

de notre envoyé spécial

Enfermés dans le vieux stade de La Vittoria et ses abords où confiés en plein soleil au bout d'une jetée du port, recevant en quantité insuffisante de maigres sandwichs et des bouteilles d'eau, n'ayant accès à aucune installation sanitaire, dormant à même le sol, ces hommes, ces femmes et ces enfants auront payé cher l'illusion que l'Italie, soudain, leur ouvrait la porte et était disposée à les accueillir.

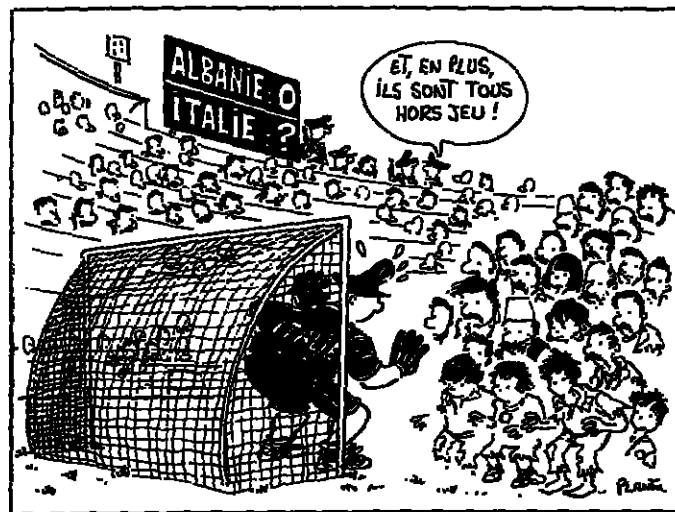
Les autorités italiennes ont fait preuve de davantage d'efficacité pour organiser le retour que pour pourvoir aux besoins élémentaires de cette foule d'indésirables. « Ce n'est pas de leur faute, ils sont dépassés », souli-

gnait, dimanche, le docteur Lala Llambi, un jeune médecin albanais venu parmi les réfugiés et que ses confrères italiens, l'ayant revêtu d'une blouse, employaient comme interprète. « Mais, demandait-il, pourquoi ne pas nous avoir séparés en groupes plus petits et répartis dans plusieurs lieux ? »

La réponse était en partie dans le faible nombre de policiers disponibles, qui, malgré le renfort d'une compagnie d'infanterie mécanisée et d'une autre de bersagliers, ne suffisaient pas à la double tâche de surveiller ceux qui attendaient de partir et d'« accompagner » les autres.

PATRICK JARREAU

Lire la suite page 5



L'homéopathie du docteur Greenspan

Reconduit à son poste, le président de la Réserve fédérale s'efforce de concilier la rigueur monétaire et l'avenir politique de M. Bush

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« Ce soir-là, j'étais assis devant mon ordinateur. Au fur et à mesure que la nuit avançait, on pouvait non seulement voir le prix du pétrole baisser fortement sur les marchés mondiaux, mais suivre, minute par minute, les effets de cette décélération sur les marchés des changes et de l'or, sur les taux d'intérêt et sur les opérations d'arbitrage qui s'entre-croisent dans le monde entier. » Pour conclure, M. Alan Greenspan lève la tête et fixe son auditoire passablement interloqué. « A ce moment-là, il m'est clairement apparu que la guerre ne risquait pas d'évoluer dans le sens d'une destruction majeure des installations pétrolières au Proche-Orient. »

Ainsi, en cette nuit du 16 janvier 1991 où le monde entier vivait en direct à la télévision le

pilonnage intensif de Bagdad et des autres positions stratégiques irakiennes, le patron de la Réserve fédérale, installé dans son bureau de Constitution Avenue, suivait une autre bataille en temps réel : celle de l'économie mondiale, où l'Amérique, là aussi, doit faire face aux responsabilités qu'implique le leadership.

Tout le personnage de M. Greenspan tient dans cette anecdote, rapportée le 20 février, lorsque, avec l'air appliqué qu'on lui connaît, il est venu témoigner devant le Congrès, comme la loi Humphrey-Hawkins l'oblige à le faire deux fois par an.

SERGE MARTI

Lire la suite page 13

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le destin de l'Amérique latine

Nous poursuivons la publication d'une série d'articles sur « le destin de l'Amérique latine » : après l'analyse de la crise qui a marqué les années 80 et du néolibéralisme qui en est résulté (le Monde du 6 août), l'inventaire des liens, négatifs et positifs, entre l'héritage colonial et le développement.

pages 11 et 12

Le Monde
L'ÉDUCATION JUILLET/AOÛT 1991

UNIVERSITÉS
LES INSCRIPTIONS
EN PREMIÈRE ANNÉE

FAC par FAC
LES TAUX DE RÉUSSITE
AUX DEUG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

M0147 - 0813 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 250 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 65 p ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Roumanie, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$

هكذا من النحل

Voyage avec Colomb

CAP-HAÏTIEN. — Les chiens sont muets. Le vacarme des pirates et des colons, le tintamarre des Espagnols et des Français, le boucan des mousquetons et des bombardes, les pleurs des esclaves africains et les tristes des prêtres vaudous, les cris de liberté et les rumeurs de révolte, l'infinité fracas du monde n'y ont rien fait. Le long de l'abrupt chemin rocailleux menant à la citadelle de Christophe, ils regardent sans broncher passer notre cheval. Nul jappement ne trouble la quiétude de cette ascension tant qu'il se dévoile la côte des commencements, ce Nord haïtien qui vit naître la première colonie du Nouveau Monde et la première révolution du tiers-monde.

Ils ont pourtant su faire du bruit, si l'on en croit l'homme d'affaires local, Walter Bussenius, propriétaire et gérant d'hôtels en mal de touristes, Européen d'Haïti parlant créole, de mère libanaise et de père allemand, troisième monde à lui seul. « En 1969, les chiens s'appuyaient sur le mur pour aboyer. » Détour canin pour dire la misère des hommes, d'hommes traités comme des chiens. A une centaine de kilomètres à l'ouest, au môle Saint-Nicolas, une famine endémique sévit actuellement, là même où Colomb aborda en 1492. Les arbres ont disparu, les terres s'en vont à la mer, la sécheresse étouffe la vie, le sol retient à peine l'espoir de survivre demain. A Cap-Haïtien, le Cap-Français de l'opulence coloniale, l'électricité n'est qu'intermittente. L'eau n'est pas potable, les quartiers construits dans le désordre, bricolés en bord de plage ou de route, n'ont évidemment pas le tout-à-l'égout.

« Gens qui ont de l'argent, c'est gens du diable », dit Michelin en tirant sur la bride de Patience, son cheval et gage-pain. Luché dessus, le voyageur voit défiler les cases misérables. Sols de terre battue, murs de torchis, de tôles ou de claies entourant une pièce unique. Des enfants nus et rigolards gambadent alentour. Michelin a participé à un comité Lavalas et soutenu Kok Kallité pour que gagnent Tilié et son candidat Titil et que soit l'Etat Kress. L'extériorité n'est pas de mise : derrière ces mots, ce créole vivant où la politique est un torrent, le candidat un coq de combat, son appui une Eglise populaire, l'adversaire un Etat rapace, surgit une pro-

et les plus paisibles. Par-dessus tout, j'ai grande espérance que l'os allésses les feront tous chrétiens et qu'ils seront vos sujets, ce que pour tels déjà je les tiens (...). Ces gens n'ont aucune secte et ne sont pas idolâtres, mais sont très doux et ne savent rien qui soit mal, que ce soit tuer ou capturer; ils sont si peureux qu'un seul des nôtres en peut faire fuir cent pour rire. Ils savent qu'il y a un Dieu dans le ciel, et sont persuadés que nous venons du Ciel. »

Evidemment, il y a malentendu. L'offrande spontanée est de celle qui méritent les dieux. Le témoignage des Indiens fait défaut mais sans doute, selon le scénario océanien, ces Blancs barbus et vêtus sont-ils pris pour des créatures divines ou pour des ancêtres revenus du pays des morts, chargés de bienfaits. Néanmoins, Colomb aurait pu se moquer de ces hommes qui vont nus « comme leurs mères les ont enfantés, et leurs femmes de même, sans nul embarras ». Au contraire, il les décrit comme « les plus beaux hommes et les plus belles femmes » et vante leurs qualités : « La manière dont ils agissent, leurs coutumes, leur docilité et leur jugement prouvent qu'ils sont gens plus éveillés et plus entendus que tous ceux rencontrés jusque-là ». Disant un soir à bord, il voit venir à lui le roi de l'endroit, un cacique arrivé en canot — deux mots caribbes qui font ainsi leur entrée dans notre vocabulaire. Aucune arrogance dans le récit de l'Amiral, mais de l'admiration pour cet « homme très distingué » et d'une « merveilleuse dignité ». Répondant au présent royal — une ceinture ornée de deux fines lamelles d'or travaillé, — il délaisse la paoille d'usage pour offrir le collier d'ambre qu'il porte, son propre couvre-lit, une paire de souliers rouges et une fiole de fleur d'oranger.

C'est roi, Guacanagari, ne sait pas qu'il scelle ainsi la mort de son peuple. Mais, à cet instant, Colomb l'ignore lui aussi. « Il est juste qu'ici on traite les peuples honorablement et avec d'autant plus de bienveillance et de considération qu'en cette île il y a tant d'or, de bonnes terres et d'épices », écrit-il sur le chemin du retour. Une pensée sincère dont il n'imaginait pas une seconde qu'elle porte en elle une telle contradiction où la possession engendre la guerre. Guacanagari revient déjeuner, lui fait visiter ses maisons, lui offre un grand masque, et même sa couronne. Colomb, en retour, se défait de che-

Devant les ruines du palais Sans-Souci à Milot, un homme se prend pour le roi Christophe, potentat sanguinaire et mégalomane qui régna de 1811 à 1820 sous le nom de Henri I^{er}. Majesté noire copiant jusqu'à la caricature ses cousins blancs...



CHARLES GARNIER

13. L'autre Christophe

par Edwy Plenel

messe pour les pauvres des pauvres, l'espoir incarné par le Père Jean-Bertrand Aristide, tout récent président du plus déshérité des pays d'Amérique. Espoir partagé par Walter : « Aristide ne m'inquiète pas. Lui, au moins, il n'est pas venu comme les précédents. Il faut que cette misère diminue. On ne s'habitue jamais à ça. » Sa mère, se tournant vers l'architecte Albert Mangonès, qui nous guide au royaume de Christophe, renchérit : « Les gens ont faim, Albert. Il faut leur donner des terres. » Et Albert, dans un sourire, « Les Haïtiens refusent de se laisser mourir ». Après tant d'années de dictature et de désespoir, l'événement méritait que les chiens fassent silence.

DURANT son premier voyage transatlantique, ce détail avait déjà intrigué Colomb : des chiens muets, discrets et affectueux. Des chiens à l'unisson de ces terres apaisées et de leurs généreux maîtres. Après l'émerveillement des choses, l'Amiral s'intéressait enfin aux êtres. Et c'est ici que le personnage nous échappe à nouveau, imprévisible et contradictoire. Précurseur, Colomb invente le mythe du bon sauvage. A cinq siècles, nous sommes certains qu'il n'est pas naïveté paternaliste qui ne fera guère barrage aux pillages et aux convoitises. C'est méconnaître l'ambiguïté de l'homme et de son œuvre. Colomb *Janus*, Colomb *bifrons*. Le même qui, sans tergiverser, déportera et asservira, pose au premier abord un regard ouvert, respectueux et chaleureux sur ceux qui l'accueillent à partir de ce 6 décembre 1492 où, en Haïti, il découvre une île plus peuplée et plus développée que les précédentes. Oubliions un instant notre avantage, faisons comme si nous ne connaissions pas la suite, et découvrons-le ébaucher une autre histoire, une sente éphémère avant qu'elle ne soit envahie par les ronces de la conquête. Le temps que Michelin et Patience nous hissent jusqu'à l'autre Christophe...

« Ce sont gens de si grand cœur qu'ils donnent de la meilleure volonté du monde ce qu'on leur demande et qu'il semble qu'ils leur accorde une faveur en leur demandant. » Colomb le marchand, lésinant sur le moindre maravedi, n'en revient pas : ces gens donnent pour le plaisir d'offrir. « Et qu'on ne dise pas qu'ils donnaient libéralement, parce que ce qu'ils donnaient valait peu, car ceux qui donnaient des maravedis d'or et ceux qui donnaient la caléasse d'eau agissaient de même. » De tels hommes ne sauraient être des peuplades barbares, peut-être même sont-ils nos semblables. Loin de les mépriser, Colomb admire leurs vertus et les images chrétiennes. « Ce sont les meilleurs gens du monde

misés, de gants, d'un manteau d'écarlate fine, d'un collier de corail. Les deux hommes se donnent le bras en marchant, suivis des conseillers du cacique, et l'Amiral souligne avec les manières « élégantes, décentes et propres » de son hôte, qui ne saurait être que « de bon lignage ». Mieux encore, il ordonne aux siens « d'être partout attentifs à l'offrir une personne en tout ce qu'il y a de mieux, de dire aux Indiens contre leur volonté ». Déjà, aux Bahamas, visitant un village abandonné par ses habitants à la vue des Européens, il n'avait pas laissé « prendre la valeur d'une épingle ». En Haïti, il refuse une « femme très jeune et très belle », la renvoyant « honorablement selon la coutume », alors que ses marins ne font pas tant de manières. Cette île enchantée, ses montagnes verdoyantes — *Ayiti* signifie « pays montagneux » dans la langue indienne — laissent entrevoir de riches vallées dont l'une, incomparable, sera tout simplement nommée *val du paradis*; ses plaines surpassent celles de Castille; ses campagnes sont « entièrement travaillées comme à Cordoue »; on y trouve des « terres à pain », des champs où l'on cultive la racine de *manioc*, dont il goûte la farine. Aussi la baptisera-t-il *Hispaniola*. L'Espagne, choix symbolique qui fera d'un territoire partagé aujourd'hui entre Haïti et la République dominicaine — le cœur de l'outre-mer hispanique pour les vingt ans à venir.

Il en faudra moins pour rayer de l'histoire Guacanagari, son peuple et tous les autres Indiens Tainos, l'une des branches du monde Arawak. En 1494, quand Colomb revient accompagné d'une armée de colonisateurs, ils étaient au moins trois millions dans l'île selon l'estimation de Las Casas, acceptée par la plupart des historiens. En 1508, il n'en reste plus que 70 000. Quatorze ans auront suffi pour qu'une humanité disparaisse dans les guerres et les maladies, les convois d'esclaves et les mines d'or. S'il n'est pas innocent de ce crime, Colomb n'est pas le chef des criminels. Dans ce drame, il jouerait plutôt le rôle de l'apprenti sorcier. Car c'est sa fascination qui déclenche la machine infernale. En faisant l'éloge de ces terres et de ceux qui les peuplent, en devantant la description des rois par de farouches promesses d'or, il sème le grain du malheur. Jusqu'alors, les Portugais s'en étaient tenus en Afrique à une économie de comptoirs, installant des bases commerciales qui se contentaient de troquer l'or et les esclaves négociés par les royaumes côtiers. Le scénario américain sera tout autre : émigration,

colonisation, travail forcé, conquête, etc. Ce chemin que Colomb a ouvert sera celui de son déclin. Prisonnier de son aventure, anéanti par la nouvelle réalité qu'il avait dévoilée, il fera tout pour s'en échapper, fuyant la terre pour rejoindre la mer, multipliant les voyages pour ressusciter l'émoi du premier contact. Derrière lui, il laissera bouillir un chaudron de passions et de haines où se cuisine la première Amérique, métissée et baroque, caribbe et latine. Ce continent des « veines ouvertes », selon le terrible image de l'Uruguay Eduardo Galeano, « immense patrie d'hommes hallucinés et de femmes historiques dont l'obsession infini se confond avec la légende », pour suivre Garcia Marquez livrant la clé de son inspiration — « l'actualité fantastique », « l'offense réaliste ». Un opéra de démesure et d'utopie où la France, succédant à l'Espagne, a d'abord joué sa partition en Haïti.

« C'EST le fleuve qui explique la source. Nous sommes le pays des grandes premières. » Albert Mangonès est un homme que le passé rassure. Maître de bonne famille, il y trouve la mesure apaisante des troubles du présent. Arrivé au pic de La Ferrière, nous contemplons son œuvre : la restauration de cette citadelle imprenable, nid d'aigle construit à dos d'homme, éperon menaçant encore hérissé de canons. Posé sur la chaîne Benoit-de-l'Évêque, ce prodige d'ingéniosité construit entre 1810 et 1820 par le premier monarque couronné du Nouveau Monde n'aura gagné que cette bataille : se libérer d'une végétation envahissante. Directeur de l'Institut de sauvegarde du patrimoine national, Mangonès fut un temps l'« ingénieur » chéri de « Papa Doc », architecte du mausolée du président à vie que « Bébé Doc », son fils, transforma en musée, sculpteur du monument au Nègre marro, rappel lyrique des premiers esclaves révoltés qui fait face au Palais national de Port-au-Prince. Dans l'Haïti d'Aristide, personne ne lui a voulu : en un temps où l'Etat n'était plus que prébendes sauvages, il n'a ni volé ni trafiqué.

Trafica, pinstérie et contrebande, c'est ainsi que la France s'est fait connaître sur cette terre. Au nord-ouest de la citadelle, surplombant les machoires de l'énorme gueule qui enserre le golfe de la Gonâve, l'île de la Tortue fut sa première base avancée jusqu'à ce que l'Espagne lui cède officiellement, en 1697, un tiers d'Hispaniola, qui devint la colonie de Saint-Dominique. De notre perchoir, ce repaire de forbans nous échappe, mais, en scrutant la

plaine, en apercevant Limbé, Vertières, Le Cap, Limonade, Pilate, nous regardons la scène où s'est jouée la suite. A la fin du XVIII^e siècle, ce nord du pays concentrait l'essentiel de la richesse de la plus riche colonie du monde. Saint-Domingue fournissait trois quarts de la production mondiale de sucre, son commerce extérieur dépassait celui des Etats-Unis, ses ports accueilleraient plus de bateaux que Marseille. Quelque part à nos pieds — l'endroit est encore discuté — Boukman, prêtre vaudou et nègre maron, organisa le 22 août 1791 la cérémonie du Bois-Caïman qui interrompit le festin et lança l'incendiaire révolution.

Juste en face, au pied des mornes qui forment l'arrondi du Cap, eut lieu la bataille décisive où, face à une armée d'hommes noirs qui criaient « La liberté ou la mort », le corps expéditionnaire français perdit la première guerre coloniale menée par une nation républicaine. Le 1^{er} janvier 1804, Haïti devenait le second pays indépendant d'Amérique, mais avec cette différence qu'aux Etats-Unis l'esclavage persisterait tandis qu'ici d'anciens esclaves redonnaient à l'île son nom indien, rendant hommage à ceux dont ils avaient été forcés de prendre la place. Puis ils les vengèrent, sans barguigner, massacrant ce qui, au nord, restait de peaux blanches. Le général qui les menait se nommait Henri Christophe. Esclave affranchi et « nègre à talents », il avait pris goût à la liberté aux côtés des Français venus secourir les indépendants nord-américains, servi sous les ordres d'un comte d'Estaing, appris la guerre comme capitaine de l'armée coloniale et la cuisine à l'Auberge de la Couronne du Cap-Français.

Faisant sécession au lendemain de la mort de Dessalines, fugace empereur, laissant le Sud aux mulâtres de Port-au-Prince, Christophe sera donc Henri I^{er}. Ty fâché plus noble, — « Roi d'Haïti, Souverain des îles de la Tortue, Gonâve et autres îles adjacentes, Destructeur de la Tyrannie, Régénérateur et Bienfaiteur de la Nation ». Avant de se suicider en 1820, trahi par son armée, avant que sa veuve ne recouvre son corps de chaux vive sur la place d'armes de la citadelle, il aura le temps d'accoucher tous les pontifes du potentat, sanguinaire et mégalomane, gratifiant sa cour de titres plaisants — duc de la Limonade, duc de la Marmelade, Comte de Trou-Bonbon, Comte de Sale-Trou — et nommant Sans-Souci son élégant palais de Milot, dont l'on croise les ruines en allant à la citadelle. Majesté noire copiant jusqu'à la caricature

ses cousins blancs ? Plutôt démesure d'une histoire sans amarrs, vertige d'un homme obligé de frayer l'inconnu, désarroi devant le legs de la colonisation. Saint-Domingue, qui ne comptait que 15 000 esclaves en 1715, en abritait 450 000 en 1791, dont les plus gros contingents étaient récents. Lors de l'indépendance, quand fut remportée la seule guerre de l'Histoire contre l'esclavage et le système des plantations, la moitié des habitants étaient nés en Afrique.

MONARQUE tragique, bâtisseur et réformateur, Christophe voulait inscrire cette audace dans la durée, « forger l'enigme de ce peuple à la traîne », le faire avancer non pas « à petits coups de siècles » mais « à grands coups d'années », selon ce que lui fait dire au théâtre Aimé Césaire en le réhabilitant. Prologue du drame latino-américain jusqu'à sa démesure, Haïti ne cessera de payer son outrecuidance. Ecartée, appauvrie, mise au pas. L'île qui avait accueilli par deux fois Simon Bolívar sera exclue en 1826 du premier congrès des indépendances américaines à la demande des Etats-Unis, où l'on méprisait cette nation noire qu'ils finiraient par occuper de 1915 à 1934. Entre-temps, afin d'éviter une reconquête française, ses dirigeants auront accepté en 1825 de payer à l'ancienne puissance coloniale une indemnité astronomique, doublée d'un emprunt souscrit à Paris. Une double dette en somme, un engrenage qui mettra Haïti à genoux, la première dette extérieure des rapports Nord-Sud...

Depuis la citadelle, Albert Mangonès désigne la baie de la Cule, à gauche du Cap, d'où Colomb leva l'ancre le 24 décembre 1492. Un paquebot blanc venu de Miami y mouille pour la journée, le temps pour ses passagers de découvrir la plage et d'ignorer la misère. L'Amiral avait-il prévu la suite, l'accident mystérieux qui l'obligea à se séparer de la *Santa-Maria* et de trente-neuf hommes, ce hasard énigmatique qui donna naissance au premier établissement européen du Nouveau Monde ? C'était jour de Noël, fête de la Nativité, l'indubitable signe d'un oracle très chrétien sur cette terre qui, aujourd'hui, s'offre un prêtre-président.

Prochain article :

La Croix du Sud

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

L'Iran « s'oppose », dénom

Un accord secret ?

lomb

مركز الشرق

ÉTRANGER

L'Iran « s'oppose, dénonce et rejette toutes les prises d'otages »

Le secrétaire général des Nations unies est arrivé dimanche soir 11 août à Genève, venant de Londres, où il avait reçu - des mains de l'otage britannique récemment libéré John McCarthy - une lettre de l'organisation clandestine du Jihad islamique. M. Pérez de Cuellar et McCarthy se sont rencontrés sur la base aérienne de Lymham, devant les caméras de télévision, qui ont montré l'ancien otage remettant la lettre au secrétaire général de l'ONU. M. McCarthy a estimé que M. de Cuellar était « l'homme-clé » d'une solution du problème de « tous les otages », et que celle-ci était à portée de la main : « Je crois que les ravisseurs veulent vraiment mettre un terme à cette situation, et qu'avec l'aide des bons offices du secrétaire général (...) elle prendra fin. » Cela va se terminer, gardes le moral ! a-t-il déclaré à l'attention des otages toujours détenus.

Pour sa part, M. de Cuellar, qui a également rencontré l'ancien otage américain Frank Reed, a déclaré que la lettre du Jihad islamique « n'est pas une lettre qui contient des détails très précis » mais qu'elle est néanmoins « importante » : « Ils (les ravisseurs) me donnent en quelque sorte le pouvoir de poursuivre mes efforts, d'une certaine manière en leur nom. » Il s'est dit « plein d'espoir, car nous avons suffisamment de preuves de la bonne volonté de ceux qui gardent les otages ».

Le secrétaire général de l'ONU devait rencontrer lundi à Genève M. Roland Dumas. M. de Cuellar a rencontré dimanche le coordinateur des activités israéliennes au Liban du Sud, M. Uri Lubrani, à Genève. Il a informé de la teneur du message du Jihad islamique.

Samedi, à Londres, le secrétaire d'Etat au

Foreign Office, M. Douglas Hogg, avait lancé un nouvel appel à Jérusalem, ajoutant qu'il « serait encourageant » qu'Israël libère « certains des prisonniers au Liban du Sud ». Le premier ministre britannique a adressé dimanche un message au président iranien Rafsanjani, dans lequel il a « apprécié les efforts humanitaires de l'Iran, qui ont abouti à la libération de John McCarthy », a annoncé l'agence IRNA, à Téhéran. M. John Major, selon l'agence, a ajouté que « Londres aussi, à son tour souhaite la poursuite des efforts pour la libération de tous les otages où qu'ils soient ».

A Damas où il se trouvait en visite, le ministre iranien de l'Intérieur, M. Abdallah Nouri, a appelé dimanche les ravisseurs à « cesser ces pratiques d'enlèvement et à libérer les otages ». L'Iran, a-t-il poursuivi, « s'oppose, dénonce et rejette toutes

les prises d'otages (...) Nous nous attendons et nous souhaitons que ceux qui, soit pour défendre leurs droits, soit pour d'autres motifs, détiennent des otages, cessent ces actes et (les) libèrent. Nous coupons pour la réalisation de cet objectif, car nous refusons la prise d'otages, et nous travaillons par tous les moyens disponibles pour que ces opérations ne se produisent pas sur la scène internationale et régionale ». Faisant allusion à Israël, il a ajouté que la position de l'Iran était « différente de celle de certains gouvernements dès qu'il s'agit d'un otage libanais ou iranien, ce qui n'intéresse pas ces gouvernements, dont la position est fondée sur le racisme et la ségrégation ». M. Nouri a enfin dénoncé ceux qui « tentent de lier l'affaire des otages à l'Iran même de façon ténue ». - (AFP, Reuters.)

Un accord secret ?

Suite de la première page

Certains membres de ce parti sont très proches du guide spirituel des intégristes pro-iraniens au Liban, cheikh Mohammed Hussein Fadlallah. Celui-ci se trouve d'ailleurs depuis vendredi soir à Damas où il a eu des entretiens avec le ministre irakien de l'Intérieur, vous sans doute régler avec la Syrie, qui demeure un partenaire obligatoire, les derniers détails de l'opération. Celle-ci s'est sans aucun doute des revendications des plus durs des intégristes et on parle à ce sujet d'un « clan Hamad » - le gouvernement allemand, qui détent deux des frères, n'ayant pas, semble-t-il, perdu de vue les négociations de Paris.

Ce clan s'est-il adressé à cheikh Sobhi Tufaili, chef de file des intégristes libanais liés à l'Hodjatoleslam iranien Mottacheemi et écarté en mai du secrétariat général du Hezbollah ? Il est difficile de l'assurer avec certitude. Mais de là à conclure qu'il serait derrière l'enlèvement de Jérôme Leyraud, ou qu'il l'aurait, au moins, laissé faire, il y a un pas que beaucoup franchissent à Beyrouth. D'autant plus que les forces syriennes ont, samedi, encerclé son village de la Bekaa et lui auraient fait clairement comprendre qu'elles n'étaient pas prêtes à tolérer de nouveaux raptes.

Dès samedi matin, semble-t-il, les autorités - syriennes comme libanaises - savaient à quoi s'en tenir sur le cas Leyraud. Les pressions « musclées » politiques ou autres ont, sans doute, été plus efficaces que les très impressionnantes déclarations polices dans la partie à majorité musulmane de la capitale libanaise effectuée, lui, dans le but évident de souligner que les choses avaient changé au Liban et que les ravisseurs pouvaient tranquillement garder en sécurité ou déplacer leurs otages sans être inquiétés.

Recevant d'ailleurs samedi à son quartier général d'Anjar, dans la Bekaa, le général Philippe Rondot, attaché au cabinet du ministre français de la Défense Pierre Joxe, qui se trouvait à Beyrouth dans le cadre du règlement de l'affaire du général Aoun, le général Ghazi Kanana chef des services de renseignements militaires syriens au Liban lui annonçait que le cas de Jérôme Leyraud serait rapidement réglé et « par une décision politique transmise aux partis influant sur les ravisseurs plus que par des mesures de sécurité ».

Le cas prioritaire du cheikh Obeid

L'affaire Jérôme Leyraud circule en coulisses donc, les choses allaient alors très vite. Alors qu'un officier supérieur des renseignements syriens laissait entendre, en fin de matinée samedi, que le représentant de Médécins du Monde serait libéré dans la journée, l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) - passant outre aux menaces proférées par les ravisseurs de Jérôme Leyraud de « l'exécution à la minute même où un nouvel otage occidental serait libéré » - envoyait de presse occidentale annonçant « la libération dans les soixante-douze heures d'un otage américain » et demandant « au représentant spécial de M. Pérez de Cuellar, M. Gianni Pico, de se rendre à Damas pour l'accueillir ».

L'OJR faisait état de négociations avec l'organisation internationale et affirmait vouloir réacti-

ver son rôle dans le règlement de la question des otages. Elle soulignait toutefois que la « question de cheikh Karim Obeid (le dirigeant du Hezbollah enlevé par un commando israélien au sud du Liban en juillet 1989) est prioritaire et que les résultats positifs escomptés se réaliseront avec l'élargissement de nos frères ». Comme depuis toujours l'OJR (organisation la plus « connue » avec le Jihad islamique), qui s'est manifestée pour la première fois le 14 mars 1986, en revendiquant l'enlèvement d'une équipe de la télévision française, Antenne 2, rendait hommage à la Syrie, précisant « qu'elle avait toujours respecté sa volonté » et soulignait le rôle de l'Iran notamment dans les négociations et sur le terrain.

Quatre heures après ce communiqué authentifié par un chiffré instantané en oncleur de M. Joseph Ciccipio, un des deux Américains que détient l'OJR, avec M. Tracy aujourd'hui libéré, l'« Organisation de la défense des droits des prisonniers » qui avait revendiqué jeudi soir le rapt de Jérôme Leyraud, menaçait de nouveau de le tuer. Un interlocuteur anonyme exprimait par téléphone à une agence de presse occidentale ces menaces au travers d'un vers d'un poète arabe, Abou Tammam, affirmant : « L'épée est meilleur message que les devils, le fil de l'épée tranche entre la pitié et la sévérité » (1). Ce communiqué menaçant était toutefois interprété à Beyrouth comme un ultime sursaut des ravisseurs du jeune français autour desquels lesquels l'état se resserrait.

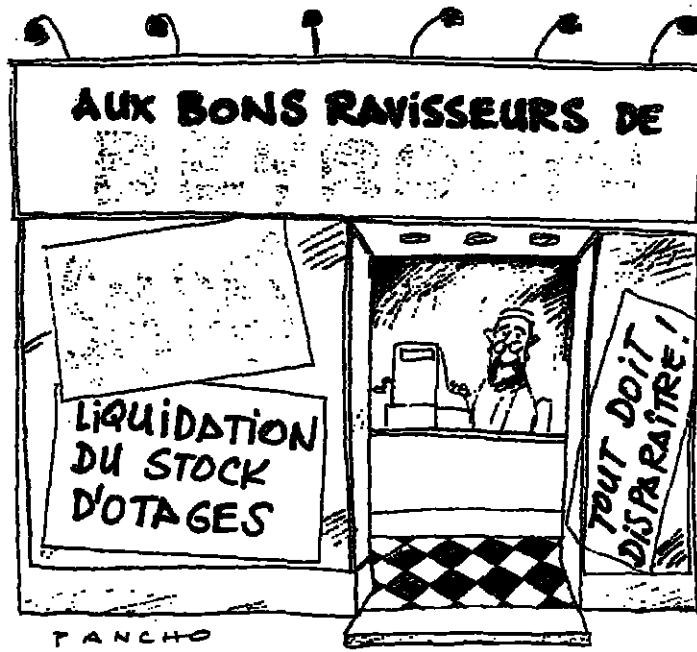
Beyrouth connaissait pendant ce temps un quasi état de siège avec des barrages partout et des perquisitions effectuées, selon un officier de la police libanaise, sur renseignements. Toute la nuit, les forces de sécurité intérieure libanaise (FSI) dressaient des barrages volants dans les différents quartiers de la capitale et des patrouilles circulaient dans la ville. Le général Samir Charani, chef des FSI de Beyrouth, présidait en personne ces mouvements sur le terrain, soulignant au passage la coopération nouvelle des Libanais avec leur police.

A l'aube de dimanche, par un nouvel appel téléphonique anonyme, l'« Organisation de la défense des droits des prisonniers » annonçait avoir libéré Jérôme Leyraud, retrouvé peu après par une patrouille des FSI. L'« Organisation » soulignait « donner une chance aux efforts en cours tout en s'engageant auprès des parents de nos détenus à poursuivre notre action par tous les moyens afin d'aboutir à leur libération à tous jusqu'au dernier ».

Fatigué mais en bonne forme, Jérôme Leyraud, jeans et chemise prune, est remis vers 6 heures 30 à l'ambassadeur de France au Liban, M. Daniel Husson. Le vice-président de Médécins du Monde, M. Porcini, se trouvait également à la caserne des FSI où avait été conduit le jeune Français avant que tout le monde ne se rende chez le ministre de l'Intérieur libanais M. Sami Khatib.

Un incident de parcours

Au cours d'une très brève conférence de presse, interrompue par le ministre qui ne souhaitait pas que Jérôme Leyraud donne trop de détails sur son aventure, celui-ci a indiqué avoir été bien traité par ses ravisseurs qui lui ont dit tout de suite que sa détention



Edward Austin Tracy, un « aventurier »

Edward Austin Tracy, libéré dimanche 11 août après presque cinq ans de captivité au Liban, a fêté son retour en Occident en commandant un hamburger et un Coca-Cola. Il a été accueilli par l'ambassadeur américain Vernon Walters et acclamé par quelque 200 Américains venus assister à son arrivée à la base militaire américaine de Wiesbaden, en Allemagne, où il doit subir des examens médicaux avant de regagner les Etats-Unis. Il séjournera dans l'aile de l'hôpital militaire baptisée « Freedom Hall », qui est spécialisée depuis 1981 dans l'accueil des otages américains libérés.

M. Tracy, né le 21 novembre 1930 aux Etats-Unis, à Rutland (Vermont), a brièvement travaillé avec la compagnie IBM après des études de commerce à Pennsylvanie. Divorcé, père de trois enfants, il a ensuite passé sa vie en voyages à

l'étranger. Sa mère, qui l'avait perdu de vue depuis vingt ans lors de son enlèvement, le qualifie d'« aventurier ». Il était arrivé à Beyrouth au milieu des années 70. Plusieurs personnes ont affirmé qu'il s'y présentait comme un vendeur ambulancier du Coran et d'autres ouvrages religieux musulmans et déclarait s'être converti à l'islam.

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) qui le retenait en otage lui avait reproché, au lendemain du rapt, le 21 octobre 1986, d'être « d'origine juive » et l'avait accusé d'être un « espion » à la solde du Mossad, les services de renseignements israéliens, et de la CIA.

Ses ravisseurs, qui détenaient également l'Américain Joseph James Cicippio, ont, à deux reprises, en avril et en octobre 1988, menacé de l'exécuter. - (AFP, Reuters.)

dimanche 12 heures la libération de l'otage américain. L'OJR a annoncé cette libération à l'hôtel Beaurivage à Beyrouth et réclamé, pour accueillir l'ancien otage, la présence du représentant de l'ONU à Beyrouth et des émissaires des présidents syrien et iranien.

Le scénario classique des libérations

En fait, après quelques heures d'attente, l'agence iranienne IRNA annonçait que l'otage libéré avait été immédiatement emmené en Syrie. L'annonce d'une libération à l'hôtel Beaurivage, face au siège de la présidence de la république libanaise, était d'autant plus étrange que depuis plus d'un an au moins les otages, dit-on de très bonne source, sont détenus à l'Est de Baalbeck dans la plaine de la Bekaa à moins d'une heure de Damas.

M. Tracy a donc suivi le scénario classique des libérations dans la capitale syrienne où il a été remis au chargé d'affaires américain, M. John Craig, par le ministre syrien adjoint aux affaires étrangères, M. Yousef Chakkour. Paraissant très fatigué, M. Tracy s'est contenté de dire « merci, c'est un plaisir d'être de retour ». Peu auparavant, dans un entretien à la télévision syrienne, il s'était déclaré « surpris de voir que le monde était toujours en place et très heureux de voir un arbre, un avion ».

Interrogé sur ses conditions de détention il a affirmé : « Nous jouions aux cartes chaque jour. Nous avions du thé tous les matins et du café, et la vidéo une ou deux fois par semaine ». Ce qui laisse supposer que les conditions de détention des otages se seraient améliorées. Agé de soixante ans, M. Tracy a été enlevé le 21 octobre 1986 à Beyrouth.

Dans une brève allocution au cours de laquelle il a réitéré la volonté de la Syrie de « poursuivre ses efforts pour la libération de tous les otages », M. Chakkour a affirmé : « Nous espérons que le succès dans la libération de M. McCarthy et Tracy, ainsi que l'élargissement rapide de l'otage français aideront à obtenir la libération de tous les Libanais et Palestiniens détenus dans les pri-

sons israéliennes, notamment cheikh Obeid ».

La libération de cheikh Obeid reste à l'évidence le point central à présent et les rumeurs sur son proche élargissement vont bon train. Appelée à la rescousse par les preneurs d'otages liés à l'Iran, l'ONU pourrait peut-être servir de couverture et de garantie officielle dans une affaire déjà par ailleurs négociée.

Venu vendredi à Beyrouth s'entretenir avec des responsables intégristes, le représentant de M. Pérez de Cuellar, M. Pico, est en tout cas invisible - comme à Damas d'ailleurs - où il n'a pas assisté, comme le lui demandait l'OJR, à la réception de M. Tracy.

L'attente d'un geste d'Israël

On souligne à Beyrouth que ce dernier, dans la hiérarchie établie par les ravisseurs des otages, n'était pas en tête de liste. Ceci pourrait laisser supposer que, avant de lâcher leurs proies « les plus chères », les ravisseurs exigent un geste significatif d'Israël.

En attendant, et malgré le caractère spécial de l'enlèvement de Jérôme Leyraud, sa libération rapide constitue une efficace démonstration de force de la Syrie au Liban, à laquelle a été associé pour la première fois le pouvoir libanais. Celui-ci à toutes les raisons de s'en réjouir car la solution rapide du cas Leyraud lui a permis de donner la preuve - qu'il restait à faire - qu'une certaine autorité régnait désormais au Liban.

Reste maintenant le déroulement d'une négociation très complexe et qu'un faux pas d'une quelconque partie pourrait de nouveau compromettre. Mais le sentiment domine quand même que le début de la fin de l'affaire des otages, qui dure depuis plus de cinq ans, a commencé.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Le poème cité avait été écrit après la victoire remportée par le calife abbasside Al-Mo'tassim sur les Bulgares. Malgré les pressions des devins qui lui avaient conseillé de ne pas livrer combat.

L'arrivée de M. Jérôme Leyraud en France

Relâché, dimanche 11 août à Beyrouth, le Français Jérôme Leyraud, âgé de vingt-deux ans, est arrivé dans la soirée à Nice à bord d'un avion du Groupe de liaisons aériennes ministérielles (GLAM). Il a été accueilli par M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, ses parents, ainsi que par son frère, Frédéric. L'ex-otage était accompagné par M. Corinne Brunon, chef de cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et par M. Jean Porcini, vice-président de Médécins du monde.

Rasé de près et souriant, M. Leyraud ne semblait pas affecté par ses soixante heures de détention. Il a longuement embrassé ses parents et son frère et a serré la main de M. Bernard Kouchner, qui l'a aussi embrassé.

Lors d'une brève conférence de presse, le secrétaire d'Etat a remercié les autorités libanaises et syriennes, et il a appelé « à ne pas oublier les autres otages encore détenus ». Pour sa part, Jérôme Leyraud a souligné qu'il n'avait pas eu de relations avec ses ravisseurs et qu'il avait appris après sa libération qu'on le considérait comme un agent secret. Il a aussi précisé qu'il n'avait pas été informé de la durée de sa détention ni des menaces de mort qui pesaient sur lui dans les dernières vingt-quatre heures.

Après s'être soumis à une séance de photo, M. Jérôme Leyraud s'est engouffré dans la voiture de son frère en direction de Grimaud (Var), où il réside avec sa famille. Il envisage de se reposer pendant quelques jours avant de reprendre ses études en septembre. Il espère aussi pouvoir retourner au Liban.

Dimanche soir, M. Kouchner, qui était l'invité du Forum RMC-Express, a estimé que la politique des otages était « terminée » au Liban. « Je crois, a-t-il dit, que les gens qui ont enlevé Jérôme Leyraud ne gagneront pas ». Le secrétaire d'Etat a aussi rendu hommage à ceux qui s'engagent dans l'action humanitaire. « Il faut apprécier le courage, a-t-il dit, de tous ces volontaires, tous ces Français qui représentent notre pays, courageux, décidés, depuis des années. Ce sont eux qui ont inventé le devoir d'ingénierie - demain peut-être le droit d'ingénierie - dont le monde entier parle ».

RECTIFICATIF. - C'est par erreur que nous avons écrit dans le Monde du 10 août que Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann avaient été relâchés le 14 juin 1988. Les otages français ont été libérés le 4 mai 1988 à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle.

PROCHE-ORIENT

Les réactions à la libération d'otages

A Washington, l'espoir d'un règlement global

Après la remise en liberté du Français Jérôme Leyraud et celle de l'Américain Austin Tracy, les informations recueillies à Damas, à Beyrouth, à Londres et aux Nations unies, ont ravivé à Washington l'espoir d'un arrangement global qui mette fin, après six ans d'incertitude, à la crise des otages.

WASHINGTON
Correspondance

Le président George Bush est toutefois resté très prudent : «... malheureusement, il y a encore beaucoup à faire » a-t-il dit. Il a laissé prévoir que une fois résolue la crise des otages, les relations des États-Unis avec l'Iran pourraient être améliorées. Mais, a-t-il dit, « je tiens à répéter qu'il est impossible d'envisager une normalisation de ces relations tant que des personnes seront en captivité ». Le président a d'autre part remercié le Liban et la Syrie pour leur contribution à la libération de M. Tracy.

Les observateurs s'interrogent sur les raisons qui ont poussé les ravisseurs à remettre en liberté Austin Tracy, de préférence à Joseph Ciccioppo et à Terry Anderson. L'explication la plus souvent retenue est l'état de santé de M. Tracy. Les spécialistes américains vont s'efforcer de l'aider à retrouver son équilibre mental, à se réadapter au monde extérieur. Sa femme, dont il est divorcé, a mentionné des lettres attestant un esprit perturbé. Par exemple, dans une de ses missives, il se décrivait comme « le père de cinq mille motocyclistes ». D'autre part, il avait envoyé de l'argent à sa mère pour inscrire ses filles dans l'organisation des Filles de la Révolution américaine.

Un nouveau
contexte politique

La libération d'Austin Tracy intervient dans un contexte politique sensiblement nouveau. Les ravisseurs ne sont en position de force, car lorsqu'ils peuvent compter sur la complicité d'un État. Or, deux des pays susceptibles de faire pression sur eux paraissent vouloir aujourd'hui se rapprocher de Washington : la Syrie et l'Iran. La

perte d'influence de l'URSS, protecteur traditionnel de la Syrie, crée un vide et le président Assad se tourne ostensiblement vers Washington. On peut penser également que le régime syrien, à qui carte blanche a été laissée au Liban, s'efforce de « rembourser » cette dette politique.

Avec l'Iran, la situation est plus complexe. Certes, le président Rafsanjani ne fait pas mystère de sa volonté de renouer avec l'Occident, ne serait-ce que pour tirer son pays de l'isolement économique. Un timide rapprochement a eu lieu avec les États-Unis. Le New York Times relevait à titre d'exemple que Téhéran avait facilité la mise en œuvre du pont aérien organisé en mars dernier en faveur des réfugiés kurdes irakiens en permettant aux avions cargos américains de se poser en Iran. Il n'empêche que les relations entre la République islamique et le « grand Saïan américain » ne sont toujours pas rétablies et que plusieurs milliards de dollars d'avoirs iraniens sont gelés aux États-Unis.

La marge de manœuvre du gouvernement de Washington est très faible. Depuis le scandale de l'Orange, il est difficile à un président américain d'envisager un « marchandage » avec l'Iran et ses protégés libanais. L'administration Bush est à cet égard sous haute surveillance : plusieurs de ses proches, soupçonnés d'avoir organisé la diversion illicite de fonds provenant de ventes d'armes à l'Iran, au bénéfice des contrats du Nicaragua, sont toujours sous le coup d'enquêtes judiciaires et de celles du Congrès.

Les États-Unis n'en ont pas moins joué un rôle actif depuis quelques semaines en faveur des otages. Des contacts avec l'Iran ont lieu par l'intermédiaire de la Suisse. Le dossier a été également évoqué avec Israël, et le président Bush, dans les propos qu'il a tenus dimanche, a exercé une discrète pression sur l'État hébreu en appelant à la libération de toute personne détenue comme otage « dans quelque pays que ce soit ». L'allusion visait un des responsables du Hezbollah, le cheikh Abdel Karim Obeid, enlevé par l'armée israélienne au Liban du Sud en 1989 et dont la libération est réclamée par certains des groupes détenant les otages occidentaux.

HENRI PIERRE

A Jérusalem, fermeté officielle mais rumeurs de tractations

JERUSALEM

de notre correspondant

Un épais mystère entoure les démarches israéliennes sur un éventuel échange de prisonniers. Un certain nombre de signes indiquent qu'au-delà des déclarations extrêmement fermes des dirigeants israéliens contre toute libération, à ce stade, des contacts sont en cours pour essayer de parvenir à un arrangement.

Le signe essentiel : le départ pour l'Europe de l'homme qui, en Israël, est chargé du dossier libanais, M. Uri Lubrani. Aucun détail officiel n'a été divulgué sur ce déplacement. Mais on sait de bonne source que M. Lubrani a rencontré dimanche à Genève le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar. Ce dernier devait lui rendre compte de la lettre du Djihad islamique transmise par l'otage britannique, John McCarthy et, d'une manière générale, des résultats des efforts déployés par l'ONU pour débloquent la situation. L'annonce du voyage de M. Lubrani vient se greffer sur une information en provenance de Damas publiée par le New York Times et qui a fait la une, lundi, de toute la presse israélienne : des progrès auraient déjà été enregistrés dans des négociations, par l'intermédiaire de l'ONU, entre Israël et le Hezbollah, sur un échange de prisonniers. A cela, il faut encore ajouter le « lapsus » du général Antoine Lahad, le commandant de l'ALS, l'armée du Liban-sud, alliée d'Israël, au cours d'une visite dimanche à Ashkelon, confirmant que, le mois dernier, il avait été saisi d'une demande du Hezbollah dans laquelle l'organisation chiite se déclarait prête à parvenir à un

échange de prisonniers, demande qui, à-t-il dit, n'avait pas eu alors de suite. Or, ce sont les hommes de l'ALS qui, dans le camp de Khiam, au sud-Liban, détiennent les quelque quatre cents prisonniers chiites libanais qui sont censés être relâchés par Israël dans le cadre d'un accord sur la libération des otages.

Toutes ces informations prouvent-elles qu'un accord est proche ? « Il y a quelque chose dans l'air » avait dit ce week-end M. Uri Lubrani. Ce qui paraît certain, c'est qu'Israël est résolu à rejeter toutes les pressions, directes ou indirectes, et ne fera aucun geste sans avoir auparavant obtenu des indications précises sur le sort de ses sept prisonniers ou disparus au Liban. Peut-être ces indications seront-elles transmises à M. Lubrani au cours de ses contacts en Europe. Toujours est-il que le premier ministre, M. Itzhak Shamir, l'a encore répété : « Nous voulons recevoir des signes de vie de nos prisonniers. Ensuite nous serons prêts à engager des négociations sur une libération réciproque des prisonniers ».

Une tout autre question est de savoir si de telles négociations ne sont pas en fait superflues. Cette question a été soulevée par certains dirigeants israéliens comme le vice-ministre des affaires étrangères, M. Binyamin Netanyahu, après la libération de l'otage français Jérôme Leyraud. « Cette libération prouve que, lorsque les Syriens le veulent, ils peuvent régler les problèmes » a-t-il fait remarquer. De là à penser que les Syriens savent parfaitement où se trouvent cachés tous les otages occidentaux au Liban et qu'ils peuvent donc les libérer sans aucune contrepartie, il n'y a qu'un pas que beaucoup à Jérusalem sont prêts à franchir. — (Interim)

Les suites de l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien

Publication des photos des trois Iraniens soupçonnés du meurtre

Les photographies des trois Iraniens recherchés dans le cours de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah et de son secrétaire ont été diffusées, samedi 9 août, par le ministère de l'Intérieur, qui a aussi ouvert une ligne téléphonique aux éventuels témoins (05-29-34-93, numéro vert). Cette diffusion a été autorisée par le magistrat instructeur chargé du dossier, M. Gilles Rivier, spécialisé dans les affaires terroristes au tribunal de Paris.

A Téhéran, le journal *Jahan-e-islam* (« Monde de l'Islam »), organe des radicaux du régime islamique en Iran, a affirmé samedi 10 août que la disparition d'hommes comme Chapour Bakhtiar « fait la joie du peuple opprimé, des combattants et des familles de martyrs ». Dans un éditorial, le journal du soir, fondé par Hadi Khamenei, frère du « guide » de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, ajoute que la mort du dernier premier ministre du chah, retrouvé assassiné jeudi à

Paris, « accroit l'espoir des opprimés pour la réalisation de la promesse divine concernant la punition des criminels ».

« Ce qui est certain, c'est que Chapour Bakhtiar, comme figure de l'opposition en exil, ne représentait aucun danger pour la République islamique », estime pourtant le journal.

Pour le quotidien pro-gouvernemental *Tehran Times*, en revanche, les observateurs dans la capitale iranienne « considèrent à juste titre qu'un tel acte terroriste n'a pour unique but que de briser le rythme tranquille des relations franco-iraniennes... L'Iran a réitéré à plusieurs reprises sa condamnation de tout acte terroriste. Il est même prêt à coopérer avec tout organisme international (...) pour que la vérité soit découverte ».

« L'Iran doit s'attendre à trouver des obstacles sur sa route à chaque fois qu'il essaie de poser les fondations d'une relation durable et significative avec un pays étranger important », écrit dimanche le quo-

tidien en langue anglaise *Kayhan International* qui ajoute : « Le meurtre abominable de Bakhtiar a été commis dans un style proche de celui des gangs et avait toutes les apparences d'une vengeance de la Mafia ». Le vice-président de la République islamique d'Iran,

M. Atollabi Mohajjari, a affirmé pour sa part que l'ancien premier ministre du chah et les autres dirigeants de l'opposition en exil sont « comme des rats qui courent et qui jouent dans la montagne. Pourquoi aurai-je besoin de les tuer ? ». — (AFP, Reuter)

Le chagrin de l'inspecteur Guy Bakhtiar

La sécurité de son père, c'était lui. C'est lui qui avait choisi le pavillon de Suresnes. Lui encore qui avait rédigé les consignes que les CRS, de mois en mois, se transmettaient lors des relèves. Lui qui faisait fonction de chauffeur-garde du corps lors des - rares - sorties à Paris de l'exilé. Protéger son père, en fait, était la seule raison pour laquelle, bien qu'ayant passé avec succès le concours de la magistrature française en 1979, il avait finalement décidé, à la demande de son père, de rester dans la police.

C'est encore l'inspecteur principal Guy Bakhtiar qui avait fait admettre à son père cette lourde protection de tous les instants. Détaché depuis plus de dix ans de son service des Renseignements généraux pour assurer la protection de son père, Guy Bakhtiar avait pourtant dû concéder à ce dernier quelques allègements. Les premiers temps, lors de toutes les audiences accordées par Chapour Bakhtiar, un CRS se tenait assis dans un coin du salon, son arme posée sur les genoux. L'ancien premier ministre avait finalement obtenu que les policiers soient cantonnés à leur PC, au rez-de-jardin du pavillon.

Alors, quand les CRS l'ont appelé, jeudi 8 août au matin, pour lui signaler que nul ne répondait dans la villa, et qu'il y avait peut-être resté enterré, comment ne pas imaginer que Guy Bakhtiar ait été déchiré entre le chagrin du fils et le remords du policier ? Ni de l'un ni de l'autre, il ne parle pourtant, avouant simplement que depuis cet instant, il n'est pas « dans son état normal ».

Mais que faire ? On peut toujours se raccrocher aux fameuses consignes. On peut toujours se répéter que les CRS devaient, chaque matin, vers dix heures, aller demander au secrétaire de Chapour Bakhtiar la liste des visiteurs du jour. Ce que s'est abstenu de faire l'équipe de service mercredi matin, retardant ainsi de vingt-quatre heures la découverte des corps.

On peut encore se souvenir qu'après chaque période de garde, le CRS qui allait se reposer devait faire le tour du pavillon, à la recherche d'éventuelles anomalies. Si cela avait été fait,

est-il été envisageable que nul ne remarque que les volets, deux nuits de suite, étaient restés ouverts ? Mais si une stricte application des consignes est peut-être permise que les corps soient retrouvés plus rapidement, elle n'aurait sans doute pas empêché les meurtres. Contre la technique du « cheval de Troie », les consignes ne pouvaient rien. Et les Bakhtiar n'avaient aucune raison de se méfier de Farquodoum Ahmedi Boyer, le visiteur du mardi soir sur qui pèsent tous les soupçons.

Même si, comme l'explique l'inspecteur Bakhtiar, « une partie de sa famille est dévouée aux islamistes » et si « les assassins se sont sans doute infiltrés par là », Ahmad Boyer, membre d'un clan dépendant des Bakhtiar, qui cultive en Iran des parcelles de terres leur appartenant, gravitait depuis plusieurs années dans la mouvance politique de l'ancien premier ministre. Une dizaine de jours avant le meurtre, le 27 juillet, il avait même participé, dans le pavillon de Suresnes, à un comité central du mouvement de Chapour Bakhtiar.

Ainsi pouvait-il savoir que le serviteur portuaire de l'ancien premier ministre serait en vacances dans les premières semaines d'août, et que seul le secrétaire de Chapour Bakhtiar serait en état d'assister sa victime. En revanche, rien ne lui permettait de prévoir que Guy Bakhtiar, armé en permanence, n'assisterait pas à l'entréisme, l'inspecteur, pour des raisons familiales-professionnelles, s'immiscant parfois dans les rendez-vous de son père.

Mais les assassins avaient sans doute prévu, en cas d'obstacles matériels, de remettre leur projet à une autre occasion. Ils n'en étaient plus à quelques mois près. Il est parfaitement possible que la consigne leur ait été donnée il y a cinq ou six ans, sans indication de moyen ou de délai, suppose Guy Bakhtiar, ensuite, petit à petit, patiemment, ils ont monté l'opération. Contre cette longue patience, que pouvaient toutes les polices, et toutes les consignes du monde ?

DANIEL SCHNEIDERMAN

L'incursion turque au Kurdistan irakien

Ankara n'a toujours pas annoncé la date du retrait de ses troupes

Le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, a affirmé, dimanche 11 août, que la situation militaire dans le nord de l'Irak était sous le contrôle de l'armée turque mais que les forces d'Ankara poursuivaient leurs opérations de nettoyage dans la région.

Répondant aux questions des journalistes à Abant, province de Bolu, à 200 km au nord-ouest d'Ankara, il a déclaré que la résistance dans les camps d'entraînement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) avait été totalement brisée et que « les objectifs prévus ont été atteints ». Il a ajouté que les troupes turques se retireraient après avoir pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans cette région mais il n'a pas donné de précisions sur « ces mesures », ni sur la date du retrait.

Pour ce qui est des réactions de la communauté internationale, M. Yilmaz a dit : « Nous n'avons pas reçu de réactions d'importance capitale. De toute manière, nous ne les prenons pas au sérieux, car la Turquie est libre de prendre toute sorte de mesures contre ces brigands qui opèrent dans des régions où personne n'est souverain pour pénétrer en territoire turc ».

Après l'Allemagne, l'URSS et la Suisse, qui avaient protesté

contre l'expédition turque qualifiée de « violation de la loi internationale », la Grèce a condamné ces opérations « qui dépassent le cadre d'un incident de frontières ou d'une chaine poursuite » et sont des actions qui « violent la législation internationale ». La radio de Téhéran a pour sa part comparé « l'incursion des troupes turques au nord du territoire irakien à l'attaque de l'Irak contre son voisin », soulignant que « l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït a été réalisée avec les mêmes préparations et arguments ». — (AFP, Reuter)

■ JORDANIE : assassinat du directeur par intérim de l'UNESCO pour le Proche-Orient. — Le directeur par intérim du bureau régional de l'UNESCO pour le Proche-Orient, le Soudanais Hamed Khawwat, a été assassiné, dimanche 11 août, à Amman par un chauffeur de l'organisation, a-t-on déclaré de source gouvernementale. Trois autres personnes ont été blessées par balles. Selon deux témoins, ce geste pourrait avoir été motivé par l'annonce du prochain transfert du siège régional de l'UNESCO d'Amman à Beyrouth et de la réduction de son personnel en Jordanie. — (AFP, Reuter)

EN BREF

■ ALGÉRIE : selon le FIS, le bilan officiel des arrestations d'islamistes ne représenterait que le dixième des arrestations réelles. — Le bilan officiel des arrestations opérées dans les rangs islamistes ne représenterait que le dixième des arrestations réellement opérées, a affirmé, samedi 10 août, un responsable du Front islamique du salut (FIS), M. Benazouze Zebda. Le dernier bilan, annoncé le 28 juillet 1991 par le premier ministre, faisait état de 2 866 arrestations. — (AFP)

■ CAMEROUN : l'écritain Cécile Munga de nouveau assigné à résidence. — L'écrivain et économiste Cécile Munga s'est vu retirer son passeport par les autorités de l'aéroport de Douala, vendredi 9 août, alors qu'il s'apprêtait à se rendre en France pour participer à un colloque. M. Munga, qui a comparu devant les tribunaux, en début d'année, à la suite de la publication d'un livre intitulé « Lettre ouverte au président Biya », a été, de nouveau, assigné à résidence. Plusieurs autres personnalités ont subi une mesure analogue, notamment MM. Anicet Ekane, dirigeant de l'Union des populations du Cameroun (UPC), et Djekum Tchaméni, responsable de l'association Cap Liberté.

■ COLOMBIE : vingt-trois morts dans des combats avec la guérilla. — Vingt-trois personnes ont été

tues et dix autres blessées, dont huit membres des forces de l'ordre, samedi 9 août, au cours d'affrontements avec des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) dans les départements de Huila et Caquetá, a indiqué un porte-parole de l'armée. Les principaux mouvements de guérilla colombienne, les FARC et l'ELN (Armée de libération nationale, marxiste), avaient annoncé, le 1^{er} août, une trêve des combats dans tout le pays avant la reprise, le 26 août, des pourparlers de paix avec le gouvernement. — (AFP, Reuter)

■ CUBA : répression contre des dissidents. — Le gouvernement cubain a organisé ces derniers mois une campagne de répression contre les dissidents, en prévision des Jeux panaméricains qui se sont ouverts le 2 août à La Havane, a affirmé, dimanche 11 août, l'organisation de défense des droits de l'homme Américas Watch. Cette campagne a notamment touché le MAR (Manifeste pour l'harmonie), qui souhaite l'ouverture d'un dialogue avec les autorités pour obtenir le retour à la démocratie, et dont des membres ont été « agressés physiquement dans la rue par des policiers ou arrêtés ».

■ ÉTHIOPIE : un nouveau gouvernement a été mis en place. — Le premier ministre, M. Tamer Layne, a rendu publique, samedi

10 août, à Addis-Abeba, la liste des membres de son nouveau gouvernement, composé de dix-sept ministres et chargé de diriger le pays jusqu'en 1993. M. Seyoum Mesfin, chef de la diplomatie du gouvernement provisoire, prend la tête du ministère des affaires étrangères, tandis que le commandant des troupes du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDREPE), l'ex-mouvement rebelle qui a pris le pouvoir en mai, est nommé ministre de la défense. — (AFP, Reuter)

■ MALI : la conférence nationale a adopté un projet de Constitution. — La conférence nationale, réunie à Bamako, a adopté, vendredi 9 août, un projet de Constitution garantissant le multipartisme, la liberté syndicale et la liberté de la presse et instituant l'indépendance de la justice. Le projet prévoit l'élection du président de la République pour cinq ans au suffrage universel, et un scrutin majoritaire à deux tours pour les élections législatives. Ce projet doit être soumis à un référendum. — (AFP)

■ PÉROU : assassinat de deux missionnaires polonais. — Les guérilleros maïstos du Sentier lumineux ont tué, dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 août, deux missionnaires polonais et deux maïstos péruviens à Chin-

bote (à 400 kilomètres au nord de Lima), et enlevé cinq personnes, parmi lesquelles deux autres missionnaires et une religieuse, ont indiqué les autorités locales. Onze policiers ont par ailleurs été tués samedi dans le département d'Ayacucho, bastion du Sentier lumineux. A Lima, le général Hector Caro, chef de la direction antiterroriste, a affirmé que des membres de ce mouvement avaient « infiltré le gouvernement à un haut niveau ». — (AFP, Reuter)

■ ZATRE : les événements de Lubumbashi auraient fait 136 morts. — Cent trente-six étudiants auraient été tués, lors de l'intervention des forces de l'ordre à l'université de Lubumbashi, en mai 1990, selon l'enquête d'un groupe chrétien rendue publique, samedi 10 août, par la télévision belge. Le bilan officiel avait fait état d'un seul mort. Par ailleurs, la Conférence nationale, censée démarrer ses travaux lundi à Kinshasa, pourrait être ajournée du fait de la « confusion » qui règne dans l'enregistrement des délégués. — (AFP, Reuter)

■ PRÉCISION. — Le général Norman Schwarzkopf n'a pas été fait chevalier de la Légion d'honneur (le Monde date 11-12 août), mais a reçu les insignes de grand officier des mains du général Maurice Schmitt, à Aubagne, le 24 juillet (le Monde du 26 juillet).

Les premiers échanges de prisonniers

Les indésirables de Bari

EUROPE

YUGOSLAVIE : malgré des violations sporadiques du cessez-le-feu

Les premiers échanges de prisonniers ont pu avoir lieu

Huit personnes, dont six au cours du week-end, ont été libérées en Yougoslavie depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en Croatie le 7 août, selon divers bilans dressés lundi matin 12 août.

Une méprise de l'armée fédérale yougoslave a coûté la vie, dimanche, à trois personnes, deux nationalistes serbes et un enfant de dix ans, a indiqué la police : deux avions ont mitraillé le petit village de Poljana, près de Vrginmost, au sud de Zagreb, et une barricade

tenue par la guérilla serbe, peu après que la police croate eut ouvert le feu sur un hélicoptère de l'armée. Samedi et dimanche, trois Croates - dont un policier et un cameraman - ont été tués au cours d'incidents distincts.

La commission de contrôle du cessez-le-feu considère toutefois ces violations comme isolées et a pu procéder aux premiers échanges de prisonniers. Vingt-cinq prisonniers serbes et croates ont été libérés samedi et dimanche, et soixante-trois autres devaient l'être lundi, dans le cadre de l'accord obtenu entre les belligérants sous l'égide de la com-

mission de contrôle. Les détenus libérés, serbes ou croates, ont tous affirmé à la télévision, parfois cécrotiques à l'appui, qu'ils avaient été maltraités par leurs geôliers. On ignore encore le nombre exact de prisonniers détenus par les deux parties. Le ministre croate de la justice, M. Bosiljko Mestec, a salué cet échange de prisonniers « comme un premier pas susceptible de déboucher sur un règlement pacifique de la crise yougoslave ».

Pour la cinquantaine d'observateurs de la CEE qui parcourent la Slovénie et une partie de la Croatie depuis juillet, « le climat s'amé-

liore », et eux-mêmes sont beaucoup mieux accueillis. En Slovénie, l'armée fédérale prépare effectivement son retrait.

Par ailleurs, plus de vingt mille personnes ont manifesté, vendredi soir, en faveur de la paix à Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine. Mais une « caravane de la paix », organisée par la télévision indépendante Yutel et qui était partie de Sarajevo (Bosnie) vers Osijek (Croatie), a dû être protégée par la police croate en raison de l'hostilité manifestée par la population, qui l'a accusée d'être envoyée par M. Slobodan Milosevic, le président de la Serbie. (AFP, Reuters, AP.)

URSS

M. Chevardnadze : les Soviétiques « perdent un temps crucial »

Dans un article publié lundi 12 août par le quotidien britannique *The Independent*, M. Edouard Chevardnadze, ancien ministre soviétique des affaires étrangères, estime que les « processus destructeurs s'accroissent » en URSS et se dit « préoccupé » de voir que les Soviétiques « perdent un temps crucial ».

Justifiant sa récente démission du Parti communiste par le fait qu'il était « de plus en plus difficile d'appuyer sur ce parti pour avancer » sur la voie des réformes, l'ancien dirigeant se dit « en total désaccord » avec la thèse selon laquelle les réformes démocratiques devraient suivre et non précéder les réformes économiques. Selon lui, les difficultés actuelles proviennent de ce que « la démocratie continue de se développer dans l'ombre épaisse du système de commandement administratif, contrôlé par l'Etat et le PC ». La mission du Parti des réformes démocratiques, récemment créé à son initiative, est d'être « une opposition démocratique » contre « les vieilles structures et l'appareil du sommet du parti communiste », ajoute M. Che-

vardnadze, qui se dit « stupéfié » des accusations selon lesquelles les démocrates « cherchent à s'emparer du pouvoir ». « Qu'y a-t-il de mal à cela », demande-t-il, avant d'ajouter : « Il est admis que toute opposition cherche à remporter la victoire aux élections ».

L'ancien ministre redoute aussi que le PC ne devienne « encore plus conservateur » au prochain congrès prévu pour l'automne et juge « possible » que M. Gorbatchev renonce à la diriger : « Il aurait raison d'agir ainsi, bien qu'il aurait dû le faire plus tôt », conclut M. Chevardnadze.

Poursuite des manifestations à Vilnius. - Plusieurs milliers de manifestants ont encadré, dimanche 11 août, pour le troisième jour consécutif, le quartier général des OMON, les commandos spéciaux du ministère soviétique de l'Intérieur, dont ils réclament le départ de Lituanie. Les Lituanais accusent les OMON d'avoir massacré sept grévistes le 31 juillet dernier. (Reuters, AP.)

Assassinat d'un ancien responsable du Haut-Karabakh. - L'ancien chef du PC du Haut-Karabakh, M. Valeri Grigorian, a été tué de quinze balles tirées à bout portant avec une arme automatique, samedi 10 août, à Stepanakert, capitale de cette région à majorité arménienne placée sous la tutelle de la république d'Azerbaïdjan, a indiqué l'agence Tass. (AFP.)

IRLANDE DU NORD : 15 000 sympathisants républicains à Belfast. - Environ quinze mille sympathisants républicains ont défilé, dimanche 11 août, à Belfast pour marquer le dixième anniversaire de la fondation de la vingtaine anniversaire des internements sans procès. Le président du Sinn Féin (branche politique de l'IRA), M. Gerry Adams, a violemment critiqué l'Eglise catholique et le gouvernement britannique de 1971 et des dix mille républicains morts d'une grève de la faim en 1981. Cette manifestation interviendrait le lendemain de l'assassinat d'un protestant revendiqué par l'IRA. (AFP, Reuters, AP.)

DIPLOMATIE

A l'occasion de la visite du premier ministre japonais

La Chine « accepte le principe d'une adhésion » au traité de non-prolifération nucléaire

A l'occasion de la visite à Pékin du premier ministre japonais Toshiki Kaifu, le gouvernement chinois a annoncé, samedi 10 août, son intention de signer le traité de non-prolifération nucléaire et d'ouvrir un dialogue avec la communauté internationale sur les droits de l'homme.

Ces changements de la position des dirigeants communistes chinois apparaissent comme une réponse à une visite mettant fin officiellement à l'isolement diplomatique dans lequel les grands pays industrialisés avaient plus ou moins maintenu Pékin depuis la répression du mouvement démocratique en juin 1989.

Selon les termes du porte-parole du ministère des affaires étrangères

chinois, « la Chine a accepté le principe d'une adhésion au traité de non-prolifération », et elle est « prête à accepter et à assumer les obligations et les responsabilités stipulées par le traité (...) Ceci a pour but de promouvoir l'interdiction globale et la destruction complète des armes nucléaires ». « La Chine ne met aucune condition à son accession au traité », a ajouté le porte-parole, qui a justifié cette décision, après des années d'attente, par le fait que « les choses ont désormais changé ».

Dernière puissance nucléaire à adhérer au traité - après la France le 3 juin dernier - la Chine demeure néanmoins réticente à accepter un contrôle des ventes d'armements conventionnels, étant elle-même l'un des principaux marchands d'armes mondiaux. Sa décision a été bien accueillie à Washington comme à

Paris, où le Quai d'Orsay s'est « félicité de la décision du gouvernement chinois ».

Concernant les droits de l'homme, le premier ministre chinois Li Peng a déclaré à son homologue japonais que « la Chine est prête à discuter de la question des droits de l'homme avec la communauté internationale », a indiqué le porte-parole japonais. Cette acceptation a été fortement nuancée par le porte-parole chinois, selon lequel les droits de l'homme se limitent essentiellement aux « droits de survie et de développement ». Il a ainsi demandé : « Si le droit de survie n'est pas assuré, comment parler des autres droits ? » En fait, malgré cette concession de forme, la position de Pékin sur ce dossier brûlant ne s'est guère modifiée.

La promesse d'adhésion au traité de non-prolifération était le moins

ultime courbette diplomatique devant un trône pékinois plus que jamais soucieux du protocole. Au reste, la rencontre des vice-ministres parait avoir été consacrée à la mise en forme diplomatique de ce cérémonial après que les décisions de principe eurent été prises par les véritables patrons des deux régimes lors de la visite à Pékin, le 29 juillet, du numéro deux vietnamien, le général Le Duc Anh.

Accord sur le Cambodge

Les changements intervenus à la tête du régime de Hanoï depuis juin ont favorisé ce rapprochement, effectué sur un ton qui compense le complexe d'isolement de Pékin face à l'effondrement des régimes communistes dans le monde. La presse chinoise avait ainsi interprété le testament politique de l'ancien chef du PCV, M. Nguyen Van Linh, comme la défense et l'illustration de la thèse de Pékin selon laquelle des « forces hostiles » travaillent, au Vietnam comme en Chine, à « faire échouer pacifiquement » les régimes afin d'éliminer le socialisme.

Après l'accord intervenu entre les quatre factions khmères, le 17 juillet dans la capitale chinoise, c'est donc à une « double paix de Pékin » que l'on assiste dans le vieux conflit sino-indochinois. Les Cambodgiens sont exhortés, par les deux puissances dont la rivalité a entretenu le conflit pendant onze ans, à « oublier maintenant le passé ». A l'approche de la réunion du Conseil national suprême du Cambodge (CNS), le 26 août en Thaïlande, la Chine et le Vietnam se déclarent implicitement prêts à garantir la sécurité d'un futur régime khmer établi « à partir du document-cadre » des Nations unies, présenté comme une base de négociations.

L'expression témoigne d'un recul sensible de la Chine par rapport à ses engagements précédents à l'égard des Occidentaux sur l'avenir du Cambodge. La marge de manœuvre de ces derniers pour imposer un régime démocratique dans l'ancien royaume d'Angkor s'en trouve d'autant réduite.

FRANCIS DERON

PAKISTAN : arrivée d'une délégation soviétique. - Trois négociateurs soviétiques sont arrivés dimanche 11 août à Islamabad pour des entretiens avec les responsables pakistanaïses sur les moyens de promouvoir une solution politique du conflit en Afghanistan. Ils pourraient également avoir des contacts avec les représentants de la résistance afghane basée au Pakistan. (AFP.)

PHILIPPINES : deux missionnaires étrangers tués dans un attentat. - Deux missionnaires étrangers, une Néozélandaise et une Suédoise, ont été tuées et plus de trente autres personnes blessées, samedi 10 août, par l'explosion d'une grenade au cours d'une cérémonie d'adieu, dans le sud des Philippines, a déclaré la police. Le

motif de cette attaque demeure inconnu, mais selon des autorités locales, il pourrait s'agir d'un acte de vengeance d'un mouvement islamique. (AFP, AP, Reuters.)

SRI-LANKA : 261 morts lors de violents combats dans le nord du pays. - Au moins 250 séparatistes tamouls et onze soldats gouvernementaux ont été tués, samedi 10 août, au cours de violents combats près d'un camp militaire stratégique d'Elephant Pass, dans le nord du Sri-Lanka, a annoncé un responsable militaire. Selon l'armée, plus de deux mille rebelles et près de deux cents soldats gouvernementaux ont été tués dans ces affrontements depuis le 10 juillet. (UPI.)

P. de B.

des trois Iraniens à meurtre

Le chagrin de l'annonce de la mort

Les indésirables de Bari

Suite de la première page

La volonté d'agir vite l'a emporté sur le souci des conditions matérielles du séjour. Alors que le secrétaire général du Parti républicain, M. Giorgio La Malfa, s'indignait, dimanche, sur place, de ce que l'armée n'eût pas fourni de tentes pour établir un camp de réfugiés, le général Rinaldo Santini, commandant la région militaire, expliquait qu'une telle opération aurait été au rebours des « intentions gouvernementales », qui étaient de rapatrier « immédiatement » les Albanais. Une autre de ces intentions était d'éviter qu'une partie d'entre eux ne s'échappât. Le résultat était, samedi soir, l'inquiétude des médecins devant le danger d'épidémies de salmonellose ou de choléra.

Il est vrai que les Albanais n'y mettaient guère du leur. Dans leur ressentiment contre la façon dont ils étaient traités et sous l'influence de quelques agitateurs, ils refusaient l'accès du stade à tout représentant des forces de l'ordre ou des services officiels. A la Vittoria, le conducteur d'un « engin de stationnement » a été brutalisé, et les pompiers n'ont pas pu approcher d'un local où se trouvait le maire de Bari, M. Enrico Delfino, après avoir envisagé fièrement d'entrer dans le stade, y a renoncé devant les conseils de prudence que lui donnaient aussi bien des Albanais que les responsables de la police. A cet égard, les efforts pour obtenir des réfugiés qu'ils laissent passer des équipes chargées de nettoyer et de désinfecter les lieux ont été aussi vains.

Toutefois, en dépit des craintes des médecins, les seuls maux qu'ils ont eu à traiter ont été de nature médicale, parfois graves, de déshydratation et d'insolation, ainsi que des contusions à la suite de heurts avec la police et quelques blessures au coudeau, conséquences de rixes pour s'approprier le peu de nourriture distribuée. Les enfants en bas âge et leurs mères ont été, autant que possible, installés à l'écart, sous des abris de fortune autour du stade et sous quatre tentes prêtées par l'armée. Il en restait néanmoins beaucoup, tant sous les combles du stade que sur la jetée. Autour du terrain de football, dans des locaux privés de lumière et malodorants, des familles étaient installées pour la nuit, tandis que des hommes aux manières inquiétantes rôdaient et paraissaient faire la loi. Les carcasses de deux automobiles, traînées à l'intérieur de l'enceinte et à moitié démantelées, étaient abandonnées sur la pelouse. Deux autres avaient été brûlées à l'extérieur.

Rien à perdre

Sporadiquement, samedi au stade, puis dimanche au port, des affrontements se sont produits entre les Albanais et les forces de l'ordre. Lancer des projectiles les plus divers, dont des pierres et des morceaux de ciment, les assaillis de la Vittoria, du une partie d'entre eux, tentaient une sortie - victorieuse pour quelques-uns, qui parvenaient à s'échapper vers la banlieue de la ville, - puis refluaient sous les coups de matraque et les tirs de grenades lacrymogènes. Policiers et soldats n'étaient armés, à la différence des jours précédents, que de bâtons et de grenades de gaz qu'ils jetaient à la main. Celles-ci ont fait défaut, le lendemain, au port, ce qui, ajouté au faible nombre des policiers, les a obligés à reculer plusieurs fois devant les charges des Albanais.

« Ils n'ont rien à perdre », affirmait un officier. Ces gens connaissent très bien la psychologie italienne et ils tentent de provoquer une émotion, de créer un problème politique. Si c'était le cas, ils ont échoué. La télévision et la presse ont consacré beaucoup de place, pendant le week-end, aux Albanais de Bari et à ceux, bien moins nom-

breux, de Brindisi, mais ils en accordent presque autant au juge assésiné à Reggio-de-Calabre. Quelques habitants de Bari se sont déplacés pour observer la situation des Albanais au stade ou leur départ à l'aéroport ; certains d'entre eux invectivaient les policiers brutaux. Au total, la sympathie qui avait entouré le réfugié de mardi dernier n'était plus là, même si les secouristes bénévoles et les organisations caritatives se sont mobilisés.

Critiquant les « conditions inhumaines » dans lesquelles l'opération était menée, M. La Malfa a affirmé que l'arrivée de ces émigrés était la conséquence de la loi Martelli, du nom de l'actuel vice-président du conseil, qui a permis, il y a deux ans, de régulariser la situation des immigrés illégaux. « La responsabilité principale incombe au gouvernement albanais, qui a cherché à dramatiser le problème auquel il doit faire face », ajoutait le dirigeant du Parti républicain, mais, sans un effort de la Communauté européenne, nous ne parviendrons pas à contenir les gens de l'Est. A Rome, M. Martelli appelait à transformer un problème d'immigration illégale de masse en une perspective d'aide et de solidarité envers un pays voisin qui est au bord du drame ».

Les déserteurs seulement

L'équipée des Albanais de Bari ne s'est pas moins résumée, du point de vue des autorités, à une opération d'évacuation rocambolesque. Sept transports de groupe Fiat C-27, quatre Hercules C-130, deux DC-9 et un MD-80 civil ont participé à un pont aérien qui, bien que ralenti, samedi après-midi par les dirigeants de Tirane, aura permis de ramener dans leur pays près de six mille personnes de groupe. Trois ferry-boats - le *Tezino*, le *Malta-Express*, l'*Angelina-Lauro* et le *Tiropolo* - dont le premier a fait deux voyages, ont transbordé environ quatre mille personnes. Dès samedi, le ministre de l'Intérieur, M. Scorsé, annonçait un peu présomptueusement, après un conseil restreint, que le rapatriement serait terminé dimanche soir.

Pour y parvenir, les responsables italiens ne se sont pas trop embarrassés de scrupules, ont interdit la ruse. « On nous a dit qu'on allait nous enlever en Espagne, au Portugal et aux Pays-Bas », racontait, samedi, M. Robert Ziglioli, un typographe de vingt-cinq ans. Beaucoup l'ont cru et sont restés tranquilles pour cette raison, mais maintenant tout le monde a compris. Plus subtilement, les autorités ont décidé d'isoler les déserteurs de l'armée et de la police et de leur accorder l'asile politique, d'abord parce qu'on disait certains d'entre eux armés, ensuite parce que la crainte des sanctions qui les attendaient, s'ils reparaissaient en Albanie, en faisait des résistants déterminés, capables d'encadrer les hommes les plus décidés à se battre.

PATRICK JARREAU

Un appel de Jean-Paul II. - Le Pape Jean-Paul II a invité, dimanche 11 août, la communauté internationale à « manifester sa solidarité concrète à l'Albanie pour l'aider à avancer sur la voie entreprise et à assurer à tous ses enfants de meilleures conditions de vie dans leur patrie ». Plusieurs membres du gouvernement italien ont d'autre part critiqué l'absence d'intervention de la Communauté européenne. Les autorités italiennes ont annoncé, samedi, qu'elles envisageaient d'organiser avec les autorités albanaises des patrouilles conjointes le long des côtes et de fournir une aide en nourriture et en médicaments aux Albanais rapatriés. (AFP.)

MÉDECINE

Les conséquences d'une nouvelle réglementation

Avis de recherche en Grande-Bretagne pour anciens donneurs de sperme

En raison d'une nouvelle réglementation, les établissements britanniques spécialisés dans les procréations médicalement assistées doivent, depuis le 1^{er} août, reprendre contact avec leurs donneurs et obtenir de leur part de nouvelles autorisations avant de pouvoir utiliser leur sperme congelé, conservé souvent depuis plusieurs années.

Dans son récent rapport sur l'éthique biomédicale (*le Monde* du 12 juin), M^{me} Noëlle Lenoir, maître des requêtes au Conseil d'Etat, souligne que de tous les pays industrialisés, le Royaume-Uni est le premier, à avoir mis en place un contrôle de l'usage des techniques de procréation médicalement assistée. Une première loi, votée en 1985, pour une durée de cinq ans, avait créé une instance provisoire, chargée de délivrer des agréments aux centres spécialisés. Une nouvelle loi, datée de 1990, a pérennisé ces fonctions de contrôle. Un cadre général d'intervention est ainsi fixé à une instance pluridisciplinaire - *Human Fertilisation and Embology Authority* - qui est chargée de préciser les règles imposées aux centres de procréation médicalement assistée pour pouvoir bénéficier de son agrément.

Des moyens de surveillance réels

« Cette autorité est dotée de moyens de surveillance réels, souligne M^{me} Lenoir. Les centres, qu'ils soient publics ou privés, doivent lui rendre compte de leur activité et elle peut à tout moment y déléguer des agents de contrôle qui s'assurent sur place du respect de ses prescriptions. »

Faut-il pour autant conclure, avec M^{me} Lenoir, qu'un tel disposi-

tif « parait à la fois équilibré et efficace » ? Les difficultés auxquelles doivent faire face les établissements britanniques spécialisés n'incitent guère à un jugement à ce point optimiste.

Le problème est né outre-Manche de la volonté du législateur de constituer un registre central des donneurs de sperme. Depuis le 1^{er} août, les banques de sperme doivent fournir une série de renseignements (données nominatives, diverses caractéristiques d'ordre physique, etc.) concernant leurs donneurs. Ces informations ne peuvent bien évidemment être dérivées sans l'autorisation de ces derniers à qui l'on assure, dans le même temps, que l'anonymat qui prévaut en matière d'insémination artificielle ne sera pas levé... en dehors de quelques circonstances exceptionnelles.

Plus de 70 % des stocks inutilisables

Ce dispositif s'applique aussi de manière rétroactive. Les responsables des banques de sperme sont ainsi contraints d'entreprendre de vastes enquêtes pour retrouver leurs anciens donneurs et obtenir d'eux l'autorisation d'utiliser dans ce nouveau cadre le sperme qu'ils ont donné, souvent, plusieurs années auparavant, et que les banques conservent grâce à la technique de congélation.

Un tel avis de recherche se heurte en pratique à deux types de difficultés. D'abord, parce qu'à la différence de ce qui se passe en France, les donneurs britanniques sont le plus souvent de jeunes célibataires rémunérés à cette occasion (1) ce qui ne facilite nullement les actions entreprises pour les retrouver; ensuite, parce que ces donneurs peuvent toujours craindre, avec ce nouveau dispositif, une levée de l'anonymat dont ils pensaient jusqu'alors bénéficier.

Cité le 10 août par *The Independent*, le docteur Peter Brunsden,

directeur médical de la célèbre Bourn Hall Clinic de Cambridge, explique disposer en stock d'un millier d'échantillons de sperme, dont 75 % à 80 % seront inutilisables. Le problème le plus aigu est celui posé par les couples - dont l'homme est stérile - qui ont déjà pu avoir un enfant par insémination artificielle avec donneur et qui souhaitent une seconde naissance à partir du même échantillon de sperme. Les couples concernés ont été informés de la nouvelle situation. Bouleversés, quelques-uns ont décidé de ne pas tenter de nouvelle naissance.

« Nous ne voyons pour notre part aucune justification à la création d'un fichier centralisé de nos dix mille donneurs de sperme, pas plus, quelles qu'en soient les raisons, qu'à la levée de l'anonymat les concernant, nous a déclaré le professeur Jacques Lanas (CHU de Tours), président de la fédération nationale des centres d'études et de conservation du sperme (CECOS). Pour notre part, nous avons mis en place pour chaque centre une liste nominative à laquelle personne, hormis le directeur du centre, ne peut avoir accès. Et si un problème se pose, qu'il s'agisse d'un risque de consanguinité, voire de contestation de paternité, le CECOS peut procéder aux investigations biologiques nécessaires, sans qu'il soit utile de lever un anonymat auquel nous accordons une importance fondamentale. »

JEAN-YVES NAU

(1) En France, la fédération nationale des CECOS a, depuis sa création, refusé toute rémunération aux donneurs de sperme. Ces derniers doivent par ailleurs déjà avoir eu des enfants et sont soumis d'un anonymat total ainsi que d'une utilisation de leur sperme dans un but thérapeutique chez des couples hétérosexuels. Il existe toutefois en marge des CECOS, quelques établissements qui ne respectent pas ces règles éthiques et rémunèrent leurs donneurs.

RELIGIONS

Pour un rassemblement en Pologne les 14 et 15 août

Près d'un million de jeunes attendus autour du pape à Czeszochowa

Près d'un million de jeunes sont attendus autour du pape, mercredi 14 et jeudi 15 août, au sanctuaire marial de Czeszochowa dans le sud de la Pologne, pour la sixième Journée mondiale de la jeunesse, créée en 1984 par Jean-Paul II. L'Europe centrale et orientale sera la plus représentée, avec six cent mille jeunes Polonais, environ soixante-dix mille Soviétiques, quinze mille Tchecoslovaques, trois mille Roumains, etc. En Europe occidentale, les principales délégations viendront d'Italie (trente mille jeunes) et de France (vingt-cinq mille). Le 16 août, Jean-Paul II s'enverra pour la Hongrie, qu'il visitera pour la première fois.

En car, en train, en bateau, à cheval - et même, pour quelques Bretons, en patins à roulettes - des milliers de jeunes Français ont pris la semaine dernière, par des itinéraires variés, la route de la Pologne. Certains s'arrêteront en Tchecoslovaquie, d'autres feront étape à Berlin, ou vont se recueillir dans des camps de concentration. Mais ils convergeront tous, à pied cette fois selon la tradition du pèlerinage, pour parcourir les derniers kilomètres avant le sanctuaire marial de Czeszochowa, lieu le plus symbolique du catholicisme polonais.

Verus de France, ils seront ainsi vingt-cinq mille, à la veille du 14 août, à remonter l'Allée de la Vierge vers le monastère de Jasna Gora, construit au quatorzième siècle, où l'icône dite de la Vierge noire aurait sauvé la Pologne de plusieurs désastres militaires. En 1989, les Français étaient vingt mille en Espagne, à Saint-Jacques-de-Compostelle, pour un rassemblement analogue d'un demi-million

de jeunes, les 14 et 15 août déjà autour de Jean-Paul II.

L'affluence sera double à Czeszochowa, confirmant l'intérêt croissant des jeunes pour les pèlerinages. Une étude réalisée par le Conseil pontifical pour les laïcs auprès de mille jeunes Français ayant participé aux Journées de Compostelle, montre qu'ils ont entre seize et vingt-cinq ans, avec une moyenne fixée à un peu moins de vingt ans. 71 % sont étudiants. Surtout, 72,5 % participent à une association ou à un mouvement d'Eglise et seulement 10 % d'entre eux se déclarent sceptiques ou non-croyants.

L'appel de l'Est

Catholiques convaincus dans leur grande majorité, ces jeunes n'en ont pas moins des raisons personnelles de partir cette année pour la Pologne. L'Est, d'abord. L'histoire est passée par là, et elle est dans toutes les têtes. « Je ne me serais sans doute pas déplacé si ce rassemblement avait lieu en Italie, confie Daniel, vingt-trois ans, étudiant en histoire du Val-de-Marne et militant de la jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Je voulais rencontrer de jeunes Polonais, voir comment ils vivent. Leur permettre aussi d'éviter certaines de nos erreurs. »

Pour Gwenaél, seize ans, lycéen à Caen, le rassemblement de Czeszochowa représente « une chance de confronter sa foi chrétienne avec celle des jeunes croyants d'Europe de l'Est, elle est une approche plus respectueuse de la religion que nous, dit-il. C'est en partie dû au fait qu'ils ont souffert. Nous allons passer par Prague voir des prêtres qui ont été emprisonnés : eux savent que croire n'est pas une simple affaire de routine. » Le souhait du pape de faire de cette journée « une rencontre mémorable entre les jeunes Eglises de l'Est et de l'Ouest » trouve un

réel écho chez les participants de ce pèlerinage de Czeszochowa.

Le pape, justement. Dans les raisons de prendre la route pour la Pologne, il ne vient qu'en deuxième position. Pour certains, il est un prétexte, pour d'autres le but. « Je veux connaître son message, explique Marie-Geneviève, vingt-deux ans, étudiante en comptabilité à Valenciennes, savoir pourquoi il a décidé de nous appeler dans son pays. A Compostelle il y a deux ans, cet immense rassemblement de jeunes autour de lui était impressionnant. »

Un moment rassurant aussi, pour des pèlerins qui éprouvent des difficultés à vivre leur foi au quotidien. « On n'a jamais vraiment honte d'être cathos, mais c'est parfois dur à porter, chuchote Pierre, dix-sept ans, qui part en Pologne pour marquer la rupture entre sa vie de lycéen et son futur statut d'étudiant. Nous allons être entourés par un million de jeunes, de tous les pays du monde. Cela donne de la force. » Les temps de marche jouent à peu près le même rôle : ils permettent de nouer des contacts avec d'autres croyants.

Pas forcément étrangers, d'ailleurs : pour la première fois, toutes les tendances de l'Eglise de France, y compris les mouvements de jeunes des milieux populaires, seront représentées, alors qu'à Compostelle, en 1989, ce sont les courants plutôt traditionnels qui avaient donné le ton. Le mouvement Jeunes Chrétiens Services, qui avait fait bande à part il y a deux ans, a accepté, cette fois, de s'intégrer aux pèlerinages des diocèses de l'Île-de-France. Une vingtaine d'évêques français seront présents, dont le cardinal Lustiger, pour animer en particulier les rencontres de catéchistes et les veillées de prières qui précéderont le rassemblement proprement dit des 14 et 15 août.

JÉRÔME FENOGLIO

FAITS DIVERS

Dans un village privé de son boulanger, inculpé de viol

Le pain et la justice

Inculpé pour viol et attentat à la pudeur sur deux mineures, l'unique boulanger de Sainte-Croix-en-Plaine, près de Colmar (Haut-Rhin), est en détention préventive depuis six mois. Les habitants du village se mobilisent, pour la mise en liberté provisoire d'André Brendel.

COLMAR

de notre envoyée spéciale

Sous les grappes rouges des géraniums qui ornent toutes les fenêtres de la maison, le long du mur ocre de la boulangerie-pâtisserie, des pancartes attirent l'attention du client de passage : « Nous voulons notre boulanger. Que fait la justice avec les innocents ? », interroge l'une. « La France, patrie des droits de l'homme doit se souvenir que toute personne est présumée innocente », proclame l'autre. Les habitués entrent dans la petite boutique, pour s'enquérir des dernières nouvelles. Mariette Brendel, une grande femme de caractère, répond volontiers : « Je viens d'avoir l'avocat, M^{me} Moser, au téléphone. Il dépose lundi une nouvelle demande de mise en liberté provisoire. »

André Brendel, arrivé à Sainte-Croix-en-Plaine en 1983, était un homme prospère, propriétaire de deux boulangeries, l'une au village, l'autre à Rouffach, non loin de là. Il fournissait trois tonnes de pain et employait sept ouvriers. Le 4 février 1991, pourtant, les gendarmes de Colmar sont venus arrêter « ce père de famille respectable et respectueux de ses employés », comme le décrivent ses amis. Et le juge d'instruction, M^{me} Lehn, l'inculpait pour viol et attentat à la pudeur sur deux mineures de quatorze et quinze ans. Selon certains éléments de l'enquête, l'agression aurait été commise, dans l'appartement du boulanger, en pré-

sence de la fille aînée des Brendel, alors que l'épouse était dans une autre pièce. L'une et l'autre ont cependant nié ces allégations. Les faits reprochés au boulanger remontent au mois d'août 1990. Mais ce n'est qu'en novembre de la même année que les deux adolescentes ont porté leurs accusations contre André Brendel. Depuis le premier jour, celui-ci, écroué à la prison de Colmar, clame son innocence. Son avocat a déposé quatre demandes de mise en liberté. Toutes ont été rejetées.

Cinq cents signatures

Aujourd'hui, la population du village se mobilise, oubliant la prudence campagnarde. Les proches du boulanger ont créé un comité de soutien. Début juillet, une quarantaine de personnes manifestait devant la boulangerie, puis s'en allaient remettre symboliquement une pétition à monsieur le maire. Cinq cents signatures dans ce paisible village de deux mille âmes ont été recueillies.

C'est que le pain pourrait venir à manquer, faute de mains pour le pétrir. En juin, en effet, l'ouvrier boulanger qui avait voulu profiter de l'absence du patron pour demander une augmentation a démissionné, ne l'obtenant pas. Et les offres d'emploi de Mariette Brendel sont restées sans réponse. La boulangerie se fournit dorénavant chez des collègues, mais la boutique ne tournera pas longtemps à ce rythme : l'achat à l'extérieur grignote les marges.

Il y a bien une autre boulangerie sur la rue principale, mais le pain n'est pas fabriqué sur place. Et puis, quand on est habitué, c'est dur de changer, explique une cliente. « Ce qu'on demande, insiste une amie de la boulangerie, c'est qu'il soit libéré pour venir travailler, que le magasin ne soit pas fermé. Sinon les ouvriers

seraient licenciés. » Du pain... et la justice. Voilà ce que revendiquent les habitants de Sainte-Croix. Ils n'en peuvent plus d'attendre que l'affaire soit élucidée.

Comme Mariette Brendel, bon nombre de signataires sont convaincus de l'innocence du boulanger. Plus nombreux sont ceux qui n'osent se prononcer, parce que, comme le dit un villageois : « Un homme, c'est un homme. Allez savoir ce qui se passe ! »

Quand même, nul ne croit trop à la culpabilité du boulanger qui apportait des gâteaux lors des kermesses des écoles, qui participait à toutes les fêtes communales. Et personne n'évoque les accusations, peut-être les victimes d'André Brendel. Elles s'habitent pas le village. Sur la devanture de la boulangerie un article est placardé : il relate l'histoire de ce retraité de la Loire injustement accusé de viol (et emprisonné) par une gamine qui nourrissait ses accusations de détails pués dans des films pornographiques.

Ni la famille ni les amis ne veulent pourtant s'immiscer dans la procédure. « Nous ne jugeons pas la justice », réplique le beau-frère qui invoque, malgré tout, le manque de juges et dénonce la « justice à deux vitesses ». Une allusion ouvertement exprimée sur un tract émanant du comité de soutien à la mise en liberté du marchand des Sables-d'Olonne qui avait tué le mois dernier un voleur de carottes (*le Monde* du 30 juillet).

La pénurie prévisible de pain a alimenté l'impétuosité d'un village. Le curé de Sainte-Croix-en-Plaine résume le sentiment de ses ouailles : « Ils en veulent à la justice qui laisse traîner les choses. » Au tribunal de grande instance de Colmar, on indique que l'instruction suit son cours.

SYLVIE DERAIME

Accidents de montagne

Quatre morts dans les Alpes

Quatre personnes sont mortes et de nombreux alpinistes et randonneurs ont dû être secourus, le week-end des 10 et 11 août, dans les Alpes où le beau temps a suscité une forte affluence en moyenne et haute montagne, et accentué les risques de chutes de pierre.

Les corps de deux touristes japonais ont été retrouvés, dimanche 11 août au matin, dans le massif du Mont-Blanc par le peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) de Chamonix (Haute-Savoie). Avec un compatriote, qui a été grièvement blessé, ils avaient dévalé, samedi soir, dans les Grandes Jorasses. Dans le secteur de Saint-Gervais, un randonneur cannois de quarante-neuf ans est mort, dimanche, d'un arrêt cardiaque à 1 680 mètres d'altitude, et dans la région de Bourg-Saint-Maurice, un marcheur de soixante-trois ans a fait une chute mortelle de quelque 1 900 mètres d'altitude.

Un alpiniste polonais a été hospitalisé, dans le comté, dimanche, à Chamonix, après avoir été secouru dans le col du Götter, vers 3 200 mètres d'altitude.

En Corse, la gendarmerie recherchait toujours, dimanche, un randonneur italien de vingt-deux ans, disparu, jeudi 8 août, entre le col de Verde et Sartène, alors qu'il effectuait une longue marche avec un groupe de vingt-cinq personnes.

Les services de secours ont effectué de nombreuses autres sorties. Le PGHM de Chamonix a dû ainsi intervenir une dizaine de fois pour des fractures et de nombreux traumatismes crâniens. En Savoie, l'intervention du PGHM de Modane aura été plus heureuse : la gendarmerie a en effet retrouvé un garçon de dix-sept ans disparu samedi 10 août. Il avait chuté dans un torrent avec son vélo tout terrain et n'avait pu se dégager.

SCIENCES

Après neuf jours dans l'espace

La navette Atlantis a atterri à Cap Canaveral

La navette spatiale américaine Atlantis a atterri, dimanche 11 août à 14 h 23 (heure française), sur la base de Cap Canaveral (Floride), au terme d'une mission de neuf jours durant laquelle les cinq membres de l'équipage ont placé en orbite un gros satellite de communication.

Pour la première fois depuis 1985, l'atterrissage d'une navette a donc eu lieu en Floride, sur son site de départ. A la suite de l'explosion de Challenger qui avait coûté la vie à sept astronautes en janvier 1986, les recommandations de la commission d'enquête avaient obligé les navettes à retourner sur la base d'Edwards (Californie), où

un lac asséché de 11 400 hectares et un climat désertique offrent les conditions idéales pour les atterrissages. Une mesure de sécurité acquise au prix fort, puisque faire revenir la navette de l'autre bout des Etats-Unis prend une semaine et coûte à la Nasa près de 3 millions de dollars.

Avec ce quarante-deuxième vol d'un vaisseau spatial américain, la piste de Cap Canaveral retrouve donc son statut de site d'atterrissage principal. La piste d'Edwards n'en restera pas moins opérationnelle, et servira de base de secours lorsque les mauvais temps, fréquent en Floride, y rendra l'atterrissage trop risqué. - (AFP, Reuters)

A l'exposition « Tout Hergé »

La fusée de Tintin décolle de 670 mètres

Le lancement, dans l'après-midi du dimanche 11 août, d'une réplique en miniature de la fusée des aventures de Tintin, *Objetif Lune* et *On a marché sur la Lune*, a complètement éclipsé l'atterrissage, ce même jour, de la navette spatiale Atlantis à Cap-Canaveral, aux yeux des dix mille « tintinophiles » qui ont assisté à cet envol. Celui-ci avait pour rampe de lancement l'exposition « Tout Hergé », organisée jusqu'au 15 septembre dans la commune belge de Welkenraedt, non loin de Liège (*le Monde* du 29 juin).

Haute de 1,62 mètre, la fusée à carreaux rouges et blancs baptisée RG1 - initiales du père de Tintin, Georges Rémi - effec-

tua son deuxième vol, le premier ayant eu lieu en 1989 à Kourou, en Guyane française. « C'est le premier lancement d'une fusée en Europe », a fait remarquer celui qui a mis au point l'engin, M. Pierre Vandevoorde, ingénieur responsable des trajectoires d'Ariane à Kourou.

La réplique de la fusée de *On a marché sur la Lune*, imaginée par Hergé en 1949 à partir de dessins des missiles nazis V2, s'est propulsée à 670 mètres du sol. Elle est redescendue en parachute. L'équipe qui l'a mise au point espère réaliser, en 1997, une autre réplique de la fusée de Tintin, haute, cette fois, de 8 mètres.

Dépression fin



Histoires de

Dépression fin de siècle

Contre les idées reçues

A propos de Gibellina

L'humour sauvage

Histoires de folie quotidienne

C. G.

► **Le Prix Jean-Vigo 1951-1991**, ouvrage collectif conçu et dirigé par Gérard Vaujouis, réalisé par Michel Marie avec la collaboration d'Anne Gonand, Josée Roscop, France Demarcy, Editions Ramsay-Prix Jean-Vigo, avec les concours du CNC, 188 pages illustrées. 230 F.

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix de formule 1 de Hongrie

Ayrton Senna reprend ses distances

Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a gagné le Grand Prix de Hongrie de formule 1 disputé dimanche 11 août à Budapest, après avoir mené la course de bout en bout. Cette cinquième victoire de la saison consolide sa première place au classement général du championnat du monde, devant le Britannique Nigel Mansell et l'italien Riccardo Patrese, qui ont placé leurs Williams-Renault respectivement aux deuxième et troisième places de la course.

Le circuit Hungaroring de Budapest a un tracé paradoxal : il ne s'y passe rien, mais on ne s'y ennue pas non plus. Comme Thierry Boutsen l'a démontré, Ayrton Senna a mené la course de bout en bout. Il a suffi au Brésilien de résister à la pression de Riccardo Patrese dans la première ligne droite pour partir en tête et s'assurer la victoire. Le Hungaroring est ainsi fait qu'on ne peut pratiquement pas y doubler d'autres concurrents.

Dimanche, les spectateurs n'ont vu qu'un dépassement majeur, celui de Riccardo Patrese par son coéquipier de l'écurie Williams-Renault, Nigel Mansell. Et encore, l'italien, d'une civilité plutôt inhabituelle, avait fait signe de passer au Britannique. Un échange de politesses loin du mémorable duel Piquet-Senna de 1986. Le reste n'était qu'affaire de procession.

Les paradoxes du Hungaroring

Une procession au rythme endiablé, cependant. Pour Ayrton Senna, la journée n'a pas été de tout repos. Là encore, à l'image du parcours de Boutsen l'an dernier, il a dû contenir les assauts successifs de ses adversaires, Patrese et

Mansell. Et il n'a dû son salut qu'aux reprises de son moteur Honda en sortie de virage, notamment avant la ligne droite des stands, seul endroit propice à un dépassement.

La course n'a fini par se décanter que dans les derniers tours lorsque, pour la première fois, l'écart entre la McLaren et les Williams a dépassé les cinq secondes. A l'arrivée, tous les pilotes s'accordaient pour dire que la lutte avait été belle, l'une des plus indécises de la saison.

Le petit monde de la formule 1 semble pourtant lassé par les paradoxes du Hungaroring. Les pilotes n'ont jamais aimé ce circuit, construit en 1986, à 20 kilomètres au nord de Budapest, même s'il est un des plus sûrs. Les modifications apportées cette année par les organisateurs n'ont satisfait personne. Et une rumeur insistante courait les paddocks ce week-end : on assistait au dernier Grand Prix de Hongrie, qui serait remplacé dès l'an prochain, peut-être par un nouveau Grand Prix d'Autriche, à Zeltweg.

La perspective de voir disparaître un circuit qui a toujours souri aux Brésiliens - quatre victoires en six éditions - n'a en tout cas pas gâché le plaisir d'Ayrton Senna. On le disait désabusé, voire résigné, à cause de la domination des Williams-Renault. Le Brésilien, après quatre victoires d'affilée en début de saison, n'avait plus goûté aux joies de la plus haute marche du podium depuis près de trois mois. Et, course après course, Nigel Mansell grignotait son avance au championnat du monde.

En s'imposant en Hongrie, Senna reprend ses distances avec son principal adversaire. Le Britannique n'alignera pas, comme lui, quatre victoires consécutives. Dès le samedi, le Brésilien avait frappé très fort, en réussissant la cinquante-septième pole-position

de sa carrière. « Dans ma tête, c'est clair, confie-t-il, il est impossible de ne pas remporter le titre. » Sa trente et unième victoire en Grand Prix ne fera que le confirmer dans sa conviction, même si du côté de Williams on s'attendait à passer trois jours difficiles. « Nous sommes en circuit ne nous serait pas très favorable, expliquait Bernard Dudot, le directeur technique de Renault-Sports, après la course. Mais à Spa et Monza, nous serons beaucoup mieux. Ici, Senna était intouchable. »

Réconciliation avec Prost

Un Senna réconcilié avec la victoire, mais aussi avec son vieil ennemi Alain Prost. Les deux hommes ont profité de l'avertissement commun de la FIA - pour mauvaise conduite, après l'incident d'Hockenheim - pour écrire une nouvelle page de leurs relations tumultueuses. L'armistice durera peut-être ce qu'on duré les autres - peu de temps, notamment après les déclarations de guerre des Grands Prix du Japon 1989 et 1990 - mais cette fois-ci, c'est le Brésilien qui en a pris l'initiative. Senna déclarait d'ailleurs, sans jamais citer le nom de son adversaire : « Ce qui est arrivé par le passé dépassait tout le monde. Il y a eu des situations où j'avais raison, d'autres où il avait raison. Lui et moi voulons essayer de faire la paix. »

Sur la piste comme dans ses relations personnelles avec Alain Prost, le Brésilien a donc réussi à remettre les compteurs à zéro. De ce point de vue, le week-end aura été pour lui tout bénéfice. Le petit ruban noir qui lui portait à la manche de sa combinaison en souvenir de Satoru Honda ne doit pas tromper, Ayrton Senna n'est plus en deuil.

JÉRÔME FÉNOGLIO

VOL A VOILE : Les Championnats du monde à Uvalde (Texas)

Gilbert Gerbaud, l'oiseau rare

A l'issue des vingt-deuxièmes Championnats du monde de vol à voile qui ont pris fin dimanche 11 août à Uvalde (Texas), un Polonais, un Néerlandais et un Australien se sont imposés dans les trois classes. Après avoir dominé les deux premiers tiers de l'épreuve, la France a dû se contenter d'une médaille de bronze et d'une médaille d'argent.

UVALDE

Après 500 kilomètres de parcours dans les airs en moins de quatre heures, le visage de Gilbert Gerbaud relouvait plutôt du masque morose s'il ne persistait une vie intense dans un regard désespérément fixé sur les nuages qui passent. A bien observer ses lèvres, on découvre aussi un léger sourire figé. La déshydratation et l'acceptation des vaincus s'y lisent. A peine. A moins que ne se soit déjà l'esquisse du sourire de celui qui prépare sa revanche. Rien ne remplace l'or, surtout quand on a dominé la tête et des ailes les deux premiers tiers d'un championnat du monde marathon (6 000 kilomètres parcourus en douze circuits). Vingt ans déjà qu'il cherche à voler plus haut, plus vite, plus loin.

Au début des années 70, il débarque avec hargne et bravade au Club de vol à voile de Feytaud (Var), point de ralliement des meilleurs bénévoles de la Côte d'Azur. Dans ce club où un tour « petit jeune » est accueilli avec réserve, la caste des pilotes chevronnés garde bien jalousement les recettes de son savoir-vol. Ici, les galons se gagnent

grâce à une patiente et laborieuse persévérance soignée. Gilbert Gerbaud va pourtant vite défriser les moustaches des sociétaires de cette gentry du vol à voile. Ainsi son aire de jeu préférée sera, pendant l'hiver, la piste de ski du mont Lachens (1 700 mètres), sommet culminant du Var.

La règle du jeu est simple : piquer sur les skieurs et les faire volontairement chuter de peur d'être percute. Après chaque passage, recherche d'ascendance et nouvelle attaque. A la fin, les victimes l'attendront de ski ferme et son planeur sera l'objet des tirs croisés d'une DCA dotée pour toutes munitions de boules de neige.

Alors qu'il n'a que vingt ans et deux ans de pratique, il sera le premier, au départ de Feytaud, à boucler un circuit de 500 kilomètres. Un véritable exploit à l'époque. D'autant que son parcours fut réalisé en aller-retour Nord-Sud, ce qui l'obligea à s'aventurer dans les Alpes du Nord. Cette performance sera suivie d'une cinquième place à la Coupe du monde de vol à voile en montagne avec un planeur complètement dépassé techniquement. Pas de doute, on a affaire à un oiseau rare.

« Une seconde peau »

Entre études et vie professionnelle, il continue à gravir les échelons de la hiérarchie aéronautique. Mais le vol se brise un mauvais jour de championnat de France où un concurrent vient le percuter en pleine évolution. Cet accident aux conséquences mortelles le marquera profondément et le fera renoncer à la compétition. En 1981, il arrête même de voler pour jeter toute son éner-

gie dans la création d'une entreprise. Mais l'appel du ciel est trop fort. Cinq ans plus tard, il reprend vol et compétition.

Avec un entraînement réduit au minimum compte tenu de ses responsabilités professionnelles, il parvient quand même à décrocher une sélection en équipe de France. Il participe à ses premiers championnats du monde en 1989. Après deux premières épreuves catastrophiques il époustouille tous les concurrents par sa dextérité et son sens de l'air hors du commun. Son surnom est trouvé : l'oiseau s'appellera Speedy Gonzalez, du nom d'un héros illégitime de dessins animés dont la vitesse de déplacement est inversement proportionnelle à la taille. Un an plus tard, en 1990, il finit deuxième du championnat d'Europe.

Mais qu'est-ce qui fait encore voler à trente-huit ans passés, ce patron de deux PME (20 millions de francs de chiffre d'affaires, 40 % de croissance par an) qui croule sous les commandes et pourrait facilement surfer sur d'autres contras s'il était moins dans les nuages ? Sa réponse est la même depuis ses premiers vols : quinze ans de pratique et 5 000 heures de vol n'ont pas éteint son désir de « voler comme les oiseaux ». « Il n'y a pas de secret. Pour voler comme eux, il faut ressentir ce que ressentent les oiseaux, affirme Gilbert Gerbaud. La clé du vol parfait est là : faire totalement corps avec la machine pour ressentir les moindres filets d'air sur l'ensemble des ailes et du fuselage. Le planeur doit devenir plus qu'un simple coquille tortueuse. Ça doit être une seconde peau. »

PIERRE-YVES GRAVIER

Les résultats

ATHLÉTISME

Championnats d'Europe juniors. Avec un saut de 6,50 mètres, le Français Gérard Baudouin a remporté, dimanche 11 août à Göteborg, le concours de saut à la perche des championnats d'Europe juniors. Les Français ont obtenu quatre médailles d'argent pour Cyril Balasac sur 6 000 mètres et Nathalie Toppe à l'épée, en bronze pour Séverin Fiden sur 800 mètres et pour le relais 4 x 100 mètres masculin.

AUTOMOBILISME

Grand Prix de Hongrie de formule 1. 1. Senna (Bré, McLaren-Honda) les 306,5 km en 1 h 49 min 12 s (moyenne : 187,567 km/h) ; 2. Mansell (G-B, Williams-Renault) à 4 s ; 3. Patrese (Ita., Williams-Renault) à 15 s ; 4. Berger (Aut., McLaren-Honda) à 21 s ; 5. Alonso (Esp., Ferrari) à 31 s ; 6. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 7. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 8. Prost (Fra., Renault) ; 9. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 10. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 11. Prost (Fra., Renault) ; 12. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 13. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 14. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 15. Alonso (Esp., Ferrari) ; 16. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 17. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 18. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 19. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 20. Prost (Fra., Renault) ; 21. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 22. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 23. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 24. Alonso (Esp., Ferrari) ; 25. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 26. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 27. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 28. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 29. Prost (Fra., Renault) ; 30. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 31. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 32. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 33. Alonso (Esp., Ferrari) ; 34. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 35. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 36. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 37. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 38. Prost (Fra., Renault) ; 39. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 40. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 41. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 42. Alonso (Esp., Ferrari) ; 43. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 44. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 45. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 46. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 47. Prost (Fra., Renault) ; 48. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 49. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 50. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 51. Alonso (Esp., Ferrari) ; 52. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 53. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 54. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 55. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 56. Prost (Fra., Renault) ; 57. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 58. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 59. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 60. Alonso (Esp., Ferrari) ; 61. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 62. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 63. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 64. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 65. Prost (Fra., Renault) ; 66. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 67. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 68. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 69. Alonso (Esp., Ferrari) ; 70. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 71. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 72. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 73. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 74. Prost (Fra., Renault) ; 75. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 76. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 77. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 78. Alonso (Esp., Ferrari) ; 79. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 80. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 81. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 82. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 83. Prost (Fra., Renault) ; 84. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 85. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 86. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 87. Alonso (Esp., Ferrari) ; 88. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 89. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 90. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 91. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 92. Prost (Fra., Renault) ; 93. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 94. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 95. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 96. Alonso (Esp., Ferrari) ; 97. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 98. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 99. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 100. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 101. Prost (Fra., Renault) ; 102. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 103. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 104. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 105. Alonso (Esp., Ferrari) ; 106. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 107. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 108. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 109. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 110. Prost (Fra., Renault) ; 111. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 112. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 113. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 114. Alonso (Esp., Ferrari) ; 115. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 116. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 117. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 118. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 119. Prost (Fra., Renault) ; 120. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 121. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 122. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 123. Alonso (Esp., Ferrari) ; 124. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 125. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 126. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 127. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 128. Prost (Fra., Renault) ; 129. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 130. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 131. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 132. Alonso (Esp., Ferrari) ; 133. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 134. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 135. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 136. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 137. Prost (Fra., Renault) ; 138. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 139. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 140. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 141. Alonso (Esp., Ferrari) ; 142. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 143. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 144. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 145. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 146. Prost (Fra., Renault) ; 147. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 148. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 149. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 150. Alonso (Esp., Ferrari) ; 151. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 152. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 153. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 154. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 155. Prost (Fra., Renault) ; 156. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 157. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 158. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 159. Alonso (Esp., Ferrari) ; 160. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 161. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 162. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 163. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 164. Prost (Fra., Renault) ; 165. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 166. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 167. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 168. Alonso (Esp., Ferrari) ; 169. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 170. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 171. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 172. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 173. Prost (Fra., Renault) ; 174. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 175. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 176. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 177. Alonso (Esp., Ferrari) ; 178. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 179. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 180. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 181. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 182. Prost (Fra., Renault) ; 183. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 184. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 185. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 186. Alonso (Esp., Ferrari) ; 187. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 188. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 189. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 190. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 191. Prost (Fra., Renault) ; 192. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 193. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 194. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 195. Alonso (Esp., Ferrari) ; 196. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 197. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 198. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 199. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 200. Prost (Fra., Renault) ; 201. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 202. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 203. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 204. Alonso (Esp., Ferrari) ; 205. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 206. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 207. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 208. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 209. Prost (Fra., Renault) ; 210. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 211. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 212. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 213. Alonso (Esp., Ferrari) ; 214. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 215. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 216. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 217. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 218. Prost (Fra., Renault) ; 219. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 220. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 221. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 222. Alonso (Esp., Ferrari) ; 223. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 224. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 225. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 226. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 227. Prost (Fra., Renault) ; 228. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 229. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 230. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 231. Alonso (Esp., Ferrari) ; 232. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 233. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 234. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 235. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 236. Prost (Fra., Renault) ; 237. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 238. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 239. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 240. Alonso (Esp., Ferrari) ; 241. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 242. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 243. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 244. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 245. Prost (Fra., Renault) ; 246. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 247. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 248. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 249. Alonso (Esp., Ferrari) ; 250. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 251. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 252. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 253. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 254. Prost (Fra., Renault) ; 255. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 256. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 257. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 258. Alonso (Esp., Ferrari) ; 259. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 260. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 261. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 262. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 263. Prost (Fra., Renault) ; 264. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 265. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 266. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 267. Alonso (Esp., Ferrari) ; 268. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 269. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 270. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 271. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 272. Prost (Fra., Renault) ; 273. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 274. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 275. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 276. Alonso (Esp., Ferrari) ; 277. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 278. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 279. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 280. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 281. Prost (Fra., Renault) ; 282. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 283. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 284. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 285. Alonso (Esp., Ferrari) ; 286. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 287. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 288. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 289. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 290. Prost (Fra., Renault) ; 291. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 292. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 293. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 294. Alonso (Esp., Ferrari) ; 295. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 296. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 297. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 298. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 299. Prost (Fra., Renault) ; 300. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 301. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 302. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 303. Alonso (Esp., Ferrari) ; 304. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 305. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 306. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 307. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 308. Prost (Fra., Renault) ; 309. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 310. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 311. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 312. Alonso (Esp., Ferrari) ; 313. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 314. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 315. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 316. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 317. Prost (Fra., Renault) ; 318. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 319. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 320. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 321. Alonso (Esp., Ferrari) ; 322. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 323. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 324. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 325. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 326. Prost (Fra., Renault) ; 327. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 328. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 329. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 330. Alonso (Esp., Ferrari) ; 331. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 332. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 333. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 334. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 335. Prost (Fra., Renault) ; 336. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 337. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 338. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 339. Alonso (Esp., Ferrari) ; 340. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 341. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 342. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 343. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 344. Prost (Fra., Renault) ; 345. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 346. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 347. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 348. Alonso (Esp., Ferrari) ; 349. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 350. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 351. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 352. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 353. Prost (Fra., Renault) ; 354. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 355. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 356. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 357. Alonso (Esp., Ferrari) ; 358. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 359. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 360. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 361. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 362. Prost (Fra., Renault) ; 363. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 364. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 365. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 366. Alonso (Esp., Ferrari) ; 367. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 368. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 369. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 370. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 371. Prost (Fra., Renault) ; 372. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 373. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 374. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 375. Alonso (Esp., Ferrari) ; 376. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 377. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 378. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 379. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 380. Prost (Fra., Renault) ; 381. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 382. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 383. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 384. Alonso (Esp., Ferrari) ; 385. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 386. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 387. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 388. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 389. Prost (Fra., Renault) ; 390. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 391. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 392. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 393. Alonso (Esp., Ferrari) ; 394. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 395. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 396. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 397. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 398. Prost (Fra., Renault) ; 399. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 400. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 401. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 402. Alonso (Esp., Ferrari) ; 403. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 404. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 405. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 406. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 407. Prost (Fra., Renault) ; 408. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 409. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 410. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 411. Alonso (Esp., Ferrari) ; 412. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 413. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 414. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 415. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 416. Prost (Fra., Renault) ; 417. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 418. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 419. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 420. Alonso (Esp., Ferrari) ; 421. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 422. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 423. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 424. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 425. Prost (Fra., Renault) ; 426. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 427. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 428. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 429. Alonso (Esp., Ferrari) ; 430. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 431. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 432. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 433. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 434. Prost (Fra., Renault) ; 435. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 436. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 437. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 438. Alonso (Esp., Ferrari) ; 439. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 440. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 441. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 442. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 443. Prost (Fra., Renault) ; 444. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 445. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 446. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 447. Alonso (Esp., Ferrari) ; 448. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 449. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 450. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 451. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 452. Prost (Fra., Renault) ; 453. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 454. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 455. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 456. Alonso (Esp., Ferrari) ; 457. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 458. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 459. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 460. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 461. Prost (Fra., Renault) ; 462. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 463. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 464. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 465. Alonso (Esp., Ferrari) ; 466. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 467. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 468. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 469. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 470. Prost (Fra., Renault) ; 471. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 472. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 473. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 474. Alonso (Esp., Ferrari) ; 475. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 476. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 477. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 478. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 479. Prost (Fra., Renault) ; 480. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 481. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 482. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 483. Alonso (Esp., Ferrari) ; 484. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 485. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 486. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 487. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 488. Prost (Fra., Renault) ; 489. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 490. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 491. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 492. Alonso (Esp., Ferrari) ; 493. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 494. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 495. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 496. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 497. Prost (Fra., Renault) ; 498. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 499. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 500. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 501. Alonso (Esp., Ferrari) ; 502. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 503. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 504. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 505. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 506. Prost (Fra., Renault) ; 507. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 508. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 509. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 510. Alonso (Esp., Ferrari) ; 511. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 512. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 513. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 514. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 515. Prost (Fra., Renault) ; 516. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 517. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 518. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 519. Alonso (Esp., Ferrari) ; 520. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 521. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 522. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 523. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 524. Prost (Fra., Renault) ; 525. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 526. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 527. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 528. Alonso (Esp., Ferrari) ; 529. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 530. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 531. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 532. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 533. Prost (Fra., Renault) ; 534. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 535. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 536. Capelli (Ita., Leyton-Horse) ; 537. Alonso (Esp., Ferrari) ; 538. Berger (Aut., McLaren-Honda) ; 539. Mansell (G-B, Williams-Renault) ; 540. Patrese (Ita., Williams-Renault) ; 541. Senna (Bré, McLaren-Honda) ; 542. Prost (Fra., Renault) ; 543. Piquet (Arg., Williams-Renault) ; 544. Boutsen (Bel., Williams-Renault) ; 54

ÉCONOMIE

BILLET

Le TGV de la discorde

Contrôleurs aériens, pilotes, cheminots, chauffeurs routiers ont relativement épargné cet été — par sagesse ou par respect des autres, espère-t-on — les citadins à l'heure de leurs grands départs en vacances. Mais la « menace » a emprunté un autre visage pour les usagers des transports. Les « preneurs d'otages » ne sont pas, cette fois-ci, des syndicats ou des salariés mécontents de leurs patrons et de l'Etat, mais des vignerons, arboriculteurs, retraités, artisans ou habitants de localités rurales, dont la campagne et les villages risquent d'être défigurés par les nouvelles lignes de TGV.

Dans la nuit du 10 au 11 août, une quarantaine de trains ont été bloqués en rase campagne entre Marseille et Cavillon, et plus de vingt mille voyageurs ont dû patienter sous les étoiles dans la nuit torride où être transférés dans des autocars. Responsables de ces incidents : quelques centaines de membres de la coordination des associations hostiles au tracé du futur TGV Sud-Est. Dans l'Aude, c'est la RNS qui a été barrée, les manifestants protestant contre le tracé de la branche Langue-d'Oc-Roussillon.

Quelques ours et l'impérieuse nécessité de sauvegarder le parc national des Pyrénées ont bien contraint le gouvernement à modifier l'itinéraire initialement retenu pour le tunnel routier du Somport. Pourquoi la tranquillité de plusieurs milliers d'habitants de Provence (où la concentration d'infrastructures de transport atteint déjà une densité considérable) ne justifierait-elle pas à nouveau des égards, voire des reculs, de la part de la SNCF et des pouvoirs publics ? Faudra-t-il que le président de la République lui-même s'en mêle, comme il l'a fait dans des dossiers autoroutiers, pour le Marais poitevin ou la forêt de Saint-Germain-en-Laye ? Au nom de quoi la technique, l'économie et la compétitivité s'emporteraient-elles systématiquement sur le respect d'un environnement de plus en plus fragile, la culture historique et tout simplement les paysages, qui relèvent du patrimoine collectif du pays ? Pouvoir aller après-demain de Paris à Marseille en trois heures représente évidemment un progrès considérable. Les ordinateurs des ingénieurs de la SNCF fixent à 9,8 la rentabilité financière du TGV Provence (rapport des coûts sur les recettes escomptées) et à 13 sa rentabilité socio-économique. Bravo ! L'héritier de Daudet et de Giono, lui, ne sait évaluer avec tant de sophistication financière l'endommagement d'un territoire chamboulé par des machines vrombissantes. Quel combat inégal !

FRANÇOIS GROSCHARD

En septembre

Le Koweït va forer de nouveaux puits

Le Koweït commencera à forer de nouveaux puits de pétrole en septembre, pour remplacer certains de ceux incendiés par l'armée irakienne en février dernier, selon des sources industrielles de l'émirat. Les opérations seraient menées par Sante Fe International, filiale de la Kuwait Petroleum Corporation (KPC). Cinq installations de forage ont déjà été rassemblées au nord du champ pétrolier d'Al Ahzadi.

D'autre part, le Koweït prendra livraison, en décembre, du premier d'une série de six pétroliers de 280 000 tonnes commandés à la Corée du Sud avant l'invasion irakienne. Deux méthaniers construits au Japon seront livrés dans le courant de 1993. — (AFP, Reuters)

Dans une ambiance de kermesse

Des paysans manifestent à Châtelleraut contre l'effondrement des prix de la viande

CHATELLERAUT

de notre envoyé spécial

Vaches, moutons, chèvres, incarcérées grimpées de la République, des banques et des sociétés multinationales, chanteur guitariste, lectures de poèmes... C'est dans une ambiance de kermesse culturelle que la Confédération paysanne a manifesté, samedi 10 août, à Châtelleraut (Vienne), la ville dont M^{me} Edith Cresson est le maire. Deux mille manifestants selon les organisateurs (mille deux cents selon les renseignements généraux) étaient venus de plusieurs départements, cherchant à donner à ce rassemblement une dimension nationale. Autant qu'aux

pouvoirs publics, c'était aux syndicats « officiels » de la FNSEA que s'adressait cette démonstration.

Une atmosphère qui faisait penser à mai 68. Un peu rétro, mais plus sympathique que celle de guérilla urbaine ou rurale — têtes de mouton et pneus en flammes contre grenades lacrymogènes — qui ont caractérisé les affrontements de 1990.

Les problèmes à l'origine de ces manifestations — que ce soit par la violence ou par le charme — restent les mêmes : effondrement des cours de la viande, concurrence des pays de l'Est, chantage à l'orthodoxie libérale du GATT. Mais le paradoxe est que le syndicalisme officiel, incarné par la FNSEA, et réputé plutôt de droite, semble, au nom du réalisme

économique, préférer, aujourd'hui, par le gouvernement, à la Confédération paysanne, pourtant créée et animée par des militants issus du PS et de divers courants de gauche.

Celui-ci s'est d'ailleurs renforcé, depuis quelques années, à la suite du déclin du MODEF (Mouvement de défense des exploitations familiales), qui a suivi, dans ses reculs successifs, le Parti communiste, dont il était l'émulation paysanne.

Samedi, M^{me} Cresson était absente de Châtelleraut. Mais deux de ses collaborateurs directs et un conseiller du ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermeas, étaient venus pour recevoir la délégation de la Confédération paysanne.

GEORGES CHATAIN

Les déclarations de M. Lucien Rebuffel aux « Echos »

Le gouvernement pourrait instaurer un impôt progressif en faveur des PME

Le plan PME-PMI actuellement en préparation et dont les détails devraient être connus à la mi-septembre comporterait un important volet fiscal. C'est ce qu'affirme M. Lucien Rebuffel, le président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) dans un entretien publié lundi 12 août par le quotidien économique *les Echos*. « L'une des mesures fiscales devrait introduire un élément de progressivité dans l'impôt sur les sociétés », précise M. Rebuffel, qui estime, sur ce point, avoir été entendu, en partie, par le gouvernement.

L'impôt progressif pour les petites et moyennes entreprises est l'un des principaux chevaux de

bataille de la CGPME, avec l'abaissement du coût du crédit et la réduction des charges sociales. « Michel Rocard avait accepté qu'il soit mis à l'étude et Edith Cresson a repris la promesse de son prédécesseur », souligne le représentant des petits patrons. En ce qui concerne le crédit interentreprise, M. Rebuffel annonce la prochaine mise en place d'un observatoire où siègeront, à parts égales, représentants du CNPF et de la CPME. Conformément aux recommandations du rapport Prada, cette commission devrait déterminer un échéancier pour parvenir, dans toutes les branches professionnelles, à un accord sur la réduction des délais de paiement d'ici 1993.

Le rapport annuel de l'agence de planification

Les autorités japonaises restent confiantes dans la poursuite de la croissance

Après quatre années et demi de croissance ininterrompue, l'économie japonaise devrait conserver sa bonne santé, estime le Livre blanc de l'Agence de planification économique (EPA) adopté par le gouvernement nippon, vendredi 9 août.

Au cours de l'année budgétaire close au 31 mars, l'activité a crû au Japon de 5,7 % et le gouvernement table sur 3,8 % pour l'année en cours. Il y a « peu de chances de voir ce ralentissement se transformer en une récession », souligne le rapport. Selon l'EPA, la poursuite des dépenses de consommation et d'investissement soutenues devraient être les principaux moteurs de la croissance au cours

des prochains mois, et l'excédent commercial gonflera en 1991, après quatre années de contraction. Le Livre blanc minimise les conséquences salariales de la pénurie actuelle de main-d'œuvre, notant que seul le secteur de la construction a dû consentir récemment des hausses de salaires importantes.

Ce n'est que lorsqu'ils analyseront le long terme (l'horizon 2000) que les responsables de l'EPA perdent un peu de leur optimisme, estimant qu'il sera difficile de maintenir une croissance harmonieuse. Heureusement, le Japon atteint, selon eux, « un niveau de vie à partir duquel un fort taux de croissance n'est pas nécessaire ».

L'HERMÈS Editeur T. 01 46 34 07 70
Méthode de révision : 78 72 45 50
• Techniques du commerce international
D. NICOLLE 1ère éd. 1991
• Etudes de cas de Comptabilité
N. JOURNO 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Le Monde ÉDITIONS

MARTINE AUBRY

« Les entreprises doivent avoir une politique volontariste visant à changer le travail pour l'enrichir »

DOMINIQUE STRAUSS-KHAN

« Notre fiscalité du patrimoine n'a ni queue ni tête »

sont parmi les auteurs du livre

Les inégalités des années 90

Club Vauban

Préface de Jean-Marie Colombani

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Après Peugeot

Rover retire ses modèles Sterling du marché américain

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Faute d'avoir pu imposer ses modèles Sterling sur un marché automobile américain déprimé, où se pratique une guerre des prix impitoyable, le constructeur britannique Rover, suivant à trois jours près l'exemple du français Peugeot (*le Monde* du 8 août 1991), a annoncé qu'il retirait l'éponge. Véhicules haut de gamme introduits en 1987 sur le marché américain, les Sterling vont cesser d'être commercialisés aux États-Unis.

Le constructeur automobile a notifié sa décision vendredi 9 août à ses 124 revendeurs. Sur les sept premières mois de l'année, Sterling a vendu 1 878 véhicules, un score en retrait par rapport à une année 1990, déjà peu flamboyante. Les

ventes de Sterling avaient tout juste atteint les 4 000 unités sur l'ensemble de l'année dernière alors qu'elles dépassaient les 14 000 en 1987. Ce nouvel échec d'un constructeur européen sur un marché automobile américain qui, en dépit de sa faible vigueur, reste le premier du monde, est dans ce cas précis moins affaire de gamme (les modèles Sterling ont été conçus par Honda qui vend sans trop de problème ses modèles haut de gamme aux États-Unis) que de moyens. Rares sont les constructeurs qui ne perdent pas d'argent aux États-Unis. En fin de semaine dernière, General Motors, le premier américain, estimait d'ailleurs que son activité en Amérique du Nord ne serait pas bénéficiaire avant 1993-1994, au moins.

La mort de Jean Denizet

L'inspirateur de la nouvelle doctrine monétaire française

Jean Denizet, qui vient de mourir (*le Monde* daté 11-12 août), laissera le souvenir d'un témoignage et d'un exemple.

C'est en 1967 — il a déjà cinquante-trois ans — qu'il commence à jouer un rôle auprès du public français. Il entre, cette année-là, comme directeur des études économiques et financières à la Banque de Paris et des Pays-Bas. A ce poste, il remplit une fonction de pionnier, par ses analyses publiées chaque mois, sans nom d'auteur.

Ceux qui voudront savoir sur quoi portèrent, dans notre pays, pendant les quinze ou vingt ans qui suivirent, les grands débats dans le domaine monétaire, financier et économique, et dans quels termes ils furent posés (sinon toujours résolus) devront se référer à Jean Denizet, à ses livres, à ses articles (publiés régulièrement dans *l'Expansion* et épisodiquement dans *le Monde*). On peut dire que c'est Jean Denizet qui créa, en France, le métier moderne d'économiste d'entreprise, dont les recherches servent un double objectif : éclairer la décision à l'intérieur de la société et accroître, à l'extérieur, son prestige, si, comme ce fut vite le cas, les publications auxquelles elles donnent lieu attirent l'attention.

L'année 1967 fut aussi celle de la première édition du livre qui contribua beaucoup à associer la réputation de Jean Denizet, à la fois auprès des milieux universitaires et chez les praticiens : *Monnaie et financement*. L'auteur s'y inspirait des travaux de l'école keynésienne américaine. Ce n'est sans doute pas un hasard si cet ouvrage, réédité à plusieurs reprises depuis lors (une dernière fois en 1982, dans une version en grande partie nouvelle) connaît, dès ses débuts, un grand succès. Il tombait à point nommé. L'année 1967 aura été la dernière d'un fonctionnement normal, ou à peu près normal, du système monétaire et financier. Ses caractéristiques principales étaient la stabilité des changes (branlée en novembre par la dévaluation forcée de la livre-

sterling, première brèche ouverte dans le système de Bretton Woods), la modicité des taux d'intérêt, la primauté aux mouvements de capitaux engendrés par les échanges de biens et services « réels ».

Le moment était venu pour une réflexion systématique sur les modes de financement de l'activité économique et leur compatibilité (ou incompatibilité) avec l'équilibre monétaire général. Les idées défendues par Jean Denizet étaient-elles porteuses d'équilibre, ou, au contraire, celles-là mêmes (obliteration de la frontière entre crédit et capital) qui préparaient en sous-couleur les grands bouleversements à venir ? Retenons que les analyses de l'auteur, où la préoccupation de l'expérience vécue n'était jamais absente, ont contribué à une prise de conscience des phénomènes financiers.

Un esprit généreux

Sur les questions de politique monétaire internationale, Jean Denizet aura exercé une influence difficile à mesurer, mais certainement importante. Son audience, dès le début des années 70, bénéficiait des critiques qu'il avait adressées en son temps à la croissance qui prit une tonalité de plus en plus anti-américaine. La tentative élyséenne de remettre en question l'hégémonie du dollar ayant tourné court, l'économiste était bien plus à même d'être entendu. Il n'est guère douteux qu'il a contribué à forger ce qui allait devenir, au fil des années 70 et 80, la nouvelle doctrine monétaire française. Jean Denizet était indéfectiblement attaché à l'ob-

jectif d'une stabilisation au moins relative des taux de change. Mais comme tout bon keynésien, il avait le plus grand mal à admettre qu'une stabilisation du dollar (ou de toute autre monnaie) obtenue au moyen d'interventions importantes de la part de l'institut d'émission sur le marché des changes, avait un effet hautement inflationniste (et, par conséquent, déstabilisant à terme). Cette complaisance à l'égard des opérations de soutien systématique des monnaies faibles est aussi une des caractéristiques de la position française défendue depuis une bonne quinzaine d'années. Jean Denizet devait réunir ses réflexions sur le sujet dans un livre publié en 1985 sous le titre : *Le Dollar, histoire du système monétaire international depuis 1945*.

L'exemple donné par Jean Denizet, c'est, au-delà, de son œuvre, celui d'un homme généreux. Son cœur est généreux : il le prouvera dans maintes circonstances dont il ne parlait jamais. Son esprit est généreux. Aucune trace de morgue intellectuelle chez lui. L'humilité n'est d'ailleurs pas naturelle. C'est pourquoi toutes formes de nationalisme dominateur, propres à flatter l'amour-propre, n'avaient aucun attrait pour lui. C'est grâce à des tempéraments comme le sien que la réconciliation européenne fut possible après la guerre. Homme de foi et de culture, il n'oublia jamais que la finalité de la réflexion économique, c'est de rendre possible une amélioration du sort des hommes, une lutte efficace contre la pauvreté.

PAUL FABRA

Dans « le Monde diplomatique » du mois d'août

Amère victoire

Un an s'est écoulé depuis l'invasion du Koweït, et le principe d'une conférence régionale de paix, souhaitée par M. Bush avec le soutien de l'Union soviétique, est désormais accepté par Israël, la Syrie et les autres pays arabes. Mais les négociations sont d'ores et déjà compromises par la marginalisation des Palestiniens, la mise à l'écart de l'ONU et la consolidation de l'emprise israélienne sur les territoires occupés. Dans *le Monde diplomatique* du mois d'août, Claude Jaffar, Paul-Marie de La Gorce, Micheline Pauzet et Monique Chemillier-Gendreau démontrent les lignes de force de cette « amère victoire » au Proche-Orient dans des articles d'analyse et de reportage.

On lira, d'autre part, l'article fouillé d'un économiste marocain montrant toute l'étendue de la richesse du roi Hassan, qui a fait de son pays sa propriété privée. En Algérie, Lahouari Addi examine le rôle de l'armée, qui pourrait se révéler crucial en raison des carences du pouvoir actuel. Un peu plus au sud, c'est la société des Touaregs en butte aux États-nations que décrit Malek Chabel.

Le nationalisme s'oppose aux utopies universalistes, mais est-il le bon recours en You-

goslavie ? s'interroge Ignacio Ramonet. Margaret Manale dépeint les difficultés et le désenchantement des Allemands de l'Est. Kaliningrad, l'ancienne Königsberg, province de la République russe, redécouvre ses racines allemandes tout en craignant l'expansionnisme du puissant voisin (Erlend Calabuig).

Le marché, évalué à 650 milliards de dollars, de la télévision à haute définition met au jour la lutte sans merci entre les États-Unis, le Japon et la CEE (Henry Bekis), tandis que l'Europe s'interroge sur son identité : le Portugal s'intègre (Vincent Jacq), la Suisse hésite (Ulrich Im Hof, Jean Vallat, Albert Widmar), et le continent se ferme aux réfugiés, à tous ceux qui fuient les guerres et les misères (Jean-Pierre Alaux).

Dans ce même numéro, Jean Chesneaux s'interroge sur la démocratie participative, René Passet réfléchit sur la perte de sens dans nos sociétés, Francis Pisaní raconte la grogne des artistes à Cuba et Alain Jourfroy l'impuissance des intellectuels au Japon. Également, une nouvelle de l'écrivain coréen Ch'oe Yun : Poétique de la soif.

► En vente chez tous les marchands de journaux, 18 francs.

pour vos vacances dans
l'Etat du Soleil la
FLORIDE



Dodge Shadow
au modèle comparable

la meilleure location
en qualité et en prix
DOLLAR

Dollar offre des produits de la marque
Chrysler et autres véhicules de qualité.

\$79* à partir de
par semaine

taxes
3615 go US:
les États-Unis
à portée de
main...

DOLLAR

*Taxes
et assurances
en plus.

Brésil

N

CHAMPS ECONOMIQUES

Le destin de l'Amérique latine II. — Héritage colonial et développement



par Claude Bataillon

QUELQUES semaines après la réunion des principaux chefs d'Etat latino-américains à Guadalajara, au Mexique, on peut s'interroger sur la nature même de ces Etats. Les cohésions sociales, les capacités de repli ou d'ouverture qu'ils représentent, enracinent le développement économique. Bien des échecs sont hérités de la servitude, quelques réussites s'expliquent par les identités et les souverainetés nées de l'histoire.

La première opération coloniale des temps modernes a reposé sur trois siècles de travail forcé — prolongé bien plus avant dans le dix-neuvième siècle au Brésil, dans les Andes, en Amérique centrale. Les esclaves africains le furent au Brésil et les Amérindiens dans les Andes. Ces derniers ont connu diverses formes de servage et de corvées dans les hautes terres des Andes ou de l'Amérique moyenne.

Les élites créoles

Tel est le principal fondement d'une société autoritaire, où le maître du grand domaine est craint tout autant que respecté comme protecteur naturel. En corollaire, le travail manuel, surtout agricole, est dévalorisé parce qu'il symbolise la contrainte ancestrale. Les populations ont fait pièce à cette tradition de contrainte par une extrême mobilité, vers la ville en particulier, lieu de refuge, puis de métissage et de promotion sociale, mais aussi vers l'intérieur vide, où éleveurs et paysans et éleveurs métis se sont installés à l'écart des contraintes administratives.

Enfin, tout le «cône sud» du continent a, au dix-neuvième siècle, connu la colonisation rurale européenne blanche, qui a créé la pampa argentine. Bien souvent, de nos jours, les terres de servage sont celles où le développement et l'initiative ont du mal à surgir, en comparaison de celles qui sont peuplées de gens originellement libres.

La colonisation soude ensemble conquérants et vaincus, tous sujets chrétiens du roi. Conquis, les Amérindiens ont parallèlement été évangélisés, de force certes, mais fondant ainsi un peuple chrétien dès lors préservé de l'esclavage, des noms ibériques, progressivement incorporés à la «civilisation» par la langue, sinon par l'écriture (les familles patronymiques se retrouvent d'un bout à l'autre du sous-continent).

Les conquérants et leurs descendants, eux, se veulent promus au rang de bourgeois (vecinos) des villes qu'ils fondent, acte créateur de la légitime possession de leur conquête. Ainsi naît une vigoureuse tradition d'autonomie municipale, qui favorise une urbanisation sans cesse renforcée, dont le modèle est en partie appliqué aussi aux colonies d'un réseau administratif colonial dont vont hériter les futurs Etats, leurs provinces et leurs municipalités.

tion au marché international. Ainsi le Brésil a-t-il façonné un continent vide à partir d'une frange côtière : l'esprit pionnier des bandeirantes, initialement chasseurs d'esclaves depuis São-Paulo, est à la fois modernisme entrepreneurial et conquête prédatrice : il fonde un destin qui s'apparente à celui des Etats-Unis.

L'identité politique s'établit sans traumatisme, grâce à la longue transition impériale du dix-neuvième siècle. Elle légitime le rôle structurant d'une armée qui s'est attribué les grands choix de l'organisation du territoire (réseau de pistes de l'Amazonie) comme ceux de la technologie (sidérurgie, pétrole, industries d'armement).

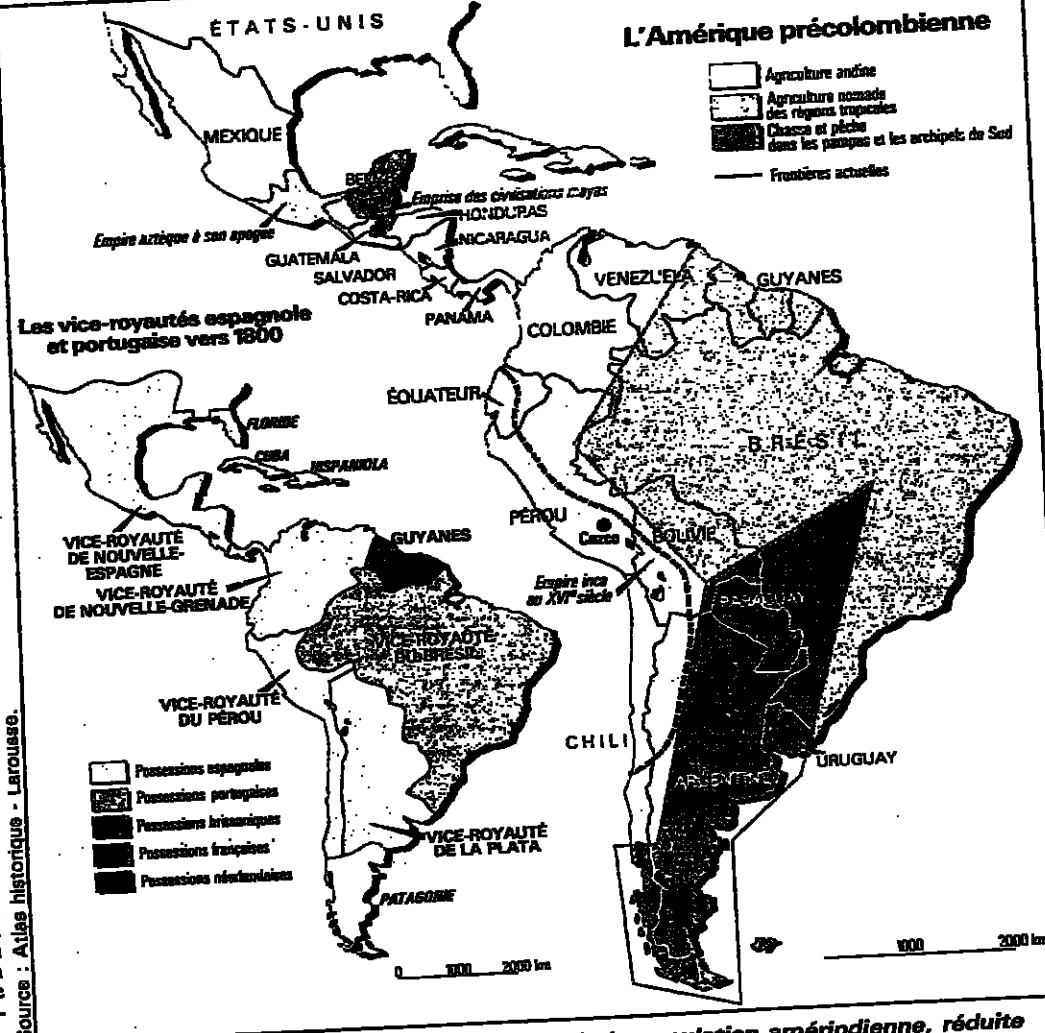
Rien à voir avec les racines d'un Mexique où se superposent un profond méprisage du noyau de peuplement dense de l'empire aztèque (Cauhtimoc, dernier empereur), le cœur politique et religieux de la christianisation (la Vierge métisse de Guadalupe), l'affirmation républicaine (le curé Hidalgo), la modernisation nationale (Juarez et Lázaro Cardenas). Sans capacité militaire depuis 1848, face à son vainqueur, les Etats-Unis, le Mexique ne cesse de se légitimer en prenant à témoin ceux-ci, et la communauté internationale, qui négocie avec son voisin.

Comment assumer à la fois la modernité d'une capitale côtière, port bien souvent, et la nécessaire structuration d'un territoire intérieur, à la fois sous-développé et plein de ressources potentielles en mines, en énergie, en forêts ou en terres agro-pastorales ? C'est un problème fondamental pour le développement des Etats latino-américains moyens.

Des façades maritimes

Certains vivent presque exclusivement sur et pour leur façade maritime : en Argentine, le couple exportateur pampa-port (les gens de Buenos-Aires s'appellent les porteños) fonde l'extériorité de ce dominion, honneur de la couronne britannique. Classes aisées ou classe ouvrière autrefois rentières directes ou non de l'agro-exportation vocationnelle, ils vivent comme une Europe plus moderne et plus dynamique que la vieille, à l'autre bout du bateau. Elles ont du mal à se penser comme nation prenant en charge la identité que des provinces intérieures dont les traditions sont assomées à la barbarie. Ces contraintes n'existent pas lors de l'intégration au marché de la viande et des céréales.

Facade côtière aussi, le Venezuela, du temps des plantations de cacao puis de café, puis pour le



La conquête a entraîné « l'effondrement de la population amérindienne, réduite de 80 à 11 ou 12 millions d'habitants entre le début et la fin du XVI^e siècle ».

Le Sud tout entier plus de 80 % de la richesse du pays et Sao-Paulo à elle seule plus du tiers

Brésil : le poids des féodalités

Le Sud concentre 80 % de la richesse du pays et Sao-Paulo à elle seule plus du tiers

«NOUS devons surmonter les rigidités qui furent introduites non seulement dans la Constitution, mais aussi par des attitudes remontant au temps des colonies : un comportement féodal identique à celui qui fut à l'origine de la création du pays et de sa colonisation. » Cette affirmation du ministre brésilien de l'économie et des finances, Marcellino Moura, le 7 août — trois mois après avoir pris ses fonctions, — illustre les difficultés de modernisation du pays.

Les pesanteurs, dans un pays aux dimensions continentales, sont dues à une géographie marquée par le passé colonial. De manière schématisée, le pays est découpé en trois grandes zones : le Nord-Est, qui concentre une population d'origine africaine descendante des anciens esclaves ; le Nord et l'Ouest, refuge des indiens et terre de migration plus récente ; le Centre et le Sud, à la colonisation essentiellement euro-

péenne et asiatique dans une région qui a procuré au pays, par ses réserves en minerai et ses vastes cultures de café, ses premières richesses. Un peu plus d'un siècle et demi après l'indépendance, proclamée en 1822, ce découpage subsiste et les disparités économiques-sociales restent marquées par cet héritage. Les chiffres, dans pratiquement tous les domaines, sont éloquentes : selon l'Institut brésilien de statistiques, en 1989, dans le Nord-Est, le pourcentage d'analphabètes avoisine les 50 % alors qu'il n'atteint pas 20 % dans le Sud et qu'il n'est, le plus souvent, tout simplement pas reporté dans les régions de l'Ouest et du Nord. Il en est de même pour le taux de mortalité infantile, qui passe de 75 pour 1 000 dans la zone Sud à 100 pour 1 000 dans les deux autres.

En matière de richesse, la ville de Sao-Paulo représente à elle seule 36 % du produit intérieur brut, et la

zone Sud tout entière plus de 80 % de la richesse du pays. Les régions concentrent la majeure partie de l'industrie, de l'agriculture et des services du Brésil. Et ces grandes tendances, malgré quelques évolutions, perdurent : même les tentatives de désenclavement, comme celle de la zone franche de Manaus, de l'Etat de l'Amazonie, pour ne rien dire de l'état de pauvreté et d'abandon du Nord-Est et de sa capitale historique, Salvador-de-Bahia.

Une extrême pauvreté

Les disparités économiques et sociales entre les vingt-sept Etats qui composent le pays ont entraîné des flux migratoires qui accroissent le déséquilibre tout en créant des poches d'extrême pauvreté aux alentours des grandes métropoles. L'exemple de la Baía de Fluminense, dans la grande banlieue Nord de Rio-de-Janeiro est le plus significatif : plus de deux mil-

lions et demi de personnes, originaires le plus souvent du Nord-Est, vivent là sur une étendue grande comme dix fois Paris, dans des conditions plus que précaires (Le Monde du 12 juin). Il en est de même autour de Sao-Paulo, et à Brasília, ceinturée par des villes-satellites qui forment des réservoirs de main-d'œuvre non qualifiée.

Bien évidemment cette disparité pose d'énormes problèmes de redistribution du pouvoir central, face aux «féodalités» qui estiment être les forces vives du pays. La création historique de Brasília comme nouvelle capitale du pays, en 1960, par le président Juscelino Kubitschek, répondait à ce double besoin de désenclavement et d'unification. Depuis toujours privilégiée de la côte et du Sud, la capitale prenait racine pratiquement au centre géographique du pays.

de Rio de Janeiro
DENIS HAUTIN-GUIRAUT
Lire la suite page 12

pois de sa bureaucratie héritée d'une vice-royauté prestigieuse et de ses chômeurs et marginaux dont le nombre s'accroît, proie presque aussi facile que les petits cadres des Andes pour le Sentier lumineux.

Le moule républicain des nations latino-américaines ne leur permet pas de se fonder sur une identité ethnico-religieuse traditionnelle, à la manière d'une Mongolie, d'un Tadjikistan ou d'un Burundi. Bien difficile alors de disposer de légitimité, hors de celle que donne l'existence même d'un Etat, dans le concert des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA), quand on est petit ou infirme, sans le poids d'une capitale réellement dotée d'élites administratives, machines à créer des cadres producteurs, une classe moyenne, un marché «intérieur».

Un seul produit

La plupart des pays centraméricains, tout comme Cuba ou l'Uruguay, ont la taille démographique d'un Land allemand ou d'une grosse région française. A ce niveau c'est presque toujours un seul produit que l'on sait vendre, avec les aléas des marchés miniers ou de ceux des agricultures tropicales (sucre, banane, café). Ce branchement direct d'une partie ou de la totalité du territoire et de sa population sur un élément unique de l'économie mondiale incite peu à envisager la création d'outils autonomes pour un développement local, sous forme de services qui, à leur tour, pourraient être utilisés par l'étranger ou créer la diversification des productions locales exportables.

L'identité que donne une indépendance acquise à haut prix ne joue ici que pour Cuba, où, comme au Mexique, règne, à l'égard des Etats-Unis, une ambiance de symbiose-fascination autant que de choc. Ailleurs, des élites «nationales» limitées sont plus liées avec l'étranger qu'avec l'intérieur du pays. Chacun sait que l'exportation strictement intérieure n'a aucune chance. Sans doute la réduction des effectifs et des budgets militaires dans certains pays, comme Panama ou le Nicaragua, n'aurait pas de conséquences négatives.

Mais comment alors négocier au nom de la stratégie une aide internationale massive ? Les expériences du «tout ou rien» de la dépendance dans ces deux pays pourvus d'isthmes à haute valeur commerciale et stratégique (l'un exploité, l'autre potentiellement) conduisent à se demander comment ces deux provinces indépendantes pourraient gérer pour le compte d'entités plus vastes (centraméricaines et caribéennes, mais dont ne seraient absents ni la Colombie, le Venezuela ou le Mexique, ni a fortiori les Etats-Unis) des outils de service de dimension internationale à la manière suisse ou hollandaise.

Ainsi, il faut penser les Etats latino-américains non comme des entités isolées, mais comme des organismes pourvus chacun de pouvoirs de négociation très dissemblables, qu'ils utilisent dans des stratégies d'intégration, soit au sein même de l'Amérique latine (le Mercosur a quelques chances...), soit avec les Etats-Unis (l'ensemble Mexique, Caraïbes, Amérique centrale à l'exclusion...), soit au-delà, et l'Europe doit jouer un rôle comme déjà le fait le Japon.

Mais les capacités de développement passent aussi par d'autres identifications que celles des villes et des nations. Les révolutions religieuses du vingtième siècle ont créé des sources d'initiative et de cohésion sociale, tant au sein du catholicisme qu'à l'occasion de la naissance des sectes protestantes.

Prochain article :
Présence religieuse et marché

CHAMPS ECONOMIQUES

BIBLIOGRAPHIES

Le marché et les institutions

PENDANT trop longtemps l'analyse économique s'est développée de deux manières. La première était littérale, mêlant l'analyse des hommes à celle des faits; la seconde était mathématique, cherchant à rendre optimaux les choix d'un être égoïste, l'homme économique. Bien peu ont essayé de faire le pont entre les deux approches: Perroux, Allais, Radner, Boulding, pour citer les grands. C'est ici qu'intervient l'ouvrage de Jacques Lesourne *Economie de l'ordre et du désordre*. Mathématiques sans conteste, économiste hors de soupçon, homme d'entreprise, il fait part dans ce livre de ses savoirs et de ses frustrations. Comment expliquer ainsi qu'une partie de ce monde vive très mal et souvent de plus en plus mal? Comment comprendre que nous assistions à la fin du système soviétique alors que sa représentation mathématisée est remarquable? Et comment expliquer que ce qui l'entretient soit la concurrence, ce bouillonnement de milliers d'êtres?

Des contacts aléatoires.

L'ouvrage de Jacques Lesourne s'ouvre sur l'idée que les rencontres d'hommes différents par leurs goûts et leurs aptitudes créent un ensemble organisé. Cet ensemble procède en fait des « contacts aléatoires et séquentiels » des agents (désordre), pourvu que leurs comportements « présentent un certain degré de cohérence » (ordre). Cette auto-poïèse (autocréation) différencie ainsi entrepreneurs, salariés, artisans – en fonction de leurs choix, de leurs stratégies, de leurs complexions.

Le marché du travail se structure à son tour, selon l'expérience acquise à chacun. Des équilibres naissent ainsi, qui ne sont pas l'équilibre traditionnel, car une dispersion des salaires dans l'espace demeure.

L'histoire des personnes, la géographie entrent donc en jeu. La psychologie aussi, puisque des « individus actifs », par exemple des salariés dynamiques, vont rechercher une situation meilleure et mettre en mouvement le système.

Dans ce processus, la recherche de rendements croissants joue un rôle décisif. Mais, si les entreprises investissent pour accroître leurs rendements, rien n'assure qu'elles y parviendront, et donc qu'elles pourront payer des salaires plus élevés aux ouvriers de meilleure qualité qu'elles devraient embaucher. Inquiètes, elles pourront se nichier dans des états stables sous-performants, comme dans les pays en voie de développement; obsédées par l'investissement de croissance, elles donneront le Japon. Des commerçants viennent enfin compléter la scène, arrangeurs des offres et des demandes.

Le marché naît ainsi, par un jeu de forces et de tensions. On comprend qu'il faut passer à une seconde étape: celle où le marché va créer des institutions. C'est là le terrain le plus neuf et, évidemment, le plus délicat. Jacques Lesourne fait apparaître des intermédiaires, notamment une agence de recrutement; il étudie la façon dont se forment vraiment les opinions (rumeurs, mimétismes...) qui guident les choix, et donc l'allure du développement économique.

Une fresque sans la banque...

Ce développement est aussi lié aux compétences et à leur diffusion. Mais, là encore, rien n'est automatique: certaines unités peuvent distribuer des salaires d'entrée trop élevés, et s'embaucheront donc peu de jeunes pour les former; des secteurs très en pointe peuvent se forger une main-d'œuvre de qualité bien payée, mais elle s'y cantonne et son savoir n'est pas transmis.

Ces pages sont une brèche dans

nos schémas théoriques, même les plus avancés. Elles démontrent qu'institutions et marchés ne se succèdent pas dans l'Histoire, ni ne se compensent mais, toujours, qu'ils coexistent et se combinent; que l'optimum est un cas limite; qu'aucune situation stable n'est jamais acquise (à supposer d'ailleurs que cela soit souhaitable); que désordre et ordre naissent, compris et gérés, des résultats supérieurs à une simple logique d'ordre.

Pour autant, l'économiste de banque reste frustré. Non pas tant d'être oublié (la monnaie n'intervient guère qu'en fin d'ouvrage, sous la forme d'une contrainte de trésorerie), mais de ne pas participer à cette grande fresque, alors qu'il jouerait un rôle décisif dans toute l'analyse! Et j'avoue, après le passage sur l'agence de recrutement, que j'aurais aimé voir présentée l'agence de banque, organisateur (broker) d'informations privées, arrangeur et dérangeur de structures.

Et, plus encore, c'est bien le crédit qui permet cette réalisation des anticipations, cette irréversibilité effective des choix qu'est l'investissement. Investissement qui est bien la dynamisation de l'ensemble, le passage à des rendements croissants: il faut bien qu'une organisation spéciale fasse crédit en étudiant et en assumant le risque pour que le choix soit financé et donc que change la réalité.

On l'a compris, cet ouvrage, bien conduit et écrit avec ce qu'il faut de mathématiques, marque une réconciliation dans les sciences de l'homme. Plus que novateur ou révolutionnaire, il est initiatique.

JEAN-PAUL BETHEZE
directeur des études économiques
et financières du Crédit lyonnais

► *Economie de l'ordre et du désordre*, de Jacques Lesourne. Editions Flammarion, 213 pages, 200 francs.

La pensée des Nobel

Qu'a apporté Gérard Debreu à la théorie de l'équilibre général? Que dit, en langage compréhensible, le théorème d'Heckscher-Ohlin sur le commerce international? Présenter de façon simple les Prix Nobel d'économie était, selon Dominique Roux et Daniel Soulié, tous deux professeurs à Paris-Dauphine, un moyen de « faire le point » sur certaines recherches actuelles de la science économique.

Les éditions La Découverte proposent aussi un petit manuel sur les Nobel. L'originalité de ce livre-ci est que, outre le résumé de la pensée, les auteurs nous offrent une biographie des lauréats.

Les auteurs se défendent d'avoir fait un manuel d'histoire de la pensée économique. Bien entendu, l'Académie Nobel ne récompense pas toutes les voies de la science économique, loin de là. A relire la liste des prix, on ne peut qu'être frappé du fait que les Nobel suivent plutôt bien la pensée économique classique et keynésienne.

ÉRIC LE BOUCHER

► *Les prix Nobel de sciences économiques 1969-1990*, Dominique Roux et Daniel Soulié. Economica, 264 p., 185 F.

La fiscalité des îles

La Revue française de finances publiques vient de publier un numéro consacré à « la fiscalité des îles ». Les régimes fiscaux de la Corse, des départements d'outre-mer, de Polynésie française sont examinés, de même que le système particulier de l'octroi de mer et les paradis fiscaux.

► *Revue française de finances publiques*, n° 33, premier trimestre 1991: 26, rue Valenciennes, 75014 Paris. 150 F.

Brésil : le poids des féodalités

Suite de la page 11

Trente ans plus tard, ce grand dessein ne s'est pas totalement concrétisé. Certes, la capitale s'est développée, et il ne vient plus à l'idée de personne de la transférer. Mais ses décisions se heurtent toujours aux mêmes résistances, et Brasília n'a pas toujours les moyens de ses ambitions. Qu'il s'agisse de justice, de contrôle des prix ou de quelconques réglementations, la distance est toujours grande entre la théorie décidée à Brasília et les applications qui en sont faites loin d'elle.

Un pays ballotté

Le développement archaïque et autonome des États n'a pas eu que des effets négatifs. Le Brésil a su mettre sur pied une industrie propre dans des domaines aussi divers que l'automobile, l'aéronautique, le forage pétrolier, ou l'informatique. Même si l'inégalité sociale continue de s'accroître – le 1 % de la population qui en 1981 détenait 13 % de la richesse en concentre 17 % aujourd'hui –, l'étendue d'un territoire gigantesque (quinze fois la France) aux ressources inépuisables offre toujours de légitimes espoirs de développement.

Toutefois, politiquement, cette marche en avant est chaotique: entre le dirigisme – voire la dictature militaire –, le populisme clientéliste, et l'instauration d'une démocratie durable, le Brésil a souvent été ballotté. Le pouvoir central hésite toujours, à cause de cette fragilité qu'il se connaît, à tenter une application autoritaire de sa politique. Le remplacement de Zélia Cardoso de Mello et de son équipe à la tête du ministère de l'économie et des finances, le 8 mai dernier, trouve là son origine.

Sans une concertation et un dialogue avec les États et les principaux acteurs politiques et économiques, peu de changements en profondeur sont à attendre. A l'opposé, le poids des « féodalités » et des archaïsmes freine jusqu'à les stopper toute tentative de grandes réformes. A cet égard, la politique de libéralisation de l'économie, de privatisation et d'ouverture extérieure connaît de nombreux retards et difficultés en raison de la force des cartels existants. Quant à la réforme agraire ou à celle de la fiscalité, elle ne dépasse généralement pas le cap du discours.

Tout récemment, la levée progressive du blocage des prix a provoqué de telles hausses (jusqu'à 300 % pour le poulet, par exemple) que les autorités tentent aujourd'hui une timide marche arrière. Certains économistes ont souligné la force au Brésil de la « culture inflationniste » en estimant que le combat était pratiquement vain au vu des cinq plans déjà mis en place et de leurs échecs successifs.

Ces pesanteurs se traduisent à l'étranger par la persistance d'une double image du pays: onzième puissance mondiale au fort potentiel, mais aussi pays en voie de développement aux problèmes inextricables. Même si le nationalisme brésilien existe d'évidence, et si le pays est un des rares d'Amérique latine à n'avoir pas connu de grandes fuites de capitaux et d'importantes vagues d'émigrations – en dehors des périodes de dictature –, le Brésil, comme un diplomate occidental le résume parfaitement, « est, encore et avant tout, constitué de morceaux d'États ».

de Rio-de-Janeiro
DENIS HAUTIN-GUIRAUT

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Compétition théorique

A ceux pour qui l'été est l'époque propice pour lire à tête reposée ou travailler sans pression, *Observations et diagnostics économiques* offre une rare occasion de faire le point sur les nouveaux développements des théories de la croissance. La matière est ardue et, malgré le remarquable effort de clarification et de pédagogie de Frédéric Lordon, du département des études de l'OFCE, l'article demeure, pour le non-initié, difficile (1).

Suscité par la Grande Dépression, le travail théorique sur la croissance a atteint un sommet dans l'après-guerre. Roy Harrod avait dès les années 30 ouvert la voie. Son modèle repose sur la prise en compte de trois taux: le taux de croissance effectif, où l'on peut lire *ex post* l'égalité réalisée entre épargne et investissement; le taux de croissance nécessaire, « qui indique la façon dont doit croître l'économie pour dégager une épargne capable de financer l'investissement désiré par les entrepreneurs »; le taux de croissance naturel, susceptible d'assurer le plein emploi, compte tenu de l'accroissement de la population et des progrès de la productivité. Sur la base des discordances entre ces trois taux pouvait se construire l'explication tant de l'instabilité de la croissance que de la possibilité de périodes durables de sous-emploi ou de surchauffe.

Malgré l'incompréhension que Keynes manifesta à son égard, ce modèle était fondamentalement dans l'esprit de la révolution keynésienne puisqu'il prenait en compte les anticipations des entrepreneurs, permettait d'expliquer le chômage massif durable et justifiait des actions de politique économique. Dans les années 50 et 60, deux élaborations théoriques s'opposent.

D'un côté, l'école de Cambridge (Grande-Bretagne), fidèle aux enseignements de Keynes mais marquée aussi par les travaux de Kalecki, prend en compte, avec Nicholas Kaldor, les deux grandes classes sociales en présence dans une économie capitaliste, donc la répartition du revenu et son incidence sur la propension à épargner, et, avec Joan Robinson, les exigences des entreprises et la détermination réciproque du taux de profit et du taux d'accumulation, dont dépend le taux de croissance d'équilibre. De l'autre, la vision néoclassique, représentée par le modèle élaboré par Robert Solow qui, à partir d'une fonction de production à fac-

teurs substituables, permet d'établir le schéma d'une croissance équilibrée et stable de plein emploi et de « dépasser le cadre statique de l'équilibre général pour le cadre dynamique de l'accumulation du capital ».

Les débats furent nourris. Puis la controverse retomba et l'essentiel du travail se fit à partir des grands modèles économétriques et des travaux d'économie descriptive. La créativité théorique s'était tournée vers d'autres espaces. Mais depuis quelques lustres, à partir de positions tout à fait disparates, l'intérêt des théoriciens pour la croissance renaît. Et Frédéric Lordon nous invite à faire le point. La palette des analyses est variée.

Le chaos et Schumpeter

A un extrême, la prédominance d'un nouvel outil, comme c'est le cas avec les formalismes du chaos, dont on peut penser avec notre auteur que leur application à la croissance est à la fois porteuse d'un verdict d'innocence de la pré-

vision, semblant condamner définitivement cette activité... et d'une explication rationnelle qui absoudrait les prévisionnistes de leurs erreurs systématiques. A l'autre, l'école néoschumpétérienne, évolutionniste, caractérisée par le souci de prendre en compte ensemble l'incertitude radicale, la rationalité procédurale, l'absence d'équilibre, les grappes d'innovations et l'accompagnement institutionnel du changement technique.

Se rattachant à l'équilibre général, référence obligée de l'orthodoxie théorique, deux lignes de travail peuvent être repérées. La première est celle des « cycles d'affaires réels » (Real Business Cycles-RBC). Vers 1968, Edmund Phelps et Milton Friedman avaient tenté d'établir, à partir de l'équilibre général, la possibilité de cycles, du fait d'écartes aux valeurs naturelles pouvant résulter de l'imperfection de l'information ou de l'incertitude sur les prix (Equilibrium Business Cycles-EBC). Après les critiques de Franco Modigliani, des « nouveaux classiques » cherchèrent à établir le double

mouvement de la croissance et des cycles pouvait résulter non seulement de variations de l'offre de monnaie, mais aussi de changements touchant les préférences ou la technologie.

Ainsi en est-il dans les modèles de « cycles d'affaires réels » construits par Brock et Mirman (1972), Kydland et Prescott (1982), Long et Plosser (1983). Pour ce courant, l'ambition est grande puisqu'il s'agit, notamment pour Prescott, de « constituer le cadre théorique permettant de manière très générale de traiter les questions de macroéconomie ». De la coupe aux lèvres, il y a encore loin.

La seconde cherche à élaborer, dans le prolongement des travaux néoclassiques, des modèles de croissance endogène, notamment par la prise en compte des rendements croissants, soit en adjoignant au travail et à la connaissance privée, dans la fonction de production, la « connaissance sociale » (Romer 1986), soit en incluant dans le modèle le fait que, par la formation ou par leur activité même, les salariés améliorent leurs capacités (Lucas 1983), soit en réintégrant la recherche dans les mécanismes d'allocation (Romer 1988). Mais ces avancées se paient de « l'abandon de quelques uns des piliers et de quelques uns des dogmes traditionnels » et finalement de la disjonction entre équilibre et optimum, ce qui ouvre un espace pour l'intervention publique.

Dans la nébuleuse disparate de l'hétérodoxie, deux démarches doivent être prises en compte. Et d'abord celle de Goodwin: il a, dès 1953, souligné la nécessité d'un traitement intégré du cycle et de la croissance et, dès 1967, élaboré un modèle de « croissance fluctuante » permettant de rendre compte de l'instabilité inhérente aux économies capitalistes. Ce modèle est caractérisé par la double présence du conflit (avec un rapport social opposant employeurs et salariés à propos du partage de la valeur ajoutée) et de la contradiction (l'amélioration de la situation de chaque protagoniste portant en elle le germe de son propre épuisement). Après les enrichissements apportés par Desai (1973) et Silverberg (1984), il a fait l'objet d'une généralisation par Glombowski et Kriger (1988), ces travaux soulignant encore de l'insistance de leur volet empirique. Enfin est présentée la démarche de l'école paristienne de

la régulation. Hugues Bertrand avait, en 1985 et 1986, présenté un modèle à deux sections, celle des biens de consommation et celle des biens d'équipement. Plus récemment, Robert Boyer (1988) a construit un modèle qui s'inscrit dans le travail d'élaboration théorique en termes de régimes d'accumulation et de modes de régulation: il dégage la notion de « régimes de croissance », lesquels combinent « régimes de productivité » et « régimes de demande », ce qui permet de caractériser, par l'intensité de la croissance et le degré de stabilité de l'équilibre dynamique, des « configurations » (répétables grâce à l'analyse historique). Selon Frédéric Lordon, cette théorie devrait susciter « un courant de formalisations plus important tant en nombre qu'en sophistication ».

Dans sa présentation, Frédéric Lordon souligne les convergences

entre écoles opposées, notamment pour le traitement de la « croissance cyclique » ou la prise en compte des rendements croissants. Il fait aussi ressortir la capacité des écoles se réclamant de l'orthodoxie à intégrer des apports des autres: « Si elles n'y prennent pas garde, écrit-il, la théorie de la régulation [...] et l'hétérodoxie en général verront leur fonds de commerce dévalisé par des modélisateurs plus rapides qu'elles ».

(1) Frédéric Lordon, « Théorie de la croissance: quelques développements récents », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), 1^{re} partie « La croissance cyclique », avril 1991; 2^e partie « La redécouverte des rendements croissants », juillet 1991 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

Kaléidoscope

– Perspectives commerciales des pays d'Europe centrale et orientale, ouverture du marché soviétique, dynamisme des échanges entre l'URSS et la Chine, *Economie prospective internationale*, 2^e trimestre 1991. La nouvelle Europe de l'Est dans les échanges mondiaux, *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1991.

– Quelle transition? Vers le capitalisme ou vers l'économie de marché? *Informations et commentaires*, avril-juin 1991.

– Quelles politiques énergétiques? *Oxford Review of Economic Policy*, été 1991. Production décentralisée d'énergie, *Revue de l'énergie*, mai 1991.

– Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural? *Economie rurale*, mars-juin 1991. Coûts de production et compétitivité des agricultures européennes, *Economie et sociologie rurales*, Actes et communications, n° 5, 1991.

– Le poids des armes en Europe occidentale, *Economie et humanisme*, juillet-septembre 1991. Quel système monétaire

européen? De Pucania, numéro spécial, juin 1991.

– Compétitivité et contraintes extérieures, 1970-1988, *Economie appliquée*, 1991, n° 1. Dynamiques comparées de l'emploi, 1979-1989, *Revue de l'IFES*, printemps-été 1991. Cartes internationales, aperçus sur les multinationales françaises, *Annales des mines - Gérer et comprendre*, juin 1991.

– L'évolution récente des revenus en France, 1967-1990, *Documents du CERC*, n° 100, 1^{er} trimestre 1991.

– L'économie marocaine à l'épreuve de l'ajustement, *Economie et socialisme*, Rabat, n° 10, 1991. Sortir du tiers-monde: espace-monde, nouveaux mailles, *Espace Temps*, 1991, n° 45-6.

– Aristote, Menger, le libéralisme français dans l'entre-deux guerres, Akarof et Stiglitz, *Economie et sociétés*, 1991, n° 1, série PE n° 14. Equilibre général et nature de l'acte producteur, *Revue économique*, juillet 1991. Théories de l'endogénéité de l'offre de monnaie, *Journal of Post Keynesian Economics*, printemps 1991.

ÉCONOMIE

L'homéopathie du docteur Greenspan

Suite de la première page.

Sérieux, méticuleux à l'extrême, ce docteur de chiffres et d'indicateurs (« Son plus grand plaisir, le dimanche, est de faire tourner les ordinateurs pour croquer des statistiques », confie-t-il de ses proches), que l'on n'imaginait guère en musicien de jazz (ce qu'il a pourtant été, pendant quelques années, avant de collectionner les diplômes d'économie et les postes de vice-président des plus grandes firmes américaines), s'efforce, depuis quatre ans, de mettre l'économie américaine en équilibre, pour la maintenir sur le chemin de la croissance.

A la différence de son prédécesseur, M. Paul Volcker, dit « Monsieur Dollar », pour avoir rétabli le billet vert, et qui du haut de ses 2,05 mètres avait pitié de l'inflation pour la ramener de 13 % à 4 % à la fin de son mandat, l'actuel président du Fed n'est pas partisan des mesures drastiques. Par nature, et par conviction profonde, le chairman du Fed estime que la situation actuelle exige plutôt un réglage très précis, sans cesse remesuré, des actions à prendre pour « gérer une reprise molle », la seule perspective qui s'offre à l'économie américaine pour les prochains mois.

Lorsqu'il avait pris ses fonctions en août 1987, après avoir été nommé par le président Reagan (une nomination qui avait entraîné ce jour-là, à Wall Street la plus importante baisse du marché obligataire enregistrée en une séance, depuis cinq ans...), M. Greenspan avait trouvé une économie en relative santé et, toutefois, un pays traditionnellement créateur, devenu brusquement débiteur depuis 1985. Quatre ans après sa nomination, dans un contexte radicalement différent, « Monsieur M-2 » — ainsi qu'on le surnomme parfois pour le soin attentif qu'il porte à cette appellation — a dû affronter une succession de mini-catastrophes : deux krachs boursiers en deux ans, une crise bancaire majeure qui, pour certains, évoque la Grande Dépression des années 30, les suites financières de l'incommensurable scandale des caisses d'épargne, une guerre, certes éclair, mais qui a eu pour effet de paralyser une consommation des ménages déjà au point mort et, pour finir, une récession qui s'étendait au plus mauvais moment pour le pouvoir en place, à près d'un an de l'élection présidentielle.

Les deux secousses du 19 octobre 1987 et du 13 octobre 1989, qui ont terriblement secoué Wall Street, sont certainement les cas de figure où la Réserve fédérale, à son instigation, a misé le plus. En injectant aussitôt les liquidités dont le marché avait besoin, le Fed a évité l'effondrement de l'ensemble du système financier, ce dont chacun convient aujourd'hui, oubliant opportunément les mises en garde lancées à plusieurs reprises — depuis 1985 — par l'insituation contre le caractère hautement spéculatif du marché et contre l'abus de ces junk bonds (obligations à haut rendement et à risque élevé) dont on devait admettre le vice caché bien plus tard.

Sur le plan bancaire, M. Greenspan, dont l'autorité s'étend aux 14 000 banques commerciales américaines, a été très tôt effrayé de voir avec quelle rapidité les noms les plus illustres de la profession ont dégringolé au classement mondial des grandes institutions, mais ce n'est qu'au printemps dernier que le Trésor et le Fed ont pu présenter un vaste projet de décongestionnement vertical et horizontal qui devrait remettre le système d'aploinb. Après avoir

enterré quantité d'établissements en faillite et fermé discrètement les yeux sur le temps mis par les banques à répercuter sur leurs clients telle ou telle baisse du taux d'escompte, histoire de donner quelques couleurs à des bilans par trop anémiques.

« Alan Greenspan a été nommé à un moment où le pays souffrait de la débauche des Savings and Loans et d'une crise de confiance majeure à l'égard du système bancaire. Il était l'homme de la situation, mais la Réserve fédérale a trop hésité à fermer les institutions en mauvaise santé. Cela nous a coûté et nous coûte cher », estime M. Edward Garlich, directeur général du Washington Research Group. « M. Greenspan l'a d'ailleurs admis ultérieurement devant le Congrès, en ajoutant pourtant que la seule bonne nouvelle que pouvaient attendre les banques américaines était une reprise de l'économie », ajoute-t-il. Nous voici au cœur du vrai débat — du vrai reproche — qui aura marqué le premier mandat du président du Fed. M. Greenspan fait-il réellement tout ce qui est en son pouvoir pour aider l'économie américaine à sortir d'une année de récession, notamment en baissant les taux d'intérêt autant qu'il est possible ? Plus grave : M. Greenspan, pour n'avoir pas assumé assez tôt sa politique monétaire, doit-il être tenu pour le premier responsable de cette crise intervenue après le plus long cycle de croissance ininterrompue (près de huit ans) que le pays ait connu ?

En fait-il assez en faveur de la croissance ?

La réponse n'est pas aisée, tant la marge de manœuvre dont dispose le chairman du Fed est limitée. Le fiasco quasi total de la politique de réduction de la dette publique et du déficit budgétaire — en lui offrant aucune possibilité d'utiliser l'instrument fiscal pour stimuler l'économie, il ne lui reste que l'arme monétaire pour maintenir une croissance non inflationniste. Dans un premier temps, jusqu'en 1989, M. Greenspan a été employé à éviter la surchauffe, en pesant légèrement sur le taux de croissance pour le maintenir en deçà de 2 % environ, et ce n'est qu'au printemps 1990 que sont apparues les craintes de voir « l'altération en douceur » (soft landing) préconisé par la banque centrale et entériné par l'administration entrer en collision avec une série de facteurs négatifs — à commencer par la pénurie de crédit — jusqu'à déboucher sur une amorcée de récession. Pendant quelques mois, les pouvoirs publics ont hésité sur l'interprétation à donner au mouvement, et la crise du Golfe a obligé à tenir un discours patriotique, alors que le pays était tombé en récession, dès le mois de juillet 1990.

Jusqu'à là, en dépit des appels à une baisse des taux significative pour éviter que ne se grippe la machine, M. Greenspan avait agi, par petites touches et au coup par coup, sur les fonds fédéraux, sur le marché interbancaire. Ce n'est qu'en décembre 1990, devant l'évidence de la persistance de la crise, qu'il a utilisé l'ensemble du registre dont dispose le Fed : baisse des réserves obligatoires imposées aux banques afin de leur donner une bouffée d'oxygène, injection de capitaux sur l'open market permettant d'ajuster le niveau des liquidités en circulation et, enfin, baisse du taux d'escompte, généra-

lement après une déclaration « incitative » de M. Bush ou de son secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, ce qui a conduit plus d'un observateur à s'interroger sur l'indépendance si souvent vantée de la Banque centrale à l'égard de la Maison Blanche. C'était presque trop. Et sans doute effectivement trop tard. En effet, les indicateurs publiés ultérieurement viraient inégalement au rouge, et la courbe du chômage partait à l'assaut du seuil psychologique de 7 % de la population active qu'elle devait atteindre au début de l'été dernier.

En retardant le plus possible la confirmation de la récession à la présidence du Fed, voire en laissant courir à de multiples reprises la rumeur d'une disgrâce, M. George Bush a certainement voulu marquer le coup. Sur tout auprès des médias. Et tenter d'arracher à cet éminent économiste, qu'il respecte, un dernier geste avant la date du 11 août, fin officielle de son mandat. Une faveur qui lui a été consentie puisque la Réserve fédérale est effectivement intervenue, le 6 août, pour ramener les fonds fédéraux de 5,75 % à 5,50 %. Une décision prise deux jours avant la publication du fameux « beige book » qui renvoie la situation et les anticipations économiques dans l'ensemble du pays et d'où il ressort que, si « la crise est derrière nous », pour reprendre l'expression employée par M. Greenspan à la mi-juillet, c'est désormais une reprise « lente et négative » qui se profile à l'horizon.

Pardonnez-moi, c'est sans doute une situation idéale pour le gardien de la politique monétaire américaine. Débarrassé de l'hypothèque dollar qui avait longtemps empoisonné le cœur de son prédécesseur, lequel coule des jours paisibles dans l'investissement bank James D. Wolfensohn, à New York, M. Greenspan va s'employer à « lisser la courbe de reprise » par petits ajustements, de façon à éviter les « coups de tonnerre » pour la poursuite de l'inflation et les « changements », explique un conjoncturiste washingtonien. « S'il sent un fléchissement de la reprise, il lâchera un peu sur les taux, ce qu'il vient de faire tout récemment. Mais sans plus », se hasarde-t-il à la campagne du futur candidat Bush, de plus en plus vertement accusé de préférer les campagnes outremer aux innombrables problèmes du sol natal.

En revanche, la fronde peut venir de l'intérieur, du comité fédéral de l'open market, l'organe exécutif du Fed en matière de politique de crédit, où M. Greenspan a parfois dû batailler ferme, ces derniers mois, pour résister à la montée de l'opposition. A la différence de M. Volcker, qui avait pris à bras le corps le conseil des gouverneurs et les représentants des banques du système (1), ce qui lui avait valu de vives critiques à la fin de son mandat, M. Greenspan est, par nature, un homme de consensus. Une démarche qui lui avait réussi jusqu'à la fameuse réunion du 2 octobre 1990, au cours de laquelle le clivage, clairement apparu au sein du Federal open market committee, était tel que quatre opposants, conduits par le vice-président de ce comité, M. Manuel Johnson, se sont prononcés (toujours par vote secret) contre le compromis pédonnement élaboré par M. Greenspan (finalment approuvé) consistant à reporter à plus tard toute action du Fed en attendant de connaître l'issue de la discussion budgétaire engagée au Congrès. Ce qui, naturellement, n'avait aucun sens, et c'est

bien l'annonce d'un taux de chômage préoccupant début décembre qui devait conduire le Fed, quelques jours plus tard, à faire baisser les taux des fonds fédéraux, puis du taux d'escompte, le taux directeur.

Un bon économiste... et un républicain

Depuis, le Fed a récidivé à huit reprises le taux des fonds fédéraux entre octobre 1990 et avril dernier pour les ramener de 7,75 % à 3,75 %, puis à 5,5 % le 6 août, soit leur plus-bas niveau depuis le milieu des années 70. Et, en un an, le taux d'escompte est passé de 7 % à 5,5 %. Mais, à l'intérieur de l'institution, le débat, de nouveau sur la table depuis avril dernier, n'est pas tranché entre les partisans d'un nouvel effort sur les taux — que réclament marchés et milieux d'affaires, — au risque d'accroître les pressions sur les prix et les salaires, et les tenants d'une orthodoxie monétaire qui ne prendrait pas en compte les dangers d'une persistance de la récession au regard d'un système financier resté très fragile. A l'évidence, M. Greenspan, dont la reconduction à la tête du Fed, à l'âge de soixante-cinq ans (et au salaire annuel de 125 000 dollars), a été partout bien accueillie, fera tout son possible pour permettre au pays de retrouver une croissance modérée dans un premier temps. Par nature toujours. Et aussi, cette fois, par conviction politique. « Il est hors de question d'être libéral, mais aussi un animal politique. Et un républicain, ne l'oubliez pas ! », rappelle un de ces « Fed watchers » qui passent leur temps à regarder le Fed au fond des yeux.

Pour nombre d'observateurs, les frictions apparues entre l'administration et le patron de la Réserve fédérale sont indissociables du jeu politique. Les parties de tennis que dispute régulièrement M. Greenspan avec M. Michael Boskin, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, et les parcours de golf fréquemment suivis avec M. Nicholas Brady pour partenaire constituent autant d'occasions de trouver un terrain d'entente. Avant la prochaine réunion du comité de l'open market qui doit se tenir le 20 août.

SERGE MARTI

(1) Le Federal open market committee (FOMC), qui se réunit huit fois par an, est composé de douze membres ayant le droit de vote : les sept membres du conseil des gouverneurs et cinq des douze présidents des banques régionales qui composent le système de la Réserve fédérale. Le président du FOMC est M. Greenspan, la vice-présidence étant assurée par M. Gerald Corrigan, président de la Réserve fédérale de New-York (qui a pour mission d'appliquer les décisions d'intervention sur le marché).

COMMUNICATION

Première chaîne privée en haute définition au Japon

Lancement à grand spectacle pour JSB

Dans le port de Tokyo illuminé, lasers et murs d'eau, scooters des mers enflammés et musique ont salué, samedi 10 août, le lancement officiel de JSB (Japan Satellite Broadcasting), la première chaîne privée par satellite, dont une partie du programme sera diffusée en norme japonaise de télévision haute définition.

Enregistré comme il se doit en haute définition, ce spectacle était l'œuvre d'un français, Marc Ferrone. L'inventeur du disco et compositeur d'opéra-rock, moins connu dans l'hexagone qu'à l'étranger, et que la démesure n'effraie pas, présentait avec un plateau de vedettes internationales son opéra *The Collector*, d'ou d'une soirée placée sous le signe du superlatif par ses effets spectaculaires et son budget.

C'est que JSB voit grand. Lancée à titre expérimental en avril et comptant déjà 500 000 abonnés, cette chaîne, dont 250 sociétés japonaises sont actionnaires, partage un satellite avec la télévision publique NHK. Les problèmes de ce satellite (le Monde du 4 mai) n'ont pas

détourné la chaîne de son but : séduire 3 millions d'abonnés d'ici à trois ans. Ceux-ci doivent acquiescer un décodeur pour 1 200 francs et acquiescer 85 francs d'abonnement mensuel. La moitié des programmes quotidiens sont consacrés au cinéma, le reste mêlant sport, théâtre et comédie musicale.

Surtout, JSB émettra régulièrement deux heures par jour en haute définition. La NHK l'a précédée, mais JSB est la première chaîne privée à se lancer dans cette voie, en dépit de la rareté et surtout du coût des récepteurs nécessaires, qui en limitent l'auditoire. A défaut d'avoir pu imposer leur norme MUSE comme norme mondiale, industriels et pouvoirs publics japonais n'ont continué pas moins de la promouvoir et d'habituer les spectateurs aux écrans larges et à la qualité d'image de la haute définition. Alors que la Corée du Sud annonce qu'elle va consacrer 34 millions de dollars, l'an prochain, à son propre projet de TVHD, l'Asie montre qu'elle veut mener la course vers la télévision du futur. M. C. I.

EN BREF

■ Rupert Murdoch cède trois de ses magazines britanniques. — La division britannique du groupe News Corp. de M. Rupert Murdoch, qui possède notamment le *Times*, en Grande-Bretagne et la 20th Century Fox, aux Etats-Unis, a vendu trois de ses magazines, *New Woman*, *Cur* et *Supercar* et *Classics*, au groupe EMAP Plc. Ce groupe de presse, qui détient avec Bayard Presse le *Chasseur français*, édite déjà de nombreux titres spécialisés. La vente a dégagé 10 millions de livres (environ 100 millions de francs). Toutefois, News Corp. conserve son guide de télévision britannique *TV Guide*, qui sera inclus dans l'abonnement à BSB, la chaîne par satellite à laquelle participe M. Murdoch. Pour couvrir sa dette, estimée à 45 milliards de francs, le magnat américain d'origine australienne avait déjà mis en vente tous ses titres magazines aux Etats-Unis.

■ Fusion des quotidiens locaux *Luzerner Tagblatt* et *Vaterland*. — Deux quotidiens de Lucerne, *Luzerner Tagblatt* et *Vaterland*, fusionneront à partir du 2 novembre pour former le *Luzerner Zeitung*, tiré à 92 000 exemplaires.

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et
l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Juristes
Cabinet Brevets et Marques
de Paris, un des plus importants de la place
recherche
JURISTE 1^{er} PLAN
Ecrire en précisant la référence 78653 à BLEU Publicité
17 rue du Docteur Lebel 94307 VINCENTES Cedex
qui transmettra (Discrétion assurée).

Le Monde Gestion
SOCIÉTÉ
DÉPARTEMENTALE
D'ÉCONOMIE MIXTE
RECHERCHE
CHARGE D'ETUDES FINANCES LOCALES ET COOPERATION INTERCOMMUNALE
Vous possédez une expérience significative (2 à 3 ans minimum) dans les domaines suivants :
- l'assistance technique auprès des collectivités locales et établissements publics intercommunaux, en matière d'expertise financière et aide à la décision communale (budgets et tableaux de budget et évaluation des capacités d'investissement communales pour la mise en place d'opérations d'investissement, également en matière d'interventions ponctuelles (vote des quatre taxes directes, calcul de DGF, calcul des différentes taxes, politiques d'abattement...),
- la conduite d'études à thème liées aux problèmes d'actualité pris en compte par les collectivités locales (pratique intercommunale, évolution des structures...),
- l'amélioration des outils informatiques permettant le traitement de ces données et leur présentation pédagogique auprès des élus à travers des logiciels d'animation.
Vos excellentes qualités relationnelles vous permettent d'évoluer dans le milieu des élus locaux et des administrations territoriales. Très disponible dans votre vie professionnelle, vous devez démontrer une capacité affirmée de coordination avec les différents partenaires intervenant dans l'étude et le montage d'une opération pour le compte d'une commune ou d'une structure intercommunale.
Le candidat que nous recherchons aura au minimum une maîtrise en Aménagement du Territoire et Développement Economique (option Finances). Nous exigeons, en outre, la pratique de l'outil informatique (tableau, outils statistiques, outils cartographiques).
Ce poste situé à Grenoble est à pourvoir en septembre/octobre 1991.
Adressez CV détaillé, photo et prétentions sées. 9925 M à AFFILIÉS
- 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

Ecco reprend une société de travail temporaire

Le numéro un français du travail temporaire, prend 60 % du capital de MO Interim à la suite d'une opération financière à deux étages : dans une première phase, Ecco se désengage de la STIM (Société de travaux industriels et maritimes), en cédant à la Financière de l'Atlantique la Financière de l'Atlantique (filiale de la Compagnie générale maritime et financière) ajoute cette participation aux 62 % de la STIM qu'elle possédait déjà directement ou indirectement.

Publication au *Journal officiel* du décret concernant l'alignement des salaires minimaux des fonctionnaires sur le SMIC. — Le décret relatif à l'alignement automatique des bas salaires des agents de la fonction publique sur le SMIC, a été publié, vendredi 9 août, au *Journal officiel*. Ce décret porte création d'une « indemnité différentielle », rétroactive au 1^{er} juillet (le Monde du 1^{er} août).

ment. Dans une deuxième phase, la STIM abandonne 60 % du capital de MO Interim (1 M O 1, 550 millions de francs de dettes, 80 agences) à Ecco. A l'issue de cette opération, Ecco dépassera, en année pleine, les 12 milliards de francs de chiffre d'affaires.

La Compagnie générale maritime et financière étant une entreprise publique, il a fallu l'aval du ministère de l'économie pour cette opération : le *Journal officiel* du 11 août a publié un décret autorisant la cession par la STIM de MO Interim.

Baisse du chômage en Espagne. — En juillet, le nombre des demandes d'emploi en Espagne a baissé de 32 759, soit une réduction de 1,5 % par rapport à juin. Le chômage touche maintenant 2,19 millions de personnes, soit 14,6 % de la population active. Par rapport à juillet 1990, le nombre des chômeurs a baissé de 67 438, soit de 3 %.

Trois ans après le rachat de Dim

Sara Lee s'offre Playtex

Après les bas Dim, les soutiens-gorge Playtex tombent à leur tour dans l'escarcelle du conglomérat américain Sara Lee (produits alimentaires et de consommation). Pour un peu moins de 1 milliard de francs (171 millions de dollars), la firme de Chicago met la main sur Playtex Apparel, numéro un mondial des soutiens-gorge avec ses *Cœurs Croisés*.

Playtex Apparel, dont le siège se trouve à Stamford (Connecticut), a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires d'environ 480 millions de dollars (2,8 milliards de francs). L'acquisition se fera par un échange d'actions, les actionnaires de Playtex recevant des titres Sara Lee, ont indiqué les deux firmes, dans un communiqué commun.

BOURSE DU 12 AOUT

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
		Coût	Dernier			Emission	Rachet			Emission	Rachet			Emission	Rachet
		coût	coût			Prime Incl.	net			Prime Incl.	net			Prime Incl.	net
Etrangères															
A&P	810		205 d	A.A.A.	1042 88	1017 15		Fluorocarb.	848 46	827 74		Value Creation	6943 26	6943 26	
Alco-Hv Soc.	280			Arctia	218 20	218 20		Food-Prime	271 52	271 52		Value Creation	1071 07	1073 10	
Alco-Memphis	125 80			Argonne	782 54	754 56		Food-Prime	1003 85	1047 87		Value Creation	1141 07	1141 07	
American Bar	242		136 90	Arma-Gen	7454 36	7187 56		Food-Prime	5040 48	5027 89		Value Creation	27374 25	27374 25	
American Bar	242			Arma-Gen	628 03	628 03		Food-Prime	1230 26	1230 26		Value Creation	1085 90	1085 90	
Ashley	205			Arma-Gen Com'l	1187 55	874 17		Food-Prime	13869 03	13861 02		Value Creation	130 69	127 50	
Autonomous Mines	763			Arma-Gen	6919 20	6919 20		Food-Prime	167 78	167 78		Value Creation	894 04	894 04	
Banco Popular Corp.	2411			Arma-Gen	1054 25	134 82		Food-Prime	1151 72	1151 72		Value Creation	156 11	156 11	
Banco Popular Corp.	2411			Arma-Gen	1574 29	1641 46		Food-Prime	12853 82	12813 82		Value Creation	5371 82	5318 44	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	109 59	106 40		Food-Prime	106471 89	106471 89		Value Creation	1130 05	1113 25	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	157 37	150 59		Food-Prime	13457 27	13233 68		Value Creation	521 76	507 89	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	7432 74	7342 74		Food-Prime	168 84	168 84		Value Creation	10452 09	10400 09	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	123 63	118 50		Food-Prime	245 26	245 26		Value Creation	230 57	220 11	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	121 85	118 50		Food-Prime	168 84	168 84		Value Creation	753 07	719 27	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	110 02	113 35		Food-Prime	245 26	245 26		Value Creation	192 08	183 13	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	110 02	113 35		Food-Prime	245 26	245 26		Value Creation	606 81	611 22	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	110 02	113 35		Food-Prime	245 26	245 26		Value Creation	520 57	495 96	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	138 30	138 30		Food-Prime	302 24	290 40		Value Creation	13800 25	13844 47	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	121 41	119 18		Food-Prime	211 59	211 59		Value Creation	487 88	489 12	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1656 52	1656 52		Food-Prime	415 73	398 70		Value Creation	1655 08	1655 08	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1569 20	1569 20		Food-Prime	138 13	132 37		Value Creation	13027 59	12772 15	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1303 29	1191 42		Food-Prime	156 16	167 20		Value Creation	1285 56	1285 56	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	28 05	27 95		Food-Prime	361 51	348 77		Value Creation	689 03	688 76	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1228 20	1189 23		Food-Prime	2059 29	2059 29		Value Creation	1722 84	1720 05	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	3269 81	3268 73		Food-Prime	17702 88	17702 88		Value Creation	670 46	650 33	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	342 83	342 83		Food-Prime	106 84	106 84		Value Creation	104 84	104 84	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	4201 49	4201 49		Food-Prime	11320 89	11320 89		Value Creation	411 24	400 23	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1195 42	1171 65		Food-Prime	27250 59	27250 59		Value Creation	1480 02	1387 15	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	225 02	225 02		Food-Prime	802 11	802 11		Value Creation	859 23	849 61	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	837 36	801 13		Food-Prime	211 32	211 32		Value Creation	420 26	409 23	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	4021 94	4021 94		Food-Prime	24462 56	24462 56		Value Creation	280 21	254 03	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	248 94	248 94		Food-Prime	516 28	516 28		Value Creation	1225 44	1189 65	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1032 42	1032 42		Food-Prime	798 98	798 98		Value Creation	1000 55	980 83	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	128 54	128 54		Food-Prime	106 84	106 84		Value Creation	331 24	315 27	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	2278 32	2284 77		Food-Prime	5052 70	5052 70		Value Creation	1080 12	1024	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	2206 67	2142 40		Food-Prime	6530 72	6530 72		Value Creation	1381 02	1381 02	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	407 50	407 50		Food-Prime	6700 28	6700 28		Value Creation	594 10	591 72	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	67111 07	67111 07		Food-Prime	76707 35	76707 35		Value Creation	2127 83	2122 22	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	36322 57	36322 57		Food-Prime	12575 76	12575 76		Value Creation	800 82	765 83	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	2265 21	2265 21		Food-Prime	151 48	151 48		Value Creation	1308 30	1287 12	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	2027 77	2027 77		Food-Prime	26370 00	26370 00		Value Creation	1058 65	1058 65	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	689830 34	689830 34		Food-Prime	10268 08	10268 08		Value Creation	608 62	603 58	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	285 90	285 90		Food-Prime	125 89	125 89		Value Creation	140 98	134 81	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	3335 36	3335 36		Food-Prime	7722 01	7722 01		Value Creation	1194 91	1183 08	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	6655 84	6655 84		Food-Prime	1386 43	1386 43		Value Creation	1349 19	1348 19	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	625 98	625 98		Food-Prime	238 16	238 16		Value Creation	2013 78	2013 78	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1725 73	1725 73		Food-Prime	1425 21	1387 07		Value Creation	5092 72	5092 72	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	91 49	89 08		Food-Prime	65091 72	65091 72		Value Creation	449 81	432 59	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	6478 22	6478 22		Food-Prime	1012 39	1002 37		Value Creation	872 79	860 28	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	181 79	186 58		Food-Prime	1213 48	1213 48		Value Creation	596 19	556 56	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1290 08	1261 29		Food-Prime	621 87	621 87		Value Creation	158 03	153 08	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	152 62	152 62		Food-Prime	1045 31	1045 31		Value Creation	126 89	124 04	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	13338 76	13338 76		Food-Prime	140 44	140 44		Value Creation	10685 37	10300 12	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1088 46	1055 33		Food-Prime	2508 06	2469 04		Value Creation	126 18	126 17	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1312 32	1280 31		Food-Prime	1018 53	1003 48		Value Creation	562 15	548 44	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	448 41	437 38		Food-Prime	1281 12	1281 12		Value Creation	1271 94	1271 21	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	7230 81	7230 81		Food-Prime	1183 01	1183 01		Value Creation	156 01	156 01	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1157 75	1157 75		Food-Prime	3267 48	3267 48		Value Creation	3540 29	3575 68	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	6381 24	6381 24		Food-Prime	1005 83	1010 96		Value Creation	221 32	221 32	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1434 89	1434 89		Food-Prime	8694 02	8652 07		Value Creation	1256 17	1225 53	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	5453 76	5050 15		Food-Prime	13270 04	1345 79		Value Creation	1796 02	1752 21	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	262 67	262 15		Food-Prime	13013 54	10274 99		Value Creation	1931 83	1919 91	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	309 35	304 34		Food-Prime	120 06	125 32		Value Creation	4956 41	4923 85	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	449 40	459 79		Food-Prime	578 55	558 64		Value Creation	28823 20	28795 38	
Can Pacific	6600			Arma-Gen	434 39	425 10		Food-Prime	33 22	33 22					
Can Pacific	6600			Arma-Gen	380 25	380 25		Food-Prime	50 82	50 82					
Can Pacific	6600			Arma-Gen	1022 48	1157 46		Food-Prime	6716 87	6708 38					
Can Pacific	6600			Arma-Gen	32 95	32 95		Food-Prime	6163 58	6161 08					
Can Pacific	6600			Arma-Gen	38 94	38 94		Food-Prime	889 08	889 08					
Can Pacific	6600			Arma-Gen	13164 95	13159 95		Food-Prime	1146 35	1118 03					
Can Pacific	6600			Arma-Gen	233 62	230 17		Food-Prime	127 44	127 44					
Can Pacific	6600			Arma-Gen	31 83	31 05		Food-Prime							
Hors-cote															
Aqua Helix Energy	380			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Calypso	122			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
C&H Operator	318		36 80	Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
C. O'Neil, Fontaine	111			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Acorn	578			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Cooley Bourde	380			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Cooley	380			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Droit Assurance	1475			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
EF Energy	360			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Acorn	578			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29			Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80		Energy	380 80	380 80	
Energy Sphère Int	29</														

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

ÉCHECS

Guefand vainqueur de Short à Bruxelles

Premières parties des quarts de finale du championnat du monde

Les quarts de finale du tournoi des candidats au titre de champion du monde d'échecs ont commencé dimanche 11 août à Bruxelles. Ils opposent le Soviétique Anatoly Karpov à l'Indien Viswanathan Anand, le Soviétique Nigel Short, le Soviétique Vassili Ivanchouk à son compatriote Arthur Youssouppov et le Suisse Victor Kortschnov au Néerlandais Jan Timman.

Le vainqueur de ce cycle des candidats affrontera pour le titre de champion du monde en 1993, l'actuel tenant du titre, le Soviétique Garry Kasparov.

L'ancien champion du monde Karpov, quarante ans, ELO 2 730, entre dans le cycle des candidats en affrontant le benjamin de l'épreuve, le jeune prodige indien Anand, vingt et un ans, ELO 2 650, célèbre pour sa vitesse de jeu et qui a, lors de la seule partie disputée entre eux, au Tournoi de Linares (Espagne) en mars dernier, remporté une brillante victoire. Anand a éliminé Dreev en huitième de finale (4,5-1,5).

Short, vingt-six ans, ELO 2 660,

vainqueur en huitième de finale de son compatriote Speelman (5,5-4,5) affronte Guefand, vingt-trois ans, ELO 2 665, vainqueur du Yougoslave Nikolic (5,5-4,5).

Ivanchouk, vingt-deux ans, ELO 2 735, qui a ravi la deuxième place du classement international à Karpov, et qui a écarté son compatriote Youssouppov en huitième (4,5-0,5) affronte Youssouppov, trente et un ans, ELO 2 625, vainqueur de Dolmatov (6,5-3,5).

Enfin, Timman, trente-neuf ans, ELO 2 630, qui a éliminé Huebner (4,5-2,5) rencontre le dissident soviétique naturalisé suisse, Kortschnov, soixante ans, ELO 2 610, qui a sorti Sax (3,5-4,5).

Chaque match comprend huit parties. Sera déclaré vainqueur celui des deux joueurs qui marquera le premier 4,5 points (1 point pour une victoire, 0,5 pour une nulle, 0 pour une défaite). En cas d'égalité, deux parties supplémentaires seront jouées.

Résultats des premières parties (le joueur en premier a les Blancs) : Anand-Karpov : nulle.

Short-Guefand : 0-1.

Ivanchouk-Youssouppov : nulle.

Timman-Kortschnov : nulle.

AGENDA

15 août : les services ouverts ou fermés

Presse. - Les quotidiens paraissent normalement le jeudi 15 août.

Bureaux de poste. - Fermés le 15 août, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques. - Les banques seront fermées le 15 août (les banques pratiquant le repos hebdomadaire le samedi seront également fermées le vendredi 16 août).

RATP. - Service réduit des dimanches et fêtes, le 15 août.

Grands magasins. - Les grands magasins parisiens seront tous fermés le jeudi 15 août.

Assurances-maladie. - Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du mercredi 14 août, à 12 heures, au vendredi 16 août, aux heures habituelles.

Allocations familiales. - Les services d'accueil des trois centres de gestion de Paris seront fermés du mercredi 14 août, à 12 heures, au vendredi 16 août, aux heures habituelles.

Bibliothèque nationale. - Les salles de lecture seront fermées le 15 août. L'exposition « Tanis. Les pharaons de l'incertitude » sera ouverte aux heures habituelles.

Archives nationales. - Les salles de lecture des Archives nationales

et le Musée de l'Histoire de France seront fermés le 15 août.

Hôtel national des Invalides. - Les musées (armées, plans-reliefs, dôme royal, tombeau de l'empereur) et l'église Saint-Louis seront ouverts le 15 août, de 10 heures à 18 heures (le tombeau de l'empereur, jusqu'à 19 heures). Dans la salle de cinéma du Musée de l'Armée, de 14 heures à 18 heures, projection permanente de documents et de films sur les deux conflits mondiaux.

Instituts de France. - Le château de Chantilly et le domaine de Chantilly seront ouverts le 15 août, ainsi que le château de Langeais (Indre-et-Loire), la villa grecque Kérylos à Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes) et le manoir de Kéran (Finistère).

Musées. - Tous les musées nationaux seront, en principe, ouverts le jeudi 15 août.

A Paris, le Centre Georges-Pompidou sera également ouvert (de 10 heures à 22 heures).

En région parisienne, le Musée de l'Air et de l'Espace, au Bourget, le château de Vaux-le-Vicomte, le musée du Frieuré, à Saint-Germain-en-Laye, seront ouverts.

CARNET DU Monde

Décès

- Gilbert BÈS

nous a quittés le 8 août 1991.

Selon sa volonté, il sera inhumé au cimetière du Père-Lachaise, mardi 13 août, à 15 h 30.

Dons souhaités à l'hôpital Pasteur, pour la recherche contre le sida.

- M^{me} Jean Denizet,

M^{me} Marie-Gabrielle Denizet, M^{me} Jean-Louis Gay, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Boust, M^{me} Marie-Laure Denizet, M^{me} Marie-Bénédicte Denizet, M^{me} Marie-Geneviève Denizet, M^{me} et M^{me} Roland Meyer, M^{me} Marie-Victoria Denizet, ses enfants.

Cécile, Henri, Mathilde, Jean-Gabriel, Matthieu Valot, Christophe, Sabine, Véronique Gay, Clotilde, Jérôme Boust, Benoît Denizet-Lewis, Sandrine, Martin Meyer, ses petits-enfants.

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean DENIZET, économiste, ancien directeur des Etudes économiques et financières de Paribas, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre de la Couronne de chêne,

survenu le 7 août 1991, à Paris, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 août, à 10 h 30, en la paroisse Saint-André-de-l'Europe, 24 bis, rue de Leningrad, à Paris-9.

L'inhumation aura lieu dans l'intercimetière familial.

48, rue de Moscou, 75008 Paris.

(Le Monde daté 11-12 août ou lire l'article de Paul Fabra page 10.)

- Louis Guénart, son fils, M^{me} Jean Dhotel, sa mère, Nobile Dhotel-Collet et Laurent Collet, ses sœurs et beau-frère, Sa famille, Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Annick DHOTEL,

survenue le 9 août 1991, à l'âge de quarante ans.

On se réunira, pour un adieu amical, le mercredi 14 août, à 11 h 30, 18, rue de la Grange-aux-Belles, Paris-10^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arnes, à 16 h 15.

4, impasse Reille, 75014 Paris, 24, rue des Trois-Frères, 62000 Arras, 12, rue Corbon, 75015 Paris, 14, rue Benjamin-Raspail, 92240 Malakoff.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis GACON, ancien directeur du Courrier de la Compagnie générale maritime, ancien chef du service de la publicité de la Compagnie générale maritime,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le vendredi 9 août 1991, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées dans l'intimité à Sarrogn (Jura).

Un service religieux sera célébré à son intention ultérieurement, à Neuilly-sur-Seine.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

M^{me} Louis GACON, 163-165, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- M. Raymond Milhères, M. et M^{me} Bernard Soubelet, et leurs filles, Laurence et Pascale. Sa famille. Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Alain MILHÈRES,

survenue le 6 août 1991, à l'âge de quarante-six ans.

Rue de la Gare, 40150 Soorts-Hossegor, 52, rue des Gravilliers, 75003 Paris.

Remerciements

- M. René Mappas, Ses enfants Et ses petits-enfants, remercient très chaleureusement tous ceux qui, par leurs témoignages d'amitié, leur ont apporté un soutien précieux lors du décès de

Marthe MAPPAS, née Camédon.

66740 Villeneuve-dels-Monts, 75000 Niort.

Anniversaires

- M^{me} Nicole Brant demande à tous ceux qui ont connu et aimé

N.T.C.F. Pierre BREANT d'évoquer son souvenir pour le septième anniversaire de son passage à l'O.E.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

JOURNAL OFFICIEL

Ont parus au Journal officiel du samedi 10 août 1991 :

DES LOIS : N^o 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.

- N^o 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications (rectificatif).

Initiation à la recherche historique. - Les Archives nationales organisent de novembre 1991 à mai 1992 des cours d'initiation à la recherche historique pour les chercheurs amateurs. Les inscriptions seront ouvertes à partir du 1^{er} octobre, à la Boutique des Archives, dans la limite des places disponibles (40 personnes par séance), la priorité étant donnée aux personnes ayant déjà suivi les cours de paléographie aux Archives nationales ou le cours d'initiation de l'Amicale des généalogistes. Les communications ont lieu aux Archives nationales, une fois par mois, en dehors des vacances scolaires.

Les frais d'inscription s'élèvent à 600 francs pour les dix conférences. Inscriptions aux Archives nationales, 60 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Tél. : (1) 48-87-78-88, de 10 heures à 17 heures les lundi, mardi, jeudi et vendredi, 14 heures à 17 heures le mercredi. Se munir de deux enveloppes timbrées et d'une photo d'identité.

LOTTO SAMEDI 10 AOÛT 1991

18885

6 15 41 44 45 7

6 288 006 F

10 410 F

178 F

20836

8 18 26 31 39 44 40

6 11 267 615 F

134 205 F

5 505 F

17 F

LETTRES

La mort de Charles Pietri

Histoire de la Révélation, révélation de l'Histoire

En apprenant sa mort brutale (le Monde du 8 août), tous les amis, disciples, collaborateurs et collègues de Charles Pietri ont été étonnés. Qui pouvait prévoir que, dans l'espace de dix jours, un cancer sournois allait se révéler fatal, venant ainsi foudroyer cette force de la nature, de l'intelligence et du cœur qu'était le directeur de l'Ecole française de Rome ?

Il a été avant tout historien, au sens plein du terme tel que l'avait admirablement défini, dans un livre qui a fait date, son maître Henri-Irénée Marrou. Aussi bien l'application précise de la méthode ne s'est-elle pas bornée à continuer à labourer et à enseigner le champ, sinon intégralement neuf, du moins considérablement renouvelé, que lui avait ouvert en Sorbonne, comme à tant d'autres, le titulaire de l'unique chaire française d'histoire du christianisme ancien. Le fait est que celui qui parut incontestablement le plus digne de succéder à Marrou, ce fut Pietri.

Historien du christianisme, de Rome, de l'Antiquité tardive. Encore faut-il ne pas imaginer ici trois axes de recherche distincts, alors que l'acharnement de Pietri à scruter pas à pas la complexité de l'ensemble conduisit irrésistiblement à délayer l'unité organique de celui-ci.

N'en déplaise à ceux qui se sont si longtemps acharnés à inverser la figure de Rome dans un classicisme aussi superbe qu'arbitraire, la thèse de doctorat soutenue par Pietri en 1973 et publiée en 1976, *Roma christiana*, a définitivement

triomphé de ce ruineux sectarisme culturel. La preuve, au moins formelle, que ce monument - dans tous les sens du terme (1 754 pages, sans compter cartes, relevés, illustrations) - a marqué une date, c'est qu'il a eu aussi bien les honneurs de l'Institut de France que le Premio dei Romanisti. Dans le même sens s'inscrivent évidemment les quelques cent cinquante articles distribués par l'auteur dans les ouvrages collectifs et les revues savantes les plus diverses et les plus réputées.

Quel que soit cependant l'éclat de cette production, elle ne saurait donner, à elle seule, une idée des dimensions réelles de l'homme et du savant qui n'a jamais séparé la recherche personnelle, l'enseignement de la recherche, et l'organisation de la recherche collective. Cela vaut - car le fait n'est pas si fréquent - qu'on s'attache un instant à cette cohérence, non plus seulement du domaine étudié, mais de l'action menée pour l'étendre le plus possible en communiquant généralement son savoir-faire, et même les secrets tout à la fois d'un art et d'une science.

A l'Ecole française de Rome

Là encore, on retrouve l'influence de Marrou, lequel joignit à sa chaire un laboratoire associé au CNRS, le Centre Lenain de Tillemont, dans le cadre duquel de grands travaux de recherche ont été poursuivis sous la direction de Pietri jusqu'à son départ pour Rome : notamment cette *Prosopographie chrétienne du Bas-Empire* pour le premier tome de laquelle (l'Afrique) il masqua son précieux concours d'épigraphie, et dont il était en train d'achever le tome II, notamment avec sa meilleure collaboratrice, aujourd'hui directrice de recherche au CNRS, Lucie Pietri, inséparable de Charles, celle qui, par son savoir enseignement longtemps poursuivi au sein de Paris-Sorbonne, a permis d'y maintenir un lien étroit avec l'Ecole de Rome.

Reste que - cette fois à la différence de Marrou, qui avait décliné le poste - Pietri fut candidat à la direction du Farnèse et y fut.

nommé. J'ai eu personnellement la joie - étant chargé avec un conseiller d'Etat de l'évaluation de l'Ecole entre 1985 et 1986 - de vérifier sur place que la commission que j'avais présidée en 1983 pour cette succession de Georges Vallet avait été bien inspirée.

Certes, son prédécesseur avait considérablement accru le rayonnement de ce grand organisme. Cependant, tout en continuant rigoureusement dans le même sens (en particulier pour la politique en faveur de boursiers de plus en plus nombreux), Pietri s'est ingénié à multiplier les conventions de l'Ecole avec des universités nationales et des instituts internationaux. D'autre part, il a suscité à Rome les colloques les plus divers où il convient de souligner que le Moyen Age et l'histoire moderne et contemporaine ont été à l'honneur, autant et parfois plus que l'Antiquité, tardive ou non. Et c'est ainsi qu'en mai dernier nous avons pu ensemble collaborer à l'établissement d'un programme essentiel de recherche associant plus particulièrement l'Ecole de Rome à l'Agence archéologique d'Algérie.

Ce déploiement extraordinairement audacieux en même temps que très réaliste de l'œuvre de Pietri avait un secret. Respectueux des autres, et en même temps un brin ombrageux en ce qui le concernait, le savant se Charles Pietri a été servi par l'homme de conviction. Ses prises de position syndicales, naguère au SGEN aux côtés de Paul Vignaux, non moins que son adhésion à une Eglise dont il n'a pas seulement écrit l'histoire mais dont la communion le faisait vivre et parfois lutter fort, tout cela lui avait valu, lors de sa candidature à Rome, une double opposition : n'était-il pas trop « ecclésiastique » sous un gouvernement socialiste, et trop socialiste pour être nommé dans la *Roma christiana* ?

Dieu merci, les augures ont eu tort. Mort à moins de soixante ans, qu'il n'aurait pas encore créé s'il avait vécu ? A ses disciples, à ses amis de poursuivre cette grande œuvre qu'il a donnée, jusqu'à son dernier souffle, les moyens de parfaire.

ANDRÉ MANDOUZE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. : MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-73-71 - Société Hild de Journal Le Monde et Régie Press SA.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Hugues, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tagaz LM

Imprimée au « Monde » 12, rue M. Carpentier 95511 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-00

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS AUTRES PAYS y compris CEE avion

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE contre d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Pays : Localité : Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Luciani secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Annalaie Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Parantoni Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1988) André Portet (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 49-60-30-10

RESULTATS OFFICIELS

5

1781 15 F

1781 15 F

1781 15 F

1781 15 F

1781 15 F

1781 15 F

1781 15 F

1781 15 F

MADAGASCAR

La répression de la « marche de la liberté » a fait au moins quatorze morts à Tananarive

La foule qui participait, samedi 10 août, à Tananarive, à la « marche de la liberté », organisée par l'opposition, a été très brutalement réprimée par les forces de l'ordre. Selon la Croix-Rouge malgache, le bilan provisoire s'établissait, dimanche soir, à quatorze manifestants tués et plus de deux cent vingt autres blessés, certains dans un état très grave. Cinq manifestants auraient aussi été tués dans la ville de Mahajanga, sur la côte ouest. C'est la première fois, depuis le début du mouvement de contestation contre le régime du président Ratsiraka, qu'une manifestation pacifique tourne ainsi au bain de sang.

TANANARIVE
de notre envoyé spécial

« Je ne partirai pas » : le ton du président Didier Ratsiraka était plus catégorique encore que d'habitude, dimanche 11 août au soir, lors de sa première réaction aux événements sanglants de la veille, aux abords de son palais de l'avenue de l'Indépendance. Les quatorze morts et plus de deux cent vingt autres blessés, certains dans un état très grave, Cinq manifestants auraient aussi été tués dans la ville de Mahajanga, sur la côte ouest. C'est la première fois, depuis le début du mouvement de contestation contre le régime du président Ratsiraka, qu'une manifestation pacifique tourne ainsi au bain de sang.

Dans sa version des faits, le président Ratsiraka a reconnu qu'un hélicoptère (celui de la présidence, selon des témoins), avait lancé des grenades sur les manifestants, afin de les disperser. Si la foule s'était approchée de l'enceinte du palais, la réaction du régime pour la sécurité présidentielle (RESEP) aurait été plus meurtrière encore, a-t-il dit. En substance, le « numéro un » malgache, d'après lui, ce n'est pas le RESEP, mais des militaires et des gendarmes, qui ont repoussé les manifestants, sans jamais d'ailleurs tirer sur eux, a-t-il cru bon de préciser.

Le point
de « non-conciliation »

Pourquoi a-t-elle le RESEP hors de cause alors que, quelques instants avant l'affrontement, les soldats, interrogés par les journalistes, assuraient qu'ils faisaient partie de la garde d'élite du président ? Et comment expliquer ces blessés par balles, comme M. Arène Rakotonalala, employé à l'agence France Presse, touché dans le dos alors qu'il retournait vers la capitale, avec, sur les talons, une petite troupe de soldats qui « nettoyaient » la route ? Et que dire de ces neuf morts à l'hôpital général de Tananarive aux membres arrachés ou portant des traces de balles ?

Les déclarations présidentielles, loin d'apaiser les esprits, risquent fort de provoquer l'indignation des manifestants de la place du 13-Mai. Ces derniers se sont d'ailleurs réunis dimanche, jour d'ordinaire chômé, par respect pour les Églises. A la tribune, le général Jean Rakotoharison, « président » du gouvernement-bis mis en place par l'opposition, a annoncé un nouveau durcissement de la grève générale, avec, notamment, « la paralysie totale du secteur bancaire jusqu'à la démission du président ». Il a ensuite sommé l'armée « de choisir l'amiral Ratsiraka ou le peuple ».

L'ancien chef d'état-major, qui a pris sa retraite en 1988, s'est fait quelque peu chahuter, lorsqu'il a demandé à la foule de ne pas chercher vengeance, « afin de pré-

server l'unité nationale ». La journée s'est passée dans le calme, alors que la veille, au retour de la marche sanglante, quelques militants de l'opposition avaient incendié la permanence du MMSM (Mouvement pour la défense du socialisme malgache, prégouvernemental). Une courte échauffourée avait suivi, faisant plusieurs blessés, dont deux gravement touchés par l'explosion d'une grenade.

Le Comité des forces vives a aussi appelé le Conseil chrétien des Églises à cesser ses tentatives de médiation. « Après ce crime, nous avons atteint un point de non-conciliation », soulignait le porte-parole du mouvement, le pasteur Richard Andriananjato. La « dernière chance de dialogue » semble avoir disparu, samedi 10 août, quand près de 400 000 personnes — un chiffre jamais atteint durant ces deux derniers mois de manifestations quotidiennes — ont marché vers le palais présidentiel, franchissant sans violence deux barrières militaires, avant d'être stoppées par quelques hommes de la garde présidentielle.

Pendant qu'une délégation, avec à sa tête le professeur Albert Zafy, président du Comité des forces vives, négociait une entrevue avec le chef de l'État, dans le but de lui demander, une fois de plus, sa démission, la foule impatiente se massait devant cette ligne invisible « à ne pas franchir », selon les avertissements répétés du pouvoir. Gagnés par la nervosité, les soldats ont jeté soudain quelques grenades lacrymogènes, suscitant la colère de la foule, qui s'est alors ébranlée, avançant sur le palais.

En face, une trentaine d'hommes de main, armés de frondes, attendaient les manifestants, au sortir d'un bosquet : une pluie de pierres les a fait reculer au moment où un hélicoptère surgissait dans le ciel, larguant des grenades, pour dégrader les abords du palais. Quelques instants plus tard, des coups de feu claquaient et les premiers victimes tombaient. Dans une panique indescriptible, la foule s'est mise alors à fuir, pourchassée sur la route et dans les rivières avoisinantes par la garde présidentielle.

Un avant-goût
de défaite

Cette « victoire » militaire a pourtant un avant-goût de défaite. De l'avis de tous les observateurs, le pouvoir a commis là une erreur qui lui sera à terme fatale. La nomination du nouveau premier ministre, la semaine dernière, était présentée par le président comme « la dernière concession possible », mais M. Guy Razanamasy, homme de consensus, a repoussé l'annonce de son « gouvernement de réconciliation nationale » déjà refusé par l'opposition. Dans un communiqué, il a en outre contredit implicitement la version pré-

sentielle du drame de l'avenue de l'Indépendance, en disant que qu'il démissionne dans les heures qui viennent.

Aucune équivoque dans les deux principaux quotidiens malgaches : il y a eu un « carnage de sang-froid » pour Miti Madagascar, tandis que Tribune, plus retenu, raconte cette « marche de la liberté » qui a tourné à la « marche funèbre ». Dans les milieux diplomatiques, on s'étonne ouvertement que Paris n'ait pas réagi immédiatement, et on voit mal comment le nouvel ambassadeur français, M. Gilles D'Humières, attendu à Tananarive, pourrait dans ces conditions présenter ses lettres de créance au président Ratsiraka qui « a donné son accord dans un temps record », trop heureux sans doute de cette nomination, interprétée comme une marque de reconnaissance de la part de la France.

JEAN HÉLÈNE

Le Parti socialiste plaide en faveur de l'organisation d'élections à Madagascar. — M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations internationales, a déploré, dimanche 11 août, « l'usage de la force par la garde présidentielle et l'inclination des victimes d'une manifestation pacifique ». « Alors que le sang a maintenant coulé, il faut éviter l'escalade du pire », a-t-il ajouté en précisant que seule l'annonce d'« élections à une date rapprochée peut encore mettre fin à l'engrenage de la violence ». Par ailleurs, le Mouvement des forces vives a appelé la communauté malgache de France et de tous les défenseurs des droits de l'homme à manifester, lundi 12 août à partir de 19 heures à Paris de la place Charles-de-Gaulle au palais de l'Élysée pour dénoncer la répression à Madagascar.

Trois policiers blessés
par des « zoulous »
à Noisy-le-Grand

Un fonctionnaire de la brigade de sécurité de la voie publique de Bondy (Seine-Saint-Denis) a été sérieusement blessé à la tête par une barre de fer, samedi 10 août, en début d'après-midi, lors d'une intervention au Centre commercial régional des Arcades de Noisy-le-Grand. Une trentaine de « zoulous » (mouvement aux États-Unis pour lutter contre la délinquance et la drogue chez les jeunes Noirs mais qui a donné naissance à des bandes violentes en France), pour la plupart d'origine africaine, armés de barres de fer et de balles de base-ball, venaient de briser la vitrine d'un magasin hi-fi et une cabine téléphonique.

Souffrant d'un traumatisme crânien, le policier, dont l'identité n'a pas été révélée, a été transporté à l'hôpital de Bry-sur-Marne puis transféré à Paris par hélicoptère à l'hôpital de la Salpêtrière. Son état n'inspirait plus d'inquiétude lundi matin. A la suite de ces incidents au cours desquels deux autres policiers ont été légèrement blessés, trois jeunes d'une vingtaine d'années ont été interpellés et transférés au parquet.

MODE : ACHETEZ
« DECONTRACTEE »

Zéro pour les prix élevés qui vous tapent sur les nerfs ! On demande à la création d'être séduisante, à la qualité d'être « top niveau ». Mais aux prix de se faire minuscules. Pour que la mode soit un plaisir, il faut que le « facteur-prix » soit presque négligeable. Depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

BOURSE DE PARIS
Matinée du 12 août

Grand calme

Désertée, la Bourse de Paris a débuté la semaine en baisse dans un marché extrêmement réduit. L'indice CAC 40, en baisse de 0,27 % à l'ouverture, était en recul de 0,54 % vers 11 heures. Le volume des transactions est très faible. Hausse de CFI, Altran, Ecco et Sofimova. Baisse de Gaz et eaux, Sodexco, BP France et Comptoirs des entrepreneurs.

C.F.P.A.

Préparation intensive
4 semaines, à partir fin août
80 % à 90 % DE REÇUS
chaque année

CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
Tél. : 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.

Pour un « plus juste équilibre » entre citadins et ruraux

M. Soisson préconise une réforme
du mode de scrutin cantonal

C'était le 29 mai 1990 : M. François Mitterrand, venu clôturer les assises des missions locales sur l'emploi, à Auxerre (Yonne), déjeunait à Chablis. Son hôte, M. Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre et alors ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, saisisait l'occasion pour lui exposer toutes les bonnes raisons qu'il y avait, selon lui, à modifier le mode de scrutin pour les élections cantonales. M. Soisson n'a pas changé d'avis : il plaide toujours pour cette réforme. Dans le *Journal du dimanche* du 11 août, il souhaite que soit assuré tout membre élu libre sur la France des villes et de celle des campagnes. Connaissant l'attachement du chef de l'État, ancien conseiller général de Château-Chinon, aux cantons ruraux, M. Soisson écarte l'hypothèse de leur suppression, mais, se demandant-il, « comment accepter qu'un canton de 2 000 habitants soit représenté de la même façon qu'un canton de plus de 20 000 habitants ? ». Il suggère une réforme qui « permette l'élection au scrutin majoritaire, dans les agglomérations, d'une liste assurant un plus juste équilibre entre populations urbaines et populations rurales ». En privé, M. Soisson ne nie pas les difficultés qu'il y aurait à définir le seuil de ce qui relèverait de l'agglomération.

Reprenant l'argument avancé par les socialistes pour justifier une réforme du mode de scrutin régional selon lequel il n'est pas normal que la majorité présidentielle ne détienne que trois présidences de région (Limousin et Nord-Pas-de-Calais pour le PS, Lorraine pour France unie), M. Soisson se contente d'indiquer qu'il « ne se désolidarise pas du PS » sur cette question. Favorable au scrutin proportionnel par conviction, M. Soisson aurait certes préféré une réforme qui organise le scrutin régional dans le cadre régional et non plus départemental. Mais, là aussi, il connaît les réserves de M. Mitterrand.

La prochaine session parlementaire verra-t-elle la naissance de groupes France unie à l'Assemblée

nationale et au Sénat ? M. Soisson, qui œuvre à cette fin depuis de longs mois, le souhaite, mais il n'est pas assuré d'une heureuse issue. Le ministre d'État chargé de la fonction publique et de la modernisation administrative écarte l'éventualité d'un manque d'effectifs pour constituer un groupe au Palais-Bourbon (le minimum pour former un groupe à l'Assemblée nationale est de vingt députés, et au palais du Luxembourg, de quinze sénateurs). « Vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre députés... ce n'est pas un problème de nombre », assure-t-il, en privé. Ce n'est pas non plus, dit-il au *Journal du dimanche*, la question de la présidence de ce futur groupe, revendiquée par le MRG pour M. Emile Zuccarelli, revendication à laquelle il ne s'oppose pas.

Où se situent alors les difficultés ? Pour M. Soisson, reste un « problème, [celui] de la définition d'un projet politique [pour] faire aller du même pas les représentants de deux familles politiques qui se sont opposées : la famille radicale d'inspiration laïque, et la famille démocrate chrétienne ». Les discussions doivent se poursuivre cet été entre radicaux de gauche et, côté centriste, M. Gérard Vignoble, député du Nord, et son collègue du Val-de-Marne, récemment exclu de l'UDC, M. Jean-Jacques Jegou. Les députés radicaux de gauche, reçus par M. Mitterrand au début du mois de juillet, ont interprété diversement les propos présidentiels, certains voyant des encouragements appuyés à la constitution d'un groupe, d'autres déclinant de prudentes réserves. La plupart des dirigeants du MRG doivent se retrouver à Lacanau (Landes) les 30, 31 août et 1^{er} septembre, pour l'université d'été des jeunes radicaux de gauche ; occasion leur sera ainsi donnée de faire le point. Les esprits sont, à l'évidence, mieux disposés qu'il y a quelques mois, sous réserve, comme le confie l'un des leurs, de « détails mineurs qui pourraient s'avérer majeurs ».

A. Ch.

La recomposition du mouvement
nationaliste corse se confirme

AJACCIO

de notre correspondant

Comme chaque année, les nationalistes corses ont organisé des Journées internationales à Corte, les 9, 10 et 11 août. Toutefois, compte tenu des divisions du mouvement nationaliste, le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA, nationaliste modéré) ne participait pas à cette manifestation où se sont retrouvés A. Cuncoletta, secrétaire national du Front national (FN), l'Union du peuple corse (UPC) et l'Union des Corses (UC), rassemblés dans A. Cuncoletta Nazunale, créée en juin dernier.

En réaffirmant l'absolue nécessité de poursuivre la lutte armée avec l'autodétermination pour objectif, le FNLC « canal historique » — dont trois hommes armés et portant cagoules ont apparus dimanche 11 août — a montré qu'il ne connaît qu'une ligne stratégique de conduite. Il a dit aussi qu'il n'est pas le bras armé de la Cuncoletta, organisatrice de ces journées, mais de l'ensemble du mouvement nationaliste corse, qui reste profondément divisé.

Ainsi, ceux qui, autour de

M. Alain Orsoni, ont constitué le MPA et ont annoncé qu'ils seraient leur propre liste — « une liste ouverte » — aux élections de mars 1992 n'ont pas été menagés. Ils ont même été accusés, et avec eux, le FNLC « canal habituel » (qui observe une trêve totale depuis le spectaculaire attentat contre les locaux du conseil général de la Haute-Corse en mai dernier), d'avoir « rejoint le camp des ennemis du peuple corse » pour n'avoir pas su résister aux « séductions du Parti socialiste ».

Sur un plan plus général, la Cuncoletta a proposé aux mouvements qui constituent avec elle la structure unitaire appelée Cuncoletta de constituer une liste, commune pour le scrutin de 1992. L'UPC du député européen Max Simoni avait déjà annoncé qu'elle présenterait une liste mais que celle-ci restait ouverte à l'ensemble du mouvement nationaliste corse. Le problème posé à ces autonomistes est de concilier le moyen d'atteindre l'objectif d'autodétermination auquel ils se sont ralliés avec la lutte armée à laquelle ils se déclarent dévoués.

PAUL SILVANI

Les enfants de harkis préparent
leur coordination nationale

CARCASSONNE

de notre correspondant

Pour les fils de harkis dont le mouvement est né dans la colère et la violence, au mois de juin dernier, à Narbonne, l'heure semble être venue de se poser désormais en interlocuteurs à part entière face aux pouvoirs publics. Pour ce faire, la coordination ébauchée une semaine auparavant (Le Monde du 6 août), à Fumel (Lot-et-Garonne) a réuni, samedi 10 août, à Castelnaudary (Aude), une cinquantaine de responsables venus d'une douzaine de départements de France. Une discussion de fond sur la suite à donner au mouvement a été amorcée et les participants sont tombés d'accord sur la nécessité de créer une véritable coordination nationale, représentative de toute la communauté harkie, qui soit, une force

de proposition écoutée. Les statuts de cette nouvelle coordination seront déposés à la fin de la semaine. Un bureau exécutif sera désigné avant la fin du mois d'août.

Une ombre au tableau : l'absence des Narbonnais qui, à la suite du décès de l'un d'eux, Mokane Boutemour, retrouvé mort par strangulation sur un banc public, le lundi 5 août, ont décidé de ne plus négocier avec les pouvoirs publics et par conséquent, de ne plus faire partie de la coordination. Dans une semaine, les analyses effectuées à l'Institut médico-légal de Montpellier devraient pouvoir indiquer si Mokane Boutemour s'est suicidé ou s'il a été victime d'un meurtre. Mais d'ores et déjà sa famille a déposé une plainte contre X, pour homicide volontaire, avec constitution de partie civile.

BERNARD REVEL

L'ESSENTIEL

VOYAGE
AVEC COLOMB

13. L'autre Christophe..... 2

ÉTRANGER

La libération
des otages..... 3 et 4La crise
yougoslaveL'échange de prisonniers serbes
et croates a commencé..... 5

La Chine

et l'arme atomique

Pékin accepte le principe d'une
adhesion au traité de non-prolifé-
ration nucléaire..... 5

SOCIÉTÉ

Dons
de spermeLes conséquences d'une nouvelle
réglementation en Grande-Bre-
tagne..... 6

CULTURE

Mel Brooks

et les clochards

Rencontre avec le réalisateur
dont le dernier film, *Chiens de
vie*, est une comédie grinçante
sur les sans-logis..... 7

Le Festival

de La Roque d'Anthéron

Orchestre à cordes et jeunes pie-
nistes..... 7

SPORTS

Voile

Le Défi français prépare la Coupe
de l'America..... 9

ÉCONOMIE

Manifestation
paysanneLes agriculteurs protestent contre
l'effondrement des prix de la
viande..... 10

Le TGV

de la discorde..... 10

Services

Abonnements..... 16

Carnet..... 16

Echecs..... 16

Loto, Loto sportif..... 16

Marchés financiers..... 14

Météorologie..... 17

Mots croisés..... 17

Radio-Télévision..... 17

Services ouverts
ou fermés le 15 août..... 16La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LMLe numéro du « Monde »
daté 11-12 août 1991
a été tiré à 479 942 exemplaires.